

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

PARAISANT LE JEUDI

Matahiti 145
N° 6

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 8
no Febuare 1996

IMPRIMERIE OFFICIELLE — Tél. : 42.50.67 - Télécopieur (Fax) : 42.52.61 - B.P. 117 PAPEETE

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES APPLICABLES DE PLEIN DROIT

Pages

Loi organique n° 96-89 du 6 février 1996 relative à la date de renouvellement des membres de l'assemblée territoriale de la Polynésie française. 210

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Décision n° 32 CAB/MIL du 17 janvier 1996 portant accord sur la mise à disposition de moyens militaires pour la réalisation de la construction de l'aérodrome de l'atoll de Ahe. 211

Arrêté n° 34 FIP du 17 janvier 1996 portant versement d'un douzième provisionnel de crédits du Fonds intercommunal de péréquation (F.I.P.) au titre de l'année 1996, pour les mois de janvier, février et mars. 211

Arrêté n° 36 FIP du 17 janvier 1996 portant répartition initiale des crédits du Fonds intercommunal de péréquation (F.I.P.) entre les communes de la Polynésie française au titre de l'exercice 1996. 215

Arrêté n° 83 DRCL du 30 janvier 1996 instituant une commission de recensement général des votes pour les élections territoriales du 17 mars 1996. 218

EXTRAITS

Arrêté n° 86 DRCL du 30 janvier 1996 ordonnant le placement d'office à l'hôpital de Vaïami de Mlle Tahiri Moëata. 219

ACTES DES INSTITUTIONS DU TERRITOIRE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 95 CM du 29 janvier 1996 modifiant les arrêtés n° 645 CM du 12 juin 1990 et n° 443 CM du 6 mai 1994 fixant les tarifs applicables aux prestations consenties par les navires de la flottille administrative de la direction de l'équipement. (Extraits). 219

Arrêté n° 101 CM du 30 janvier 1996 portant modification des modalités d'application du code des investissements. 223

Arrêté n° 108 CM du 1er février 1996 portant prorogation de la durée du mandat des membres du conseil d'administration de la Caisse de prévoyance sociale. 224

EXTRAITS

Arrêtés n° 71 à n° 74 CM du 26 janvier 1996 approuvant et rendant exécutoires les délibérations n° 10-95 à n° 14-95 CMA du 21 décembre 1995 : - adoptant le compte financier du Centre des métiers d'art pour l'exercice 1994 ; - adoptant le budget primitif du Centre des métiers d'art pour l'exercice 1996 ; - relatives à l'indemnité mensuelle de sujétion du directeur et du gestionnaire du Centre des métiers d'art ; - fixant le montant des droits d'inscription pour l'année scolaire 1995-1996	225
Arrêtés n° 76 et n° 77 CM du 26 janvier 1996 approuvant et rendant exécutoires les délibérations n° 2-95 et n° 3-95 du 30 mai 1995 adoptant le compte financier 1994 et portant affectation des résultats de la section de fonctionnement de l'exercice 1994 du conseil d'établissement du collège de Bora Bora	225
Arrêtés n° 79 à n° 81 CM du 29 janvier 1996 approuvant et rendant exécutoires les délibérations n° 12-95, n° 13-95 et n° 20-95 du 7 novembre 1995 de la chambre d'agriculture et d'élevage : - portant approbation du compte financier de la chambre d'agriculture et d'élevage de l'exercice 1994 et affectation du résultat de cet exercice ; - attribuant une indemnité compensatrice journalière aux membres de la chambre d'agriculture et d'élevage pour toute tournée, mission ou visite de terrain au service de l'organisme consulaire ; - autorisant le rachat des cotisations de retraite de M. Teiva Tiniau	226
Arrêté n° 83 CM du 29 janvier 1996 modifiant l'arrêté n° 29 CM du 16 janvier 1995 portant agrément de la S.A. Kaina Village au bénéfice des dispositions du code des investissements	226
Arrêté n° 84 CM du 29 janvier 1996 autorisant la conclusion d'une convention de subvention à l'association I.D.E.S.	227
Arrêté n° 85 CM du 29 janvier 1996 habilitant le vice-président, ministre de la mer, du développement des archipels et des postes et télécommunications, à signer quatre conventions de prestations de service pour le compte du service de la mer et de l'aquaculture (centre des métiers de la nacre et de la perliculture)	227
Arrêté n° 86 CM du 29 janvier 1996 habilitant le vice-président, ministre de la mer, du développement des archipels et des postes et télécommunications, et le ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports à signer une convention de prestations de service pour le compte du service de la mer et de l'aquaculture (centre des métiers de la nacre et de la perliculture)	227
Arrêté n° 87 CM du 29 janvier 1996 portant approbation d'une délibération à caractère budgétaire du conseil d'administration de l'école de formation et d'apprentissage maritime	227
Arrêté n° 88 CM du 29 janvier 1996 rendant exécutoire la délibération n° 9-95 EFAM du 22 décembre 1995 portant adoption du compte financier et affectation du résultat de l'exercice 1994	228
Arrêté n° 89 CM du 29 janvier 1996 portant approbation de la délibération n° 12-95 EFAM du conseil d'administration de l'école de formation et d'apprentissage maritime	228
Arrêté n° 90 CM du 29 janvier 1996 prorogeant le délai de réalisation du programme d'investissement de la société Plastiserd agréé au code des investissements par arrêté n° 1092 CM du 1er octobre 1992	228
Arrêté n° 96 CM du 29 janvier 1996 relatif à la fiche de renseignements permettant d'établir les statistiques de fréquentation touristique	228
Arrêté n° 97 CM du 29 janvier 1996 renvoyant en seconde lecture de l'assemblée générale de la chambre d'agriculture et d'élevage la délibération n° 14-95 du 7 novembre 1995 autorisant à titre rétroactif et exceptionnel le paiement des indemnités dues au premier vice-président, M. Michel Lehartel, pour des missions au service de la chambre d'agriculture et d'élevage de décembre 1994 à février 1995, et la délibération n° 15-95 du 7 novembre 1995 prenant en charge les factures téléphoniques de M. Tapu Metua, membre de la chambre d'agriculture et d'élevage	229
Arrêté n° 99 CM du 29 janvier 1996 approuvant et rendant exécutoires les délibérations n° 96-2 et n° 96-4 OTHS du conseil d'administration de l'Office territorial de l'habitat social prises en sa séance du 11 janvier 1996	229
Arrêté n° 102 CM du 31 janvier 1996 autorisant M. Alain Pol à occuper la servitude de curage d'un cours d'eau sis au droit de sa propriété à Mahina	229
Arrêté n° 103 CM du 31 janvier 1996 accordant à la S.A. Armement coopératif polynésien (A.C.P.) et M. Georges Moarii le bénéfice des avantages fiscaux prévus par la délibération n° 90-48 AT du 10 avril 1990 modifiée, pour l'acquisition et l'exploitation du navire de pêche hauturière Tehoro III	229
Arrêté n° 104 CM du 31 janvier 1996 portant affectation au profit de l'Etablissement pour la valorisation des activités aquacoles et maritimes d'une parcelle du port de Uturoa à Raiatea	229

Arrêté n° 105 CM du 31 janvier 1996 autorisant la prise à bail par le territoire - Présidence du gouvernement (bureau des affaires polynésiennes) de locaux sis à Faaa et Patio, Tahaa	229
Arrêté n° 106 CM du 31 janvier 1996 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à Arutua, commune de Arutua, au profit de Mme Hélène Hamblin, épouse Maamaatuaiahutapu	229
Arrêté n° 107 CM du 31 janvier 1996 modifiant l'arrêté modificatif n° 1146 CM du 14 novembre 1994 concernant M. Rémi Tetaira Matarere et Mme Tumatairoro Mahine Tamariki, son épouse, à Manihi, commune de Manihi.	230
Arrêté n° 109 CM du 1er février 1996 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 43-95 prise par le conseil d'administration de l'Etablissement pour la valorisation des activités aquacoles et maritimes en sa séance du 19 décembre 1995	230
Arrêté n° 110 CM du 1er février 1996 portant approbation de délibérations du conseil d'administration du Fonds d'entraide aux îles.	230
Arrêté n° 111 CM du 1er février 1996 approuvant et rendant exécutoires quatre délibérations prises par le conseil d'administration de l'Etablissement pour la valorisation des activités aquacoles et maritimes en sa séance du 19 décembre 1995	230
Arrêté n° 112 CM du 1er février 1996 portant approbation de délibérations d'attribution d'aides du conseil d'administration du Fonds d'entraide aux îles	230
Arrêté n° 113 CM du 1er février 1996 approuvant et rendant exécutoire une délibération du conseil d'administration de l'Etablissement pour la valorisation des activités aquacoles et maritimes.	231
Arrêté n° 114 CM du 1er février 1996 renvoyant en seconde lecture une délibération du conseil d'administration de l'Etablissement pour la valorisation des activités aquacoles et maritimes.	231
Arrêté n° 115 CM du 1er février 1996 portant approbation de délibérations d'attribution d'aides de la commission permanente du Fonds d'entraide aux îles	231
Arrêté n° 117 CM du 1er février 1996 habilitant le Président du gouvernement à signer une convention de financement entre le territoire et l'Association nationale privée pour l'enseignement à distance (A.N.E.D.).	231
Arrêté n° 118 CM du 1er février 1996 portant octroi d'une licence d'armateur à la Société de transports insulaires maritimes (S.T.I.M.), pour l'exploitation du navire à passagers Nuku Hau, sur la desserte maritime régulière des Tuamotu du Centre, de l'Est et des Gambier.	231
Arrêté n° 119 CM du 1er février 1996 complétant l'arrêté n° 36 CM du 14 janvier 1994 modifié portant octroi d'une licence d'armateur à la S.A.R.L. Compagnie de transports maritimes des îles Tuamotu, pour l'exploitation du navire Kura Ora sur la desserte maritime régulière des Tuamotu Centre et Nord-Est	232
Arrêté n° 120 CM du 1er février 1996 portant octroi d'une licence d'armateur à la société Service Transport Raromatai pour l'exploitation du navire à passagers Tamariki Tahaa, sur la desserte maritime régulière Raiatea-Tahaa	232
Arrêté n° 121 CM du 1er février 1996 accordant des dérogations au règlement d'urbanisme de l'agglomération de Papeete, Pirae et Arue pour l'implantation d'une unité d'incinération de déchets hospitaliers au Centre hospitalier territorial de Mamo, Papeete	232

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

Présidence

EXTRAITS

Arrêté n° 45 PR du 30 janvier 1996 portant octroi de licences de navigation charter.	233
---	-----

Ministère de l'équipement, de l'énergie et des ports

Arrêté n° 380 MEP du 31 janvier 1996 portant délégation de signature aux agents de la direction de l'équipement.	233
---	-----

EXTRAITS

Arrêté n° 427 MEP du 1er février 1996 ordonnant la déconsignation d'une partie d'une indemnité d'expropriation versée à la Caisse des dépôts et consignations concernant le lot n° 5 de la terre Hauverovero nécessaire aux travaux d'aménagement de la route d'accès aux abattoirs territoriaux dans la commune de Papara.	236
--	-----

Arrêté n° 428 MEP du 1er février 1996 complétant l'arrêté n° 5093 SEQ du 22 mai 1990 qui a ordonné la déconsignation de l'indemnité d'expropriation concernant les parcelles des terres Tunaiti 1, lot 1, et Tunaiti 2, lot 1, nécessaires aux travaux de construction de la route de dégagement ouest de Papeete	236
---	-----

Ministère de l'aménagement, de l'urbanisme et des transports

Arrêté n° 320 MAT du 29 janvier 1996 approuvant le modificatif du cahier des charges du lotissement Mahina Tahua Iti III correspondant au morcellement du lot n° 85 du lotissement à Mahina. (Extraits)	236
---	-----

EXTRAITS

Arrêté n° 426 MAT du 31 janvier 1996 autorisant le navire Kura Ora, affrété par la société Tahiti Perles, à desservir les îles de Marutea Sud et Rikitea pendant la période du 31 janvier au 15 février 1996.	237
---	-----

ACTES MUNICIPAUX

Commune de Paea

Arrêté municipal n° 30-95 du 20 décembre 1995 fixant la limitation de vitesse sur les voies communales de Tiapa et Papehue.	237
Arrêté municipal n° 31-95 du 20 décembre 1995 implantant des panneaux Stop aux routes de Tiapa et de Papehue	238

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Arrêtés ministériels des 19 et 20 décembre 1995 portant modification de l'arrêté du 23 novembre 1987 relatifs à la sécurité des navires. (J.O.R.F. du 2 janvier 1996, pages 23 et 24)	238
Arrêté ministériel du 28 décembre 1995 portant approbation du programme d'enquêtes statistiques des services publics pour 1996. (Extraits). (J.O.R.F. du 21 janvier 1996, page 1083)	239
Arrêté interministériel du 29 décembre 1995 modifiant l'arrêté du 9 mars 1990 fixant les conditions d'établissement et de perception de la redevance pour services terminaux de la circulation aérienne. (Extraits). (J.O.R.F. du 3 janvier 1996, page 57)	240
Arrêté interministériel du 29 décembre 1995 portant institution d'une régie de recettes et d'une régie d'avances auprès du centre pénitentiaire de Faaa Nuutania (Polynésie française). (J.O.R.F. du 17 janvier 1996, page 792)	240
Arrêté interministériel du 29 décembre 1995 portant institution d'une régie de recettes et d'une régie d'avances auprès de la maison d'arrêt de Uturoa Raiatea (Polynésie française). (J.O.R.F. du 17 janvier 1996, page 793)	241
Arrêté ministériel du 8 janvier 1996 portant modification de l'arrêté du 23 novembre 1987 relatif à la sécurité des navires. (J.O.R.F. du 18 janvier 1996, page 872)	242
Ordonnance n° 1 ORD/PPI du 19 janvier 1996 désignant M. François Tetauru, en qualité de représentant du président du tribunal de première instance de Papeete, au sein de la commission administrative chargée de la révision des listes électorales dans la subdivision administrative des îles Tuamotu-Gambier, bureau de vote de Amanu, commune de Hao, en remplacement de M. Faremata Tetauru, décédé	242
Avis d'ouverture du concours d'admission en première année des cinq écoles de la banque d'épreuves Ecricome (session de 1996). (J.O.R.F. du 26 janvier 1996, page 1308)	243

EXTRAITS

Décret du 30 décembre 1995 portant promotion et nomination. (J.O.R.F. du 2 janvier 1996, page 8)	243
Arrêté ministériel du 7 décembre 1995 fixant les dates des épreuves écrites des premier et deuxième concours d'entrée à l'Ecole normale supérieure en 1996. (J.O.R.F. du 20 janvier 1996, page 976)	243
Arrêtés ministériels du 29 décembre 1995 portant nomination (régisseurs d'avances et de recettes). (J.O.R.F. du 17 janvier 1996, page 825)	244
Arrêté ministériel du 9 janvier 1996 fixant les dates des élections au conseil central de la section F de l'ordre national des pharmaciens (territoires d'outre-mer). (J.O.R.F. du 16 janvier 1996, page 721)	244

Arrêté interministériel du 18 janvier 1996 autorisant au titre de l'année 1995 l'ouverture de concours pour le recrutement de greffiers du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française (femmes et hommes). (J.O.R.F. du 21 janvier 1996, page 1061)	244
Liste d'aptitude spéciale aux fonctions de conseiller de cour d'appel du second grade du 1er janvier 1996. (J.O.R.F. du 2 janvier 1996, page 29)	244

ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES

Service de l'urbanisme.— 1°) Avis officiel n° L/96-2 MAT.AU du 26 janvier 1996 concernant une demande d'autorisation de lotir en 23 lots sur la terre Atimutimu sise dans la commune de Rangiroa, formulée par Mme Marie-Paule Rauzy, épouse Galenon	244
2°) Etats récapitulatifs des autorisations de travaux immobiliers des communes de Arue et de Pirae pour le mois de janvier 1996.	245
Inspection du travail.— 1°) Rectificatif à l'avenant n° 1272 DIR/IT/SCT du 7 décembre 1995 à la convention collective du secteur du commerce pour l'année 1996, publié au J.O.P.F. du 4 janvier 1996, page 26.	245
2°) Rectificatif à l'accord de salaires du secteur du bâtiment et des travaux publics pour l'année 1996, publié au J.O.P.F. du 18 janvier 1996, page 102.	245

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales	246
Annonces diverses	247

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES APPLICABLES DE PLEIN DROIT

LOI ORGANIQUE n° 96-89 du 6 février 1996 relative à la date de renouvellement des membres de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Conseil constitutionnel a déclaré conforme à la Constitution,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1er.— Par dérogation aux dispositions de l'article 1er de la loi n° 52-1175 du 21 octobre 1952 relative à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, le prochain renouvellement des membres de cette assemblée aura lieu en mai 1996.

Art. 2.— Par dérogation au premier alinéa de l'article 52 de la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française, le prochain renouvellement du président et des membres du bureau de l'assemblée territoriale

aura lieu lors de la première réunion de l'assemblée suivant l'élection mentionnée à l'article 1er.

Art. 3.— Pour l'élection mentionnée à l'article 1er, la durée de la période pendant laquelle les candidats peuvent avoir recueilli des fonds dans les conditions prévues par l'article L. 52-4 du code électoral est portée de douze à quatorze mois. Toutefois, les comptes de campagne établis par ces candidats ne retracent que les dépenses engagées ou effectuées en vue de l'élection au cours de la période mentionnée à l'article L. 52-4.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 6 février 1996.

Jacques CHIRAC.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
Alain JUPPE.

Le ministre délégué à l'outre-mer,
Jean-Jacques DE PERETTI.

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

DECISION n° 32 CAB/MIL du 17 janvier 1996 portant accord sur la mise à disposition de moyens militaires pour la réalisation de la construction de l'aérodrome de l'atoll de Ahe.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la convention douanière et de coopération économique n° 36-284 du 21 octobre 1993 et notamment les articles 19 à 21 ;

Vu le dossier technique déposé auprès des services du haut-commissariat le 18 septembre 1995,

Décide :

Article 1er.— Est autorisée la mise à disposition de moyens militaires pour la réalisation de la construction de l'aérodrome de l'atoll de Ahe (archipel des Tuamotu- Gambier).

Art. 2.— La mise à disposition effective des moyens militaires pour l'opération visée à l'article 1er de la présente décision interviendra après la conclusion d'une convention précisant les conditions de cette mise à disposition.

Fait à Papeete, le 17 janvier 1996.
Paul RONCIERE.

ARRETE n° 34 FIP du 17 janvier 1996 portant versement d'un douzième provisionnel de crédits du Fonds intercommunal de péréquation (F.I.P.) au titre de l'année 1996, pour les mois de janvier, février et mars.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
président du comité de gestion
du Fonds intercommunal de péréquation,

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation de communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984, modifiée par la loi n° 90-612 du 12 juillet 1990, portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-668 du 13 juillet 1972, modifié par le décret n° 79-127 du 13 février 1979, relatif à la composition et au fonctionnement du comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation, aux modalités d'élection des représentants des communes et de l'assemblée territoriale à ce comité, fixant les modalités suivant lesquelles le Fonds assurera à chaque commune un minimum de ressources ;

Vu le décret n° 95-1026 du 13 septembre 1995 fixant pour l'année 1995 la quote-part des ressources du budget du territoire de la Polynésie française destinée à alimenter le Fonds intercommunal de péréquation ;

Vu l'arrêté n° 306 FIP du 23 mars 1995 et ses annexes portant répartition initiale des crédits du Fonds intercommunal de péréquation (F.I.P.) entre les communes de la Polynésie française au titre de l'exercice 1995 ;

Vu l'arrêté n° 1516 FIP du 5 décembre 1995 et ses annexes portant répartition complémentaire des crédits du Fonds intercommunal de péréquation (F.I.P.) entre les communes de la Polynésie française au titre de l'exercice 1995,

Arrête :

Article 1er.— Par imputation sur les disponibilités du Fonds intercommunal de péréquation, exercice 1996, il est versé aux communes de Polynésie française, des douzièmes provisoires à valoir sur les dotations non affectées de fonctionnement (D.N.A.F.), dotations non affectées d'investissement (D.N.A.I.) et les charges scolaires qui seront ouvertes par le comité de gestion en réunion de répartition.

Art. 2.— Les sommes revenant à chaque commune en application de l'article précédent figurent dans les annexes du présent arrêté :

- annexe 1 : douzièmes provisoires sur les dotations non affectées de fonctionnement (D.N.A.F.) ;
- annexe 2 : douzièmes provisoires sur les dotations non affectées d'investissement (D.N.A.I.) ;
- annexe 3 : douzièmes provisoires sur les dotations affectées aux charges scolaires de fonctionnement.

Art. 3.— Le secrétaire général de la Polynésie française, le trésorier-payeur général, les trésoriers et les maires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 janvier 1996.
Pour le haut-commissaire,
par délégation :
*Le secrétaire général
de la Polynésie française,*
Anne BOQUET.

ANNEXE 1

FIP 1996 : versements d'acomptes provisoires sur les dotations non affectées de fonctionnement 1996 (D.N.A.F.)
pour les mois de janvier, février et mars 1996

en F CFP

Communes	Pour mémoire D.N.A.F. 1995	Janvier	Février	Mars	Total acompte
<i>Iles Australes</i>	147.526.854	12.293.902	12.293.902	12.293.902	36.881.706
Raivavae.....	28.224.952	2.352.079	2.352.079	2.352.079	7.056.237
Rapa.....	10.326.163	860.513	860.513	860.513	2.581.539
Rimatala.....	22.326.514	1.860.542	1.860.542	1.860.542	5.581.826
Rurutu.....	47.111.251	3.925.937	3.925.937	3.925.937	11.777.811
Tubuai.....	39.537.974	3.294.831	3.294.831	3.294.831	9.884.493
<i>Iles du Vent</i>	2.622.137.150	218.511.425	218.511.425	218.511.425	655.534.275
Arue.....	138.023.425	11.501.952	11.501.952	11.501.952	34.505.856
Faaa.....	456.109.227	38.009.102	38.009.102	38.009.102	114.027.306
Hiti'a O Te Ra.....	96.668.389	8.055.699	8.055.699	8.055.699	24.167.097
Mahina.....	178.516.597	14.876.383	14.876.383	14.876.383	44.629.149
Moorea-Maiao.....	221.690.753	18.474.229	18.474.229	18.474.229	55.422.687
Paea.....	151.487.492	12.623.957	12.623.957	12.623.957	37.871.871
Papara.....	100.283.760	8.356.980	8.356.980	8.356.980	25.070.940
Papeete.....	486.178.566	40.514.880	40.514.880	40.514.880	121.544.640
Pirae.....	238.595.591	19.882.965	19.882.965	19.882.965	59.648.895
Punaauia.....	290.508.897	24.209.074	24.209.074	24.209.074	72.627.222
Taiarapu-Est.....	117.851.869	9.820.989	9.820.989	9.820.989	29.462.967
Taiarapu-Ouest.....	70.405.202	5.867.100	5.867.100	5.867.100	17.601.300
Teva I Uta.....	75.817.382	6.318.115	6.318.115	6.318.115	18.954.345
<i>Iles Sous-le-Vent</i>	447.869.989	37.322.496	37.322.496	37.322.496	111.967.488
Bora Bora.....	91.405.903	7.617.158	7.617.158	7.617.158	22.851.474
Huahine.....	95.447.557	7.953.963	7.953.963	7.953.963	23.861.889
Maupiti.....	16.354.733	1.362.894	1.362.894	1.362.894	4.088.682
Tahaa.....	81.014.295	6.751.191	6.751.191	6.751.191	20.253.573
Tapuapuata.....	54.745.103	4.562.091	4.562.091	4.562.091	13.686.273
Tumaraa.....	46.235.160	3.852.930	3.852.930	3.852.930	11.558.790
Uturoa.....	62.667.238	5.222.269	5.222.269	5.222.269	15.666.807
<i>Iles Marquises</i>	167.555.132	13.962.924	13.962.924	13.962.924	41.888.772
Fatu Hiva.....	10.214.746	851.228	851.228	851.228	2.553.684
Hiva Oa.....	38.862.653	3.238.554	3.238.554	3.238.554	9.715.662
Nuku Hiva.....	51.111.584	4.259.298	4.259.298	4.259.298	12.777.894
Tahuata.....	13.009.926	1.084.160	1.084.160	1.084.160	3.252.480
Ua Huka.....	10.786.437	898.869	898.869	898.869	2.696.607
Ua Pou.....	43.569.786	3.630.815	3.630.815	3.630.815	10.892.445
<i>Tuamotu - Gambier</i>	256.440.177	21.370.006	21.370.006	21.370.006	64.110.018
Anaa.....	14.720.136	1.226.678	1.226.678	1.226.678	3.680.034
Arutua.....	17.698.671	1.474.889	1.474.889	1.474.889	4.424.667
Fakarava.....	15.492.488	1.291.040	1.291.040	1.291.040	3.873.120
Fangatau.....	6.785.671	565.472	565.472	565.472	1.696.416
Gambier.....	12.407.404	1.033.950	1.033.950	1.033.950	3.101.850
Hao.....	30.569.162	2.547.430	2.547.430	2.547.430	7.642.290
Hikueru.....	4.634.658	386.221	386.221	386.221	1.158.663
Makemo.....	20.225.585	1.685.465	1.685.465	1.685.465	5.056.395
Manihi.....	12.786.009	1.065.500	1.065.500	1.065.500	3.196.500
Napuka.....	7.561.810	630.150	630.150	630.150	1.890.450
Nukutavake.....	6.884.108	573.675	573.675	573.675	1.721.025
Puka Puka.....	3.902.330	325.194	325.194	325.194	975.582
Rangiroa.....	47.638.160	3.969.846	3.969.846	3.969.846	11.909.538
Reao.....	10.023.280	835.273	835.273	835.273	2.505.819
Takarao.....	19.558.700	1.629.891	1.629.891	1.629.891	4.889.673
Talakoto.....	4.382.615	365.217	365.217	365.217	1.095.651
Tureia.....	21.169.390	1.764.115	1.764.115	1.764.115	5.292.345
<i>Total général</i>	3.641.529.302	303.460.753	303.460.753	303.460.753	910.382.259

ANNEXE 2

FIP 1996 : versements d'acomptes provisoires sur les dotations non affectées d'investissement 1996 (D.N.A.I.)

pour les mois de janvier, février et mars 1996

en F CFP

Communes	Pour mémoire D.N.A.I. 1995	Janvier	Février	Mars	Total acompte
<i>Iles Australes</i>	52.062.278	4.338.521	4.338.521	4.338.521	13.015.563
Raivavae.....	9.500.000	791.666	791.666	791.666	2.374.998
Rapa.....	9.500.000	791.666	791.666	791.666	2.374.998
Rimatarā.....	9.500.000	791.666	791.666	791.666	2.374.998
Rurutu.....	12.810.829	1.067.569	1.067.569	1.067.569	3.202.707
Tubuai.....	10.751.449	895.954	895.954	895.954	2.687.862
<i>Iles du Vent</i>	691.328.646	57.610.715	57.610.715	57.610.715	172.832.145
Arue.....	36.389.991	3.032.499	3.032.499	3.032.499	9.097.497
Faaa.....	120.253.578	10.021.131	10.021.131	10.021.131	30.063.393
Hiti'a O Te Ra.....	25.486.701	2.123.891	2.123.891	2.123.891	6.371.673
Mahina.....	47.066.049	3.922.170	3.922.170	3.922.170	11.766.510
Moorea-Maiao.....	58.448.952	4.870.746	4.870.746	4.870.746	14.612.238
Paea.....	39.939.804	3.328.317	3.328.317	3.328.317	9.984.951
Papara.....	26.439.697	2.203.324	2.203.324	2.203.324	6.609.972
Papeete.....	128.181.385	10.681.782	10.681.782	10.681.782	32.045.346
Pirae.....	62.905.926	5.242.160	5.242.160	5.242.160	15.726.480
Punaauia.....	76.592.913	6.382.742	6.382.742	6.382.742	19.148.226
Taïarapu-Est.....	31.071.744	2.589.312	2.589.312	2.589.312	7.767.936
Taïarapu-Ouest.....	18.562.390	1.546.865	1.546.865	1.546.865	4.640.595
Teva i Uta.....	19.989.316	1.665.776	1.665.776	1.665.776	4.997.328
<i>Iles Sous-le-Vent</i>	126.840.719	10.570.057	10.570.057	10.570.057	31.710.171
Bora Bora.....	24.855.748	2.071.312	2.071.312	2.071.312	6.213.936
Huahine.....	25.954.783	2.162.898	2.162.898	2.162.898	6.488.684
Maupiti.....	9.500.000	791.666	791.666	791.666	2.374.998
Tahaa.....	22.029.987	1.835.832	1.835.832	1.835.832	5.507.496
Taputapuātea.....	14.886.681	1.240.556	1.240.556	1.240.556	3.721.668
Tumaraa.....	12.572.596	1.047.716	1.047.716	1.047.716	3.143.148
Uturoa.....	17.040.924	1.420.077	1.420.077	1.420.077	4.260.231
<i>Iles Marquises</i>	64.814.247	5.401.184	5.401.184	5.401.184	16.203.552
Fatu Hiva.....	9.500.000	791.666	791.666	791.666	2.374.998
Hiva Oa.....	10.567.811	880.650	880.650	880.650	2.641.950
Nuku Hiva.....	13.898.628	1.158.219	1.158.219	1.158.219	3.474.657
Tahuata.....	9.500.000	791.666	791.666	791.666	2.374.998
Ua Huka.....	9.500.000	791.666	791.666	791.666	2.374.998
Ua Pou.....	11.847.808	987.317	987.317	987.317	2.961.951
<i>Tuamotu - Gambier</i>	164.954.110	13.746.165	13.746.165	13.746.165	41.238.495
Anaa.....	9.500.000	791.666	791.666	791.666	2.374.998
Arutua.....	9.500.000	791.666	791.666	791.666	2.374.998
Fakarava.....	9.500.000	791.666	791.666	791.666	2.374.998
Fangatau.....	9.500.000	791.666	791.666	791.666	2.374.998
Gambier.....	9.500.000	791.666	791.666	791.666	2.374.998
Hao.....	9.500.000	791.666	791.666	791.666	2.374.998
Hikueru.....	9.500.000	791.666	791.666	791.666	2.374.998
Makemo.....	9.500.000	791.666	791.666	791.666	2.374.998
Manihi.....	9.500.000	791.666	791.666	791.666	2.374.998
Napuka.....	9.500.000	791.666	791.666	791.666	2.374.998
Nukutavake.....	9.500.000	791.666	791.666	791.666	2.374.998
Puka Puka.....	9.500.000	791.666	791.666	791.666	2.374.998
Rangiroa.....	12.954.110	1.079.509	1.079.509	1.079.509	3.238.527
Reao.....	9.500.000	791.666	791.666	791.666	2.374.998
Takarua.....	9.500.000	791.666	791.666	791.666	2.374.998
Tatakoto.....	9.500.000	791.666	791.666	791.666	2.374.998
Tureia.....	9.500.000	791.666	791.666	791.666	2.374.998
<i>Total général</i>	1.100.000.000	91.666.642	91.666.642	91.666.642	274.999.926

ANNEXE 3

FIP 1996 : versements d'acomptes provisoires sur les dotations affectées aux charges scolaires de fonctionnement 1996
pour les mois de janvier, février et mars 1996

en F CFP

Communes	Pour mémoire Charges scolaires 1995	Janvier	Février	Mars	Total acompte
<i>Iles Australes</i>	<i>84.859.910</i>	<i>7.071.658</i>	<i>7.071.658</i>	<i>7.071.658</i>	<i>21.214.974</i>
Raivavae.....	9.783.160	815.263	815.263	815.263	2.445.789
Rapa.....	5.510.185	459.182	459.182	459.182	1.377.546
Rimatarā.....	15.580.080	1.298.340	1.298.340	1.298.340	3.895.020
Rurutu.....	28.694.940	2.391.245	2.391.245	2.391.245	7.173.735
Tubuai.....	25.291.545	2.107.628	2.107.628	2.107.628	6.322.884
<i>Iles du Vent</i>	<i>1.612.521.690</i>	<i>134.376.801</i>	<i>134.376.801</i>	<i>134.376.801</i>	<i>403.130.403</i>
Arue.....	75.134.090	6.261.174	6.261.174	6.261.174	18.783.522
Faaa.....	221.221.975	18.435.164	18.435.164	18.435.164	55.305.492
Hita'a O Te Ra.....	68.559.705	5.713.308	5.713.308	5.713.308	17.139.924
Mahina.....	94.615.185	7.884.598	7.884.598	7.884.598	23.653.794
Moorea-Malao.....	119.866.350	9.988.862	9.988.862	9.988.862	29.966.586
Paea.....	96.956.585	8.079.715	8.079.715	8.079.715	24.239.145
Papara.....	81.515.355	6.792.946	6.792.946	6.792.946	20.378.838
Papeete.....	400.532.625	33.377.718	33.377.718	33.377.718	100.133.154
Pirae.....	118.997.845	9.916.487	9.916.487	9.916.487	29.749.461
Punaauia.....	119.595.170	9.966.264	9.966.264	9.966.264	29.898.792
Taiarapu-Est.....	97.920.975	8.160.081	8.160.081	8.160.081	24.480.243
Taiarapu-Ouest.....	52.072.655	4.339.387	4.339.387	4.339.387	13.018.161
Teva i Uta.....	65.533.175	5.461.097	5.461.097	5.461.097	16.383.291
<i>Iles Sous-le-Vent</i>	<i>307.342.875</i>	<i>25.611.903</i>	<i>25.611.903</i>	<i>25.611.903</i>	<i>76.835.709</i>
Bora Bora.....	62.101.425	5.175.118	5.175.118	5.175.118	15.525.354
Huahine.....	64.382.115	5.365.176	5.365.176	5.365.176	16.095.528
Maupiti.....	7.327.480	610.623	610.623	610.623	1.831.869
Tahaa.....	52.793.505	4.399.458	4.399.458	4.399.458	13.198.374
Taputapuālea.....	36.490.845	3.040.903	3.040.903	3.040.903	9.122.709
Tumaraa.....	30.481.275	2.540.106	2.540.106	2.540.106	7.620.318
Uturoa.....	53.766.230	4.480.519	4.480.519	4.480.519	13.441.557
<i>Iles Marquises</i>	<i>109.391.225</i>	<i>9.115.933</i>	<i>9.115.933</i>	<i>9.115.933</i>	<i>27.347.799</i>
Fatu Hiva.....	5.680.350	473.362	473.362	473.362	1.420.086
Hiva Oa.....	32.439.210	2.703.267	2.703.267	2.703.267	8.109.801
Nuku Hiva.....	31.460.390	2.621.699	2.621.699	2.621.699	7.865.097
Tahuata.....	5.407.350	450.612	450.612	450.612	1.351.836
Ua Huka.....	11.053.105	921.092	921.092	921.092	2.763.276
Ua Pou.....	23.350.820	1.945.901	1.945.901	1.945.901	5.837.703
<i>Tuamotu - Gambier</i>	<i>102.592.760</i>	<i>8.549.389</i>	<i>8.549.389</i>	<i>8.549.389</i>	<i>25.648.167</i>
Anaa.....	5.136.340	428.028	428.028	428.028	1.284.084
Arutua.....	7.736.470	644.705	644.705	644.705	1.934.115
Fakarava.....	7.678.480	639.873	639.873	639.873	1.919.619
Fangataua.....	2.734.180	227.848	227.848	227.848	663.544
Gambier.....	9.429.740	785.811	785.811	785.811	2.357.433
Hao.....	13.748.270	1.145.689	1.145.689	1.145.689	3.437.067
Hikueru.....	2.038.130	169.844	169.844	169.844	509.532
Makemo.....	7.694.250	641.187	641.187	641.187	1.923.561
Manihi.....	5.463.350	455.279	455.279	455.279	1.365.837
Napuka.....	3.850.250	320.854	320.854	320.854	962.562
Nukunavake.....	2.619.170	218.264	218.264	218.264	654.792
Puka Puka.....	2.046.130	170.510	170.510	170.510	511.530
Rangiroa.....	17.343.090	1.445.257	1.445.257	1.445.257	4.335.771
Reao.....	4.258.260	354.855	354.855	354.855	1.064.565
Takaroa.....	6.801.430	566.785	566.785	566.785	1.700.355
Tatakoto.....	2.175.130	181.260	181.260	181.260	543.780
Tureia.....	1.840.090	153.340	153.340	153.340	480.020
<i>Total général</i>	<i>2.216.708.460</i>	<i>184.725.684</i>	<i>184.725.684</i>	<i>184.725.684</i>	<i>554.177.052</i>

ARRETE n° 36 FIP du 17 janvier 1996 portant répartition initiale des crédits du Fonds intercommunal de péréquation (F.I.P.) entre les communes de la Polynésie française au titre de l'exercice 1996.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
président du comité de gestion
du Fonds intercommunal de péréquation,

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation de communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984, modifiée par la loi n° 90-612 du 12 juillet 1990, portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-668 du 13 juillet 1972, modifié par le décret n° 79-127 du 13 février 1979, relatif à la composition et au fonctionnement du comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation, aux modalités d'élection des représentants des communes et de l'assemblée territoriale à ce comité, fixant les modalités suivant lesquelles le Fonds assurera à chaque commune un minimum de ressources ;

Vu le décret n° 95-1026 du 13 septembre 1995 fixant pour l'année 1995 la quote-part des ressources du budget du territoire de la Polynésie française destinée à alimenter le Fonds intercommunal de péréquation ;

Vu l'arrêté n° 874 FIP du 14 août 1995 portant désignation des membres élus du comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation pour la période du 1er août 1995 au 31 juillet 1996 ;

Vu les décisions du comité de gestion du F.I.P. réuni le 28 novembre 1995,

Arrête :

Article 1er.— Par imputation sur les disponibilités du Fonds intercommunal de péréquation, exercice 1996, il est attribué aux

communes de Polynésie française des dotations pour le remboursement des emprunts pris en charge par le F.I.P. :

- du capital des emprunts	253.368.715 F CFP
- des intérêts des emprunts	<u>161.363.113 F CFP</u>
Total	414.731.828 F CFP

La répartition par communes de ces dotations figure à l'annexe 1 du présent arrêté.

Ces sommes sont versées en une seule fois à la date d'échéance de l'annuité considérée.

Art. 2.— Une dotation relative au fonctionnement de la cellule technique du Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française (S.P.C.P.F.), d'un montant global de 32.000.000 F CFP, est répartie entre les communes selon le tableau figurant à l'annexe 2.

Cette dotation est versée en une seule fois. Chaque commune devra reverser immédiatement les sommes perçues à ce titre au S.P.C.P.F.

Art. 3.— Une somme de 18.400.000 F CFP est accordée au S.P.C.P.F. pour le suivi technique des opérations financées par le F.I.P.

Ces dotations devront être utilisées conformément aux décisions du comité de gestion du 28 novembre 1995.

Cette somme sera versée en deux acomptes de 9.200.000 F CFP

Art. 4.— Le secrétaire général de la Polynésie française, le trésorier-payeur général, les trésoriers et les maires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 janvier 1996.

Pour le haut-commissaire,
par délégation :

*Le secrétaire général
de la Polynésie française,*
Anne BOQUET.

(Voir tableaux pages suivantes)

ANNEXE 1
Récapitulatif des annuités d'emprunts prises en charge par le F.I.P. en 1996

Communes	Socrédo		C.C.C.E.		C.D.C.		C.D.C. Mairie - Abri		C.D.C. Constructions scolaires Programme 1988	
	Capital	Intérêts	Capital	Intérêts	Capital	Intérêts	Capital	Intérêts	Capital	Intérêts
<i>Iles Australes</i>	0	0	0	0	85.109	308.563	0	0	1.211.018	784.070
Raivavae.....	0	0	0	0	0	0	0	0	1.211.018	784.070
Rapa.....	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Rimatarara.....	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Rurutu.....	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tubuai.....	0	0	0	0	85.109	308.563	0	0	0	0
<i>Iles du Vent</i>	3.052.782	928.649	15.432.729	2.882.039	6.123.042	6.227.143	0	0	0	0
Arue.....	0	0	0	0	390.204	1.045.137	0	0	0	0
Faaa.....	0	0	0	0	602.762	1.614.462	0	0	0	0
Hiti'a O Te Ra.....	297.523	87.777	3.747.273	780.946	0	0	0	0	0	0
Mahina.....	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Moorea-Maiao.....	0	0	0	0	117.469	425.881	0	0	0	0
Paea.....	1.090.914	321.851	1.054.545	224.509	0	0	0	0	0	0
Papara.....	636.899	262.134	0	0	0	0	0	0	0	0
Papeete.....	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Pirae.....	432.400	81.333	0	0	0	0	0	0	0	0
Punaauia.....	595.046	175.554	0	0	4.204.034	745.060	0	0	0	0
Taierapu-Est.....	0	0	3.543.637	625.528	243.804	883.905	0	0	0	0
Taierapu-Ouest.....	0	0	3.543.637	625.528	0	0	0	0	0	0
Teva I Uta.....	0	0	3.543.637	625.528	564.769	1.512.698	0	0	0	0
<i>Iles Sous-le-Vent</i>	218.366	89.874	2.391.273	593.127	231.042	618.831	0	0	0	0
Bora Bora.....	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Huahine.....	218.366	89.874	2.391.273	593.127	0	0	0	0	0	0
Maupiti.....	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tahaa.....	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Taputapuataea.....	0	0	0	0	231.042	618.831	0	0	0	0
Tumaraa.....	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Uturoa.....	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Iles Marquises</i>	1.474.290	449.695	8.063.636	1.422.584	57.541	174.758	0	0	0	0
Fatu Hiva.....	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Hiva Oa.....	653.342	203.056	3.734.545	661.092	57.541	174.758	0	0	0	0
Nuku Hiva.....	0	0	2.110.909	370.437	0	0	0	0	0	0
Tahuata.....	539.508	159.169	0	0	0	0	0	0	0	0
Ua Huka.....	281.440	87.470	0	0	0	0	0	0	0	0
Ua Pou.....	0	0	2.218.182	391.055	0	0	0	0	0	0
<i>Tuamotu - Gambier</i>	4.408.661	1.596.523	8.834.873	2.580.765	48.761	176.781	3.858.694	3.752.794	0	0
Anaa.....	439.434	180.861	1.524.564	739.546	0	0	1.557.578	1.127.362	0	0
Anaa.....	0	0	1.517.582	614.164	0	0	0	0	0	0
Arutua.....	878.865	361.724	1.949.091	412.873	0	0	665.847	1.356.473	0	0
Fakarava.....	766.421	238.200	0	0	0	0	0	0	0	0
Fangatau.....	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Gambier.....	0	0	0	0	48.761	176.781	0	0	0	0
Hao.....	586.334	182.229	3.843.636	814.182	0	0	0	0	0	0
Hikueru.....	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Makemo.....	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Manihi.....	259.663	80.701	0	0	0	0	0	0	0	0
Napuka.....	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nukutavake.....	1.001.907	412.365	0	0	0	0	699.720	574.070	0	0
Puka Puka.....	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Rangiroa.....	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Reao.....	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Takarua.....	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tatakolo.....	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tureia.....	476.037	140.443	0	0	0	0	935.549	694.889	0	0
<i>Total général</i>	9.154.099	3.064.741	34.722.511	7.478.515	6.545.495	7.506.076	3.858.694	3.752.794	1.211.018	784.070

ANNEXE I

Récapitulatif des annuités d'emprunts prises en charge par le F.I.P. en 1996

Communes	C.D.C. Constructions scolaires Programme 1989		C.D.C. Constructions scolaires Programme 1990		Constructions scolaires Programme 1991		C.F.D. Constructions scolaires Programme 1992		Total	
	Capital	Intérêts	Capital	Intérêts	Capital	Intérêts	Capital	Intérêts	Capital	Intérêts
<i>Iles Australes</i>	7.777.983	5.128.487	0	0	0	0	4.378.200	2.742.818	13.452.310	8.963.938
Raivavae.....	2.412.862	1.562.200	0	0	0	0	0	0	3.623.880	2.346.270
Rapa.....	1.284.345	879.851	0	0	0	0	0	0	1.284.345	879.851
Rimatara.....	2.080.056	1.315.826	0	0	0	0	0	0	2.080.056	1.315.826
Rurutu.....	2.000.720	1.370.610	0	0	0	0	4.287.218	2.694.164	6.287.938	4.064.774
Tubuai.....	0	0	0	0	0	0	90.982	48.654	176.091	357.217
<i>Iles du Vent</i>	71.454.708	47.600.749	43.294.320	31.197.788	19.594.181	17.791.149	958.873	577.018	159.910.635	107.204.535
Arue.....	4.296.419	2.943.297	2.902.144	1.988.137	0	0	0	0	7.588.767	5.976.571
Faaa.....	8.619.360	6.102.098	5.804.203	4.109.100	4.818.418	5.110.600	0	0	19.844.743	16.936.260
Hilia'a O Te Ra.....	1.776.958	3.026.694	3.351.465	2.372.678	0	0	685.964	431.054	9.859.183	6.699.149
Mahina.....	6.388.801	3.205.423	5.925.210	4.059.114	0	0	0	0	12.314.011	7.264.537
Moorea-Maiao.....	5.354.760	2.774.143	2.095.993	1.435.877	1.656.240	1.408.275	0	0	9.224.462	6.044.176
Paea.....	7.053.812	3.539.076	4.283.594	2.934.511	3.564.018	2.766.273	0	0	17.046.883	9.786.220
Papara.....	5.699.429	2.859.547	7.295.667	4.997.956	3.924.255	3.045.891	0	0	17.556.250	11.165.528
Papeete.....	5.442.020	8.484.388	0	0	0	0	0	0	5.442.020	8.484.388
Pirae.....	8.142.621	4.218.451	765.335	643.102	0	0	0	0	9.340.356	4.942.886
Punaauia.....	5.131.884	3.515.639	3.201.969	2.884.818	2.013.630	1.712.159	272.909	145.964	15.419.472	9.179.194
Taiarapu-Est.....	5.430.818	2.813.546	1.692.917	1.159.747	1.322.406	1.337.711	0	0	12.233.582	6.820.437
Taiarapu-Ouest.....	2.785.431	1.443.050	1.980.057	1.783.935	0	0	0	0	8.309.125	3.852.513
Teva I Uta.....	5.332.395	2.675.397	3.995.766	2.828.813	2.295.214	2.410.240	0	0	15.731.781	10.052.676
<i>Iles Sous-le-Vent</i>	13.716.479	8.486.330	15.410.577	11.412.676	5.352.641	4.523.182	10.630.111	6.544.145	47.950.489	32.268.165
Bora Bora.....	5.274.381	3.181.521	2.660.298	1.822.459	0	0	5.573.382	3.502.436	13.508.061	8.506.416
Huahine.....	0	0	2.317.684	1.587.749	0	0	857.437	538.855	5.784.760	2.809.605
Maupiti.....	0	0	0	0	0	0	171.491	171.491	107.782	107.782
Tahaa.....	2.596.173	1.778.530	3.061.342	2.572.408	2.809.543	2.360.825	1.455.473	778.563	9.922.531	7.490.326
Taputapuataea.....	5.351.567	3.228.081	4.921.186	3.371.298	0	0	2.400.837	1.508.727	12.904.632	8.726.937
Tumaraa.....	0	0	901.174	757.246	0	0	171.491	107.782	1.072.665	865.028
Uturoa.....	494.358	298.198	1.548.893	1.301.516	2.543.098	2.162.357	0	0	4.586.349	3.762.071
<i>Iles Marquises</i>	4.794.353	2.449.267	0	0	0	0	0	0	14.389.820	4.496.304
Fatu Hiva.....	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Hiva Oa.....	0	0	0	0	0	0	0	0	4.445.426	1.038.906
Nuku Hiva.....	0	0	0	0	0	0	0	0	2.110.909	370.437
Tahuata.....	793.662	411.173	0	0	0	0	0	0	1.333.170	570.342
Ua Huka.....	2.729.114	1.413.874	0	0	0	0	0	0	3.010.554	1.501.344
Ua Pou.....	1.271.577	624.220	0	0	0	0	0	0	3.489.759	1.015.275
<i>Tuamotu - Gambier</i>	0	0	0	0	0	0	514.472	323.308	17.665.461	8.430.171
Anaa.....	0	0	0	0	0	0	0	0	3.521.576	2.047.769
Anaa.....	0	0	0	0	0	0	0	0	1.517.582	614.164
Arutua.....	0	0	0	0	0	0	0	0	3.493.803	2.131.070
Fakarava.....	0	0	0	0	0	0	0	0	766.421	238.200
Fangatau.....	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Gambier.....	0	0	0	0	0	0	0	0	48.761	176.781
Hao.....	0	0	0	0	0	0	0	0	4.429.970	996.411
Hikueru.....	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Makemo.....	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Manihi.....	0	0	0	0	0	0	0	0	259.663	80.701
Napuka.....	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nukutavake.....	0	0	0	0	0	0	0	0	1.701.627	986.435
Puka Puka.....	0	0	0	0	0	0	514.472	323.308	514.472	323.308
Rangiroa.....	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Reao.....	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Takaroa.....	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tatakolo.....	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tureia.....	0	0	0	0	0	0	0	0	1.411.586	835.332
<i>Total général</i>	97.743.523	63.664.833	58.704.897	42.610.464	24.946.822	22.314.331	16.481.656	10.187.289	253.368.715	161.363.113

ANNEXE 2

Dotations de fonctionnement affectées
à la cellule technique du Syndicat
pour la promotion des communes

Communes	Dotations
<i>Iles Australes</i>	<i>4.585.545</i>
Raivavae.....	883.986
Rapa.....	323.408
Rimatarua.....	699.251
Rurutu.....	1.409.327
Tubuai.....	1.269.573
<i>Iles du Vent</i>	<i>0</i>
Arue.....	0
Faaa.....	0
Hiti'a O Te Ra.....	0
Mahina.....	0
Moorua-Maiao.....	0
Paea.....	0
Papara.....	0
Papeete.....	0
Pirae.....	0
Punaauia.....	0
Taiarapu-Est.....	0
Taiarapu-Ouest.....	0
Teva i Uta.....	0
<i>Iles Sous-le-Vent</i>	<i>14.166.395</i>
Bora Bora.....	2.934.340
Huahine.....	2.989.353
Maupiti.....	512.219
Tahaa.....	2.605.155
Taputapuata.....	1.714.579
Tumaraa.....	1.448.054
Uturoa.....	1.962.695
<i>Iles Marquises</i>	<i>5.247.713</i>
Fatu Hiva.....	319.919
Hiva Oa.....	1.217.152
Nuku Hiva.....	1.600.780
Tahuata.....	407.462
Ua Huka.....	337.824
Ua Pou.....	1.364.576
<i>Tuamotu - Gambier</i>	<i>8.000.347</i>
Anaa.....	450.048
Arutua.....	541.419
Fakarava.....	474.187
Fangatau.....	207.339
Gambier.....	378.089
Hao.....	1.025.146
Hikueru.....	145.154
Makemo.....	619.375
Manihi.....	400.449
Napuka.....	236.831
Nukutavake.....	210.592
Puka Puka.....	118.915
Rangiroa.....	1.491.995
Reao.....	306.266
Takaroa.....	597.980
Tatakoto.....	133.551
Tureia.....	663.011
<i>Total général</i>	<i>32.000.000</i>

ARRETE n° 83 DRCL du 30 janvier 1996 instituant une commission de recensement général des votes pour les élections territoriales du 17 mars 1996.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée par la loi n° 90-612 du 12 juillet 1990 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu le code électoral ;

Vu l'article 9 de la loi n° 52-1175 du 21 octobre 1952 modifiée et complétée par la loi n° 85-1137 du 18 décembre 1985 relative à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'article 11 du décret n° 1489 du 31 décembre 1985 pris pour l'application de la loi n° 85-1337 du 18 décembre 1985 ;

Vu le décret n° 96-2 du 3 janvier 1996 fixant la date pour le renouvellement de l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 5 DRCL du 4 janvier 1996 portant convocation des collèges électoraux pour l'élection des conseillers à l'assemblée territoriale ;

Vu la lettre du 17 janvier 1996 de Mme le premier président de la cour d'appel de Papeete ;

Vu la lettre du 16 janvier 1996 du président de l'assemblée territoriale ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Il est institué une commission de recensement des votes composée de :

- *Président* : M. Jean-Pierre Pierangéli, président du tribunal de première instance de Papeete ;
- *Membres magistrats* : MM. Franck Robail, juge, José Thorel, juge ;
- *Membre* : M. Jean-Jacques lequerré, conseiller territorial ;
- *Secrétaire* : M. Régis-Olivier Lafont, chef du bureau des élections du haut-commissariat.

Art. 2.— La commission siège au haut-commissariat. Les représentants des listes peuvent assister à ses travaux.

Art. 3.— La commission est installée à compter du 17 mars 1996 à 20 heures et procède au recensement des votes au fur et à mesure de la réception des procès-verbaux des opérations de vote. Elle doit avoir achevé ses travaux au plus tard le vendredi 22 mars 1996 à minuit.

Art. 4.— A titre dérogatoire et exceptionnel, si les procès-verbaux ne pouvaient être réceptionnés dans les délais impartis en raison de problèmes de liaison, la commission pourra statuer sur les messages télégraphiques adressés par les présidents des bureaux de vote.

Art. 5.— Le secrétaire général de la Polynésie française, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux

membres de la commission et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 janvier 1996.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le secrétaire général
de la Polynésie française,*
Anne BOQUET.

Par arrêté n° 86 DRCL du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 30 janvier 1996. — En raison de la menace pour elle-même et pour son entourage, est confirmé le placement d'office à l'hôpital de Vaïami, demandé conjointement par M. le maire de la commune de Paea et par le médecin du centre médical de Vaïatu de Mlle Moeata Tahiri, née le 16 mai 1968 à Hao.

ACTES DES INSTITUTIONS DU TERRITOIRE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 95 CM du 29 janvier 1996 modifiant les arrêtés n° 645 CM du 12 juin 1990 et n° 443 CM du 6 mai 1994 fixant les tarifs applicables aux prestations consenties par les navires de la flottille administrative de la direction de l'équipement.

NOR : SE06501658AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er. — La direction de l'équipement effectue des cessions pour toutes prestations de service rendues par les navires administratifs et par application des tarifs fixés aux articles suivants.

Les transports sont effectués pour le compte de collectivités publiques et exceptionnellement en cas de défaillance ou d'impossibilité des armateurs pour le compte des particuliers, des associations ou des sociétés privées.

Art. 2. — Les tarifs de fret

Les tarifs de fret prévus à l'article 1er sont fixés comme suit (voir les cinq barèmes annexés au présent arrêté) :

- les marchandises générales, agrégats, matériaux de construction en vrac ou matériel ne pouvant se déplacer sans recours à un engin seront tarifés à la tonne métrique. La tonne métrique est le nombre le plus élevé du volume ou du poids ;
- les engins roulants et véhicules de T.P., matériaux de construction palettisés ou conteneurisés, bateaux sur remorques ou berceaux seront tarifés à l'unité suivante :

Tonnage + Volume

2

- lorsque l'engin est chargé, le fret supplémentaire est calculé suivant sa nature (*il est considéré comme conteneurisé*) ;
- les tarifs indiqués se calculent par référence à la ligne directe ;
- les tarifs "pont" pour les passagers s'entendent sans nourriture, ils peuvent être majorés de 40 % lorsqu'une couchette est mise à la disposition du client. Ils sont réduits de 50 % pour les enfants de moins de 12 ans et pour les scolaires ;

- les tarifs applicables pour toutes les catégories de fret et de passages maritimes, lorsque la flottille administrative du territoire est réquisitionnée par le gouvernement pour pallier la carence d'un armement privé sur une ligne concédée, seront ceux définis par le dernier arrêté en vigueur fixant les tarifs maximaux de fret et de passages maritimes sur le territoire de la Polynésie française (*arrêté n° 859 CM du 27 septembre 1993 ; arrêté n° 1025 CM du 22 novembre 1993 et arrêté n° 317 CM du 23 mars 1995*).

Ces conditions tarifaires seront appliquées à chaque réquisition de la flottille administrative par le Président du territoire, pour pallier toute carence d'un armement privé, et pendant toute la durée de la réquisition.

Art. 3. — Location des navires

a) La location des navires s'entend généralement du port où ils sont habituellement stationnés (Papeete, Taïahae ou Uturoa) aux départs et retours. Ils peuvent néanmoins être loués à partir de n'importe quel autre port lorsque le trajet aller du lieu de stationnement au lieu d'emploi et le retour sont financés par un autre affrètement.

	A la journée de marche de 24 h	A l'heure de navigation	A l'heure d'escale
Meherio I	360.000	18.000	12.600
Meherio II	684.000	34.200	22.500
Meherio III	720.000	36.000	24.000
Te Aratai	828.000	41.400	27.900
Kaoha Nui	338.000	19.500	10.400

Il est précisé en outre que pour toute location d'une durée supérieure à 20 heures, le tarif journalier est appliqué.

Toute fraction d'heure commencée devra être comptée comme pleine. Le temps d'escale à quai ou au mouillage, moteur arrêté, ne sera décompté que s'il représente plus de 20 % de la durée du voyage calculé entre l'heure de départ et l'heure de retour au port d'attache ou lieu de réemploi.

Un rabais de 20 % sera fait sur les prix de journée de marche (uniquement) au cas où une attente de beachage sera nécessitée par des conditions météorologiques.

En cas de déroutement des navires de la flottille administrative vers des destinations imprévues au programme, par suite de conditions atmosphériques défavorables, ou par suite d'avaries mécaniques, ou par décision du ministre chargé de l'équipement ou son représentant, les durées de location seront diminuées de la durée du déroutement entre le début du déroutement jusqu'à la reprise de l'itinéraire normal.

Lorsque le temps réel de navigation sera supérieur de plus de 12 heures au temps théorique de voyage calculé avec la vitesse théorique habituelle du navire, la facturation se fera sur la base de la durée théorique majorée de 12 heures.

Lorsque le navire loué n'est pas rempli, le transporteur se réserve la possibilité d'embarquer du fret supplémentaire qui sera tarifé suivant les barèmes annexés au présent arrêté, mais non déduit du prix de l'affrètement.

Dans ce cas, le temps supplémentaire du transport en cas de détour et le temps de chargement et déchargement du fret supplémentaire seront décomptés du temps de location.

b) Lorsque l'avitaillement en carburants, lubrifiants et ingrédients nécessaires au voyage est assuré par l'affrètement, les tarifs de location seront de :

	A la journée de marche de 24 h	A l'heure de navigation	A l'heure d'escale
Meherio I	196.000	9.800	6.860
Meherio II	340.000	17.000	11.900
Meherio III	370.000	18.500	12.950
Te Aratai	478.000	23.900	16.730
Kaoha Nui	180.000	9.000	6.300

Art. 4.— *Location des conteneurs, planchers, prélaris, mise à disposition du personnel navigant*

Les tarifs de location précédents s'appliquent sans prestation du transporteur autre que le convoyage.

Le transporteur peut, suivant ses disponibilités, à la demande expresse et moyennant paiement, mettre à la disposition du client des conteneurs, planchers en caillbotis, prélaris.

La tarification journalière est la suivante :

	Unité	La journée
Conteneurs de 9 m ³	U	2.340
Planchers caillbotis	M ²	234
Prélaris (bâche)	M ²	126

Sur la demande du ministre chargé de l'équipement, le bureau armement de la direction de l'équipement pourra assurer une mise à disposition de personnel navigant pour compléter les rôles d'équipages défaillants sur les navires des armements privés, concessionnaires des lignes de liaisons interinsulaires.

Ces mises à disposition de marins et officiers donneront lieu à l'établissement d'états de cession pour le remboursement. Ils seront établis au prix coûtant selon le barème des salaires et primes en vigueur au moment de la mise à disposition, charges E.N.I.M. patronales et salariales comprises.

Art. 5.— Lorsque le fret débarqué aux quais administratifs (installations gérées par la direction de l'équipement au nom du territoire) n'est pas enlevé à l'issue de sept jours à compter de la date d'arrivée du bateau, il sera soumis à une taxe d'entreposage de 2.160 F CFP par jour et par tonne métrique.

Art. 6.— Les tarifs fixés aux articles précédents s'appliquent aux transports généraux pour les collectivités publiques.

Les tarifs de location seront majorés de 10 % lorsque les prestations seront effectuées pour le compte de particuliers et sociétés privées.

Ils seront minorés pour les transports concernant les services publics du territoire, des communes ou de l'Etat.

Le taux de réduction sera de 15 % pour les prestations payées sur les budgets d'investissement.

Le taux de réduction sera de 25 % pour les îles de la Société et 35 % pour les autres archipels pour les prestations payées sur les budgets d'entretien, de fonctionnement ou d'études.

Art. 7.— Les recettes directes provenant des cessions seront versées au budget du territoire et prises en compte au chapitre 962 "Secteur équipement", sous-chapitre 02 "Flottille administrative".

Art. 8.— *Location aux églises et associations (loi 1901)*

Les tarifs de location des navires de la flottille administrative définis à l'article 3, paragraphe a) précédent peuvent faire l'objet d'un abattement de 50 % pour les églises ou pour les associations "loi de 1901".

Les associations caritatives, culturelles, culturelles ou sportives désirant bénéficier de ces dispositions doivent adresser leur demande à M. le Président du gouvernement, accompagnée d'un engagement de régler sur leurs fonds propres, la quote-part du coût de la location du navire non susceptible d'abattement.

Art. 9.— *Date d'effet du présent arrêté, abrogation des arrêtés précédents*

Le présent arrêté est applicable à compter de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Les arrêtés n° 645 CM du 12 juin 1990, n° 103 CM du 27 janvier 1992, n° 104 CM du 27 janvier 1992, n° 443 CM du 6 mai 1994, sont abrogés.

Art. 10.— Le ministre de l'équipement, de l'énergie et des ports et le ministre des finances et des réformes administratives sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 janvier 1996.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Edouard FRITCH.

Par le Président du gouvernement du territoire :

Le ministre de l'équipement,
de l'énergie et des ports,
Gaston TONG SANG.

Le ministre des finances
et des réformes administratives,
Patrick PEAUCELLIER.

ANNEXE I

TARIFS DE FRET ET DE PASSAGES MARITIMES INTERINSULAIRES
ILES DU VENT

TRAJET -- FRET	Marchandises générales	Matériel T.P. Matériaux de construction	Marchandises en frigo	Bétail sur pieds	Coprah	HYDROCARBURES					GAZ		PASSAGERS	
						Gas-oil	Essence Pétrole	Essence Pétrole	Fûts vides	Autres contenants	Bouteille pleine ou vide		Pont	Cabine
UNITE PAYANTE	T ou m3	en vrac T ou m3 conteneursés = (T + m3) /2	Kg	Kg	T	1000 l	Fût 200 l	Touque 20 l	200 l	l	13 kg	50 kg	U	U
1 - Liaisons avec Papeete														
Papeete-Moorea	2.700	2.250	23	13	2.340	2.430	810	81	198	1	117	468	1.620	2.520
Papeete-Maiao	4.680	4.140	58	22	19.800	5.940	1.980	198	495	2,48	306	1.224	1.800	3.150
Papeete-Tetiaroa	4.680	4.140	58	22	19.800	5.940	1.980	198	495	2,48	306	1.224	1.800	3.150
Papeete-Mehetia	4.680	4.140	58	22	19.800	5.940	1.980	198	495	2,48	306	1.224	1.800	3.150

2 - Autres liaisons		
1) Tarifs de fret	Matériels T.P. Matériaux de construction	Marchandises générales
	Jusqu'à 10 milles de distance Par dizaine de milles supplémentaires	1.710 243
2) Tarifs des passages	Pont	Cabine
	Moins de 99 milles Entre 100 et 199 milles Entre 200 et 299 milles Entre 300 et 399 milles Entre 400 et 499 milles Plus de 500 milles	1.800 2.340 3.420 5.040 7.200 9.900

ILES SOUS-LE-VENT

TRAJET -- FRET	Marchandises générales	Matériel T.P. Matériaux de construction	Marchandises en frigo	Bétail sur pieds	Coprah	HYDROCARBURES					GAZ		PASSAGERS	
						Gas-oil	Essence Pétrole	Essence Pétrole	Fûts vides	Autres contenants	Bouteille pleine ou vide		Pont	Cabine
UNITE PAYANTE	T ou m3	en vrac T ou m3 conteneursés = (T + m3) /2	Kg	Kg	T	1000 l	Fût 200 l	Touque 20 l	200 l	l	13 kg	50 kg	U	U
1 - Liaisons avec Papeete														
Papeete-Huahine	4.140	3.600	31	20	4.500	3.474	1.170	117	288	1,44	207	328	1.980	3.420
Papeete-Raiatea et Tahaa	4.500	3.780	32	20	4.500	3.690	1.350	135	324	1,62	225	900	2.340	4.140
Papeete-Bora Bora	4.500	3.960	34	22	4.500	3.690	1.530	153	378	1,89	243	972	2.700	4.680
Papeete-Maupiti	7.920	6.840	54	34	19.800	6.480	2.160	216	540	2,7	306	1.244	3.060	5.355
Papeete-Mopelia Tupai	15.840	13.680	72	68	19.800	6.480	2.160	216	540	2,7	306	1.244	3.600	6.300
2 - Liaisons intérieures														
Huahine-Raiatea et Tahaa	1.980	1.710	20	8,64									990	1.728
Huahine-Bora Bora et Maupiti	2.700	2.250	20	11,52									1.485	2.610
Raiatea-Tahaa	1.350	1.134	20	5,76									594	
Raiatea-Tahaa-Maupiti-Bora Bora	1.980	1.710	20	8,64									990	1.728
Raiatea-Tahaa-Maupiti	2.700	2.250	20	11,52									1.485	2.160

3 - Autres liaisons		
1) Tarifs de fret	Matériels T.P. Matériaux de construction	Marchandises générales
	Jusqu'à 10 milles de distance Par dizaine de milles supplémentaires	1.710 243
2) Tarifs des passages	Pont	Cabine
	Moins de 99 milles Entre 100 et 199 milles Entre 200 et 299 milles Entre 300 et 399 milles Entre 400 et 499 milles Plus de 500 milles	1.800 2.340 3.420 5.040 7.200 9.900

TUAMOTU-GAMBIER

TRAJET — FRET	Marchandises générales	Matériel T.P. Matériaux de construction	Marchandises en frigo	Bétail sur pieds	Coprach	HYDROCARBURES					GAZ		PASSAGERS	
						Gas-oil	Essence Pétrole	Essence Pétrole	Fûts vides	Autres contenants	Bouteille pleine ou vide		Pont	Cabine
UNITE PAYANTE	T ou m3	en vrac T ou m3 conteneurisés = (T + m3) / 2	Kg	Kg	T	1000 l	Fût 200 l	Touque 20 l	200 l	l	13 kg	50 kg	U	U
1 - Liaisons avec Papeete														
Papeete-Tuamotu Ouest (2)	16.740	15.120	58	76	23.400	15.120	5.040	504	1.260	6,3	378	1.512	3.960	6.660
Papeete-Tuamotu Centre (3)	19.440	17.100	76	85	25.200	17.460	5.850	585	1.440	7,2	432	1.728	5.040	8.640
Papeete-Tuamotu Nord-Est (4)	20.340	17.280	76	86	27.000	18.540	6.300	630	1.530	7,65	468	1.872	9.900	17.325
Papeete-Tuamotu Est (5)	22.140	19.080	76	95	30.600	19.800	6.660	660	1.620	8,1	567	2.268	9.900	17.325
Papeete-Gambier	23.400	19.800	76	99	32.400	20.880	7.020	702	1.710	8,55	657	2.628	9.900	17.325

2 - Autres liaisons		
1) Tarifs de fret	Matériels T.P. Matériaux de construction	Marchandises générales
Jusqu'à 10 milles de distance	1.710	1.980 F la tonne ou le m3
Par dizaine de milles supplémentaires	243	297 F la tonne ou le m3
2) Tarifs des passages	Pont	Cabine
Moins de 99 milles	1.800	3.150
Entre 100 et 199 milles	2.340	4.095
Entre 200 et 299 milles	3.420	5.985
Entre 300 et 399 milles	5.040	8.820
Entre 400 et 499 milles	7.200	12.600
Plus de 500 milles	9.900	17.325

- 2 - Ahe, Apataki, Arutua, Fakarava, Kaukura, Makatea, Manihi, Mataiva, Niau, Rangiroa, Raraka, Taiaro, Tikehau, Toau, Takapoto, Takarua.
- 3 - Amanu, Anaa, Faaite, Hao, Haraiki, Hikueru, Hiti, Katiu, Makemo, Marokau, Marutea Nord, Motu Tunga, Nihiru, Raroia, Ravahere, Reitoru, Rekareka, Taenga, Tahaena, Takume, Tauere, Tekokota, Tepoto Sud, Tuanake.
- 4 - Fakahina, Fangatau, Puka Puka, Napuka, Tepoto Nord.
- 5 - Ahunui, Akiaki, Anuanuraro, Anuanurunga, Hercheretue, Nego Nego, Nukutavake, Nukutepipi, Paraoa, Pinaki, Pukarua, Reao, Temaiano, Tureia, Vahitahi, Vairaatea, Vanavana.

ILES AUSTRALES

TRAJET — FRET	Marchandises générales	Matériel T.P. Matériaux de construction	Marchandises en frigo	Bétail sur pieds	Coprach	HYDROCARBURES					GAZ		PASSAGERS	
						Gas-oil	Essence Pétrole	Essence Pétrole	Fûts vides	Autres contenants	Bouteille pleine ou vide		Pont	Cabine
UNITE PAYANTE	T ou m3	en vrac T ou m3 conteneurisés = (T + m3) / 2	Kg	Kg	T	1000 l	Fût 200 l	Touque 20 l	200 l	l	13 kg	50 kg	U	U
1 - Liaisons avec Papeete														
Papeete-Toutes les îles	19.440	17.100	76	85	26.820	17.460	5.850	585	1.440	7,2	432	1.728	5.040	8.820
2 - Liaisons intérieures														
Rururu-Rimatara	3.870	3.420	38	17,1									1.800	3.150
Rurutu-Tubuai	4.960	4.320	38	21,6									2.340	4.095
Rurutu-Raivavae	7.740	6.840	38	34,2									3.420	5.985
Rurutu-Rapa	15.660	14.040	38	70,2									7.200	12.600
Rimatara-Tubuai	7.380	6.660	38	33,3									2.340	4.095
Rimatara-Raivavae	9.900	8.820	38	44,1									3.420	5.985
Rimatara-Rapa	17.100	15.120	38	75,6									7.200	12.600
Tubuai-Raivavae	4.680	4.140	38	20,7									2.340	4.095
Rapa-Tubuai et Raivavae	9.900	8.820	38	44,1									3.420	5.985

3 - Autres liaisons		
1) Tarifs de fret	Matériels T.P. Matériaux de construction	Marchandises générales
Jusqu'à 10 milles de distance	1.710	1.980 F la tonne ou le m3
Par dizaine de milles supplémentaires	243	297 F la tonne ou le m3
2) Tarifs des passages	Pont	Cabine
Moins de 99 milles	1.800	3.150
Entre 100 et 199 milles	2.340	4.095
Entre 200 et 299 milles	3.420	5.985
Entre 300 et 399 milles	5.040	8.820
Entre 400 et 499 milles	7.200	12.600
Plus de 500 milles	9.900	17.325

ILES MARQUISES

TRAJET — FRET	Marchandises générales	Matériel T.P. Matériaux de construction	Marchandises en frigo	Bétail sur pieds	Coproh	HYDROCARBURES					GAZ		PASSAGERS	
						Gas-oil	Essence Pétrole	Essence Pétrole	Fûts vides	Autres contenants	Bouteille pleine ou vide		Pont	Cabine
UNITE PAYANTE	T ou m3	en vrac T ou m3 conteneurisés = (T + m3) / 2	Kg	Kg	T	1000 l	Fût 200 l	Touque 20 l	200 l	l	13 kg	50 kg	U	U
1 - Liaisons avec Papeete Papeete-Toutes les îles	20.880	18.000	76	90	28.800	18.540	6.300	630	1.530	7,65	468	1.672	9.900	16.677
2 - Liaisons intérieures														
Nuku Hiva-Ua Pou	2.790	2.430	38	12,6									1.800	1.800
Nuku Hiva-Ua Huka	3.060	2.682	38	13,5									1.800	1.800
Nuku Hiva-Hiva Oa et Tahuata	4.230	3.690	38	18,9									2.000	2.000
Nuku Hiva-Fatu Hiva	5.310	4.680	38	23,4									2.300	2.300
Hiva Oa-Ua Pou et Ua Huka	3.690	3.150	38	16,2									2.000	2.000
Hiva Oa-Tahuata	2.250	1.980	38	9,9									1.000	1.000
Hiva Oa-Fatu Hiva	3.060	2.682	38	13,5									1.800	1.800
Ua Pou-Fatu Hiva	4.500	3.960	38	19,8									2.000	2.000
Ua Pou-Ua Huka	3.060	2.682	38	13,5									1.800	1.800
Ua Pou-Tahuata	3.330	2.970	38	14,4									2.000	2.000
Ua Huka-Fatu Hiva	4.770	4.140	38	20,7									2.300	2.300
Ua Huka-Tahuata	3.690	3.150	38	16,2									2.000	2.000
Fatu Hiva-Tahuata	3.060	2.682	38	13,5									1.800	1.800
Taiohae-Nuku a Taha	2.340	2.160	38	11,7									1.400	1.400

3 - Autres liaisons		
1) Tarifs de fret	Matériels T.P. Matériaux de construction	Marchandises générales
Jusqu'à 10 milles de distance	1.710	1.980 F la tonne ou le m3
Par dizaine de milles supplémentaires	243	297 F la tonne ou le m3
2) Tarifs des passages	Pont	Cabine
Moins de 99 milles	1.800	3.150
Entre 100 et 199 milles	2.340	4.095
Entre 200 et 299 milles	3.420	5.985
Entre 300 et 399 milles	5.040	8.820
Entre 400 et 499 milles	7.200	12.600
Plus de 500 milles	9.900	17.325

ARRETE n° 101 CM du 30 janvier 1996 portant modification des modalités d'application du code des investissements.

NOR : DP95061016AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 622 PT du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 91-98 AT du 29 août 1991 modifiée définissant les incitations à l'investissement sur le territoire ;

Vu l'arrêté n° 1258 CM du 14 novembre 1991 modifié portant application de la délibération n° 91-98 AT du 29 août 1991 définissant les incitations à l'investissement sur le territoire ;

Vu l'arrêté n° 1260 CM du 14 novembre 1991 modifié fixant la liste des matériels susceptibles d'une exonération du droit fiscal d'entrée et de certaines taxes parafiscales dans le cadre du code des investissements ;

Vu l'arrêté n° 264 CM du 5 avril 1993 portant modification de l'arrêté n° 1258 CM du 14 novembre 1991 et complément des dispositions de l'annexe de l'arrêté n° 1260 CM du 14 novembre 1991 portant application de la délibération n° 91-98 AT du 29 août 1991 définissant les incitations à l'investissement sur le territoire ;

Vu l'arrêté n° 413 CM du 21 avril 1995 portant modification des modalités d'application du code des investissements ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré en sa séance du 24 janvier 1996,

Arrête :

Article 1er.— L'annexe de l'arrêté n° 1260 CM du 14 novembre 1991, susvisé, est modifiée ainsi qu'il suit :

Catégorie A : Industrie du tourisme

Chapitre	Tarification	Code S.H.	Cod.
84. Moteurs diesel ou semi-diesel pour la propulsion de bateaux		84.08.10	

Catégorie I : Activités audiovisuelles

Chapitre	Tarification	Code S.H.	Codification
84. Unités de traitement numériques, même présentées avec le reste d'un système pouvant comporter, sous une même enveloppe, au moins un ou deux des types d'unités suivants : unité de mémoire, unité d'entrée et unité de sortie.		84.71.91	
85. Transformateurs électriques, convertisseurs électriques, bobines de réactance et selfs.	85.04		
Appareils électriques pour la téléphonie ou la télégraphie par fil, y compris les appareils de télécommunications par courant porteur.	85.17		
Microphones et leurs supports ; haut-parleurs, même montés dans leurs enceintes ; écouteurs, même combinés avec un microphone ; amplificateurs électriques d'audio fréquence ; appareils électriques d'amplification du son (à usage professionnel).	85.18		
Tourne-disques, électrophones, lecteurs de cassettes et autres appareils de reproduction du son, n'incorporant pas le dispositif d'enregistrement du son (à usage professionnel).	85.19		
Magnétophones et autres appareils d'enregistrement du son, même incorporant un dispositif de reproduction du son (à usage professionnel).	85.20		
Appareils d'enregistrement et de reproduction vidéophoniques.	85.21		
Parties et accessoires des appareils des n° 85.19 à n° 85.21.	85.22		
Disques, bandes et autres supports pour l'enregistrement du son ou pour enregistrements analogues, enregistrés y compris les matrices et moules galvaniques pour la polarisation des disques, mais à l'exclusion des produits du chapitre 37.	85.24		
Appareils d'émission pour la radiotéléphonie, la radiotélégraphie, la radiodiffusion ou la télévision même incorporant un appareil de réception ou un appareil d'enregistrement ou de reproduction du son ; caméras de télévision.	85.25		
Appareils récepteurs pour la radiotéléphonie, la radiotélégraphie ou la radiodiffusion, même combinés sous une même enveloppe à un appareil d'enregistrement ou de reproduction du son ou à un appareil d'holographie (à usage professionnel).	85.27		
Appareils récepteurs de télévision, même combinés sous une même enveloppe, à un appareil récepteur de radiodiffusion ou à un appareil d'enregistrement ou de reproduction du son ou des images (à usage professionnel).	85.28		
Parties reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinées aux appareils des n° 85.25 à n° 85.28.	85.29		
Tableaux, panneaux, consoles, pupitres, armoires et autres supports comportant plusieurs appareils des n° 85.35 ou n° 85.36 pour la commande ou la distribution électrique, y compris ceux incorporant des instruments ou appareils du chapitre 90, autres que les appareils de commutation du n° 85.17.	85.37		
Générateurs de signaux.		85.43.20	
Autres machines et appareils électriques ayant une fonction propre.		85.43.80	
Autres conducteurs électriques, pour tensions n'excédant pas 80 V, munis de pièces de connexion.		85.44.41	
90. Oscilloscopes et oscillographes cathodiques.		90.30.20	
Parties et accessoires d'instruments et appareils, autres qu'à usage médical.		90.30.90	

Art. 2.— Le ministre des finances et des réformes administratives et le ministre de l'économie, du commerce et de l'artisanat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 janvier 1996.

Pour le Président absent :

Le vice-président,

Edouard FRITCH.

Par le Président du gouvernement du territoire :

Le ministre des finances

et des réformes administratives,

Patrick PEAUCELLIER.

*Le ministre de l'économie,
du commerce et de l'artisanat,*
Georges PUCHON.

ARRETE n° 108 CM du 1er février 1996 portant prorogation de la durée du mandat des membres du conseil d'administration de la Caisse de prévoyance sociale.

NOR : CPS9600206AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la solidarité, de la politique de la ville, du dialogue social et des affaires foncières,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 86-845 du 17 juillet 1986 modifiée relative aux principes généraux du droit du travail et à l'organisation et au fonctionnement de l'Inspection du travail et des tribunaux du travail en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1335 IT du 28 septembre 1956 modifié portant institution d'un régime de prestations familiales au profit des travailleurs salariés du territoire des établissements français de l'Océanie et notamment son article 23 ;

Vu l'arrêté n° 1336 IT du 28 septembre 1956 modifié portant organisation et fonctionnement de la Caisse de compensation des prestations familiales du territoire des établissements français de l'Océanie ;

Vu l'arrêté n° 1272 CM du 20 décembre 1985 modifiant l'arrêté n° 1336 IT du 28 septembre 1956 portant organisation et fonctionnement de la Caisse de compensation des prestations familiales ;

Vu la délibération n° 91-22 AT du 18 janvier 1991 portant application des dispositions du chapitre I du titre IV du livre I de la loi n° 86-845 du 17 juillet 1986 et relative au statut juridique des syndicats ;

Vu la délibération n° 91-47 AT du 15 février 1991 portant modification des arrêtés n° 1335 IT et n° 1336 IT du 28 septembre 1956 portant respectivement institution d'un régime de prestations familiales au profit des travailleurs salariés du territoire des établissements français de l'Océanie et organisation et fonctionnement de la Caisse de compensation des allocations familiales du territoire des établissements français de l'Océanie ;

Vu la délibération n° 93-154 AT du 3 décembre 1993 modifiant l'article 1er de la délibération n° 91-47 AT du 15 février 1991 portant organisation et fonctionnement de la Caisse de compensation des allocations familiales du territoire des établissements français de l'Océanie ;

Vu l'arrêté n° 1143 CM du 18 octobre 1991 déterminant la liste des organisations syndicales d'employeurs reconnues comme représentatives au niveau territorial ;

Vu l'arrêté n° 863 CM du 19 août 1991 déterminant la liste des organisations syndicales reconnues comme représentatives sur le plan territorial ;

Vu l'arrêté n° 261 CM du 6 mars 1992 complétant la liste des organisations syndicales reconnues représentatives au plan territorial ;

Vu l'arrêté n° 1193 CM du 20 décembre 1993 déterminant la liste des syndicats d'employeurs et de salariés représentés au conseil d'administration de la Caisse de prévoyance sociale et le nombre de sièges attribués à chacune de ces organisations ;

Vu l'arrêté n° 98 CM du 1er février 1994 modifié portant désignation des membres du conseil d'administration de la Caisse de prévoyance sociale de la Polynésie française ;

Vu la nécessité de disposer d'un délai suffisant pour permettre de prendre en compte les résultats des élections professionnelles de l'année 1995 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 31 janvier 1996,

Arrête :

Article 1er.— La durée du mandat des membres du conseil d'administration de la Caisse de prévoyance sociale est prorogée jusqu'au 31 mars 1996.

Art. 2.— Le ministre de la solidarité, de la politique de la ville, du dialogue social et des affaires foncières est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er février 1996.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Edouard FRITCH.

Par le Président du gouvernement du territoire :

Le ministre de la solidarité,
de la politique de la ville,
du dialogue social et des affaires foncières,
Raymond VAN BASTOLAER.

NOR : CMA9600045AC

Par arrêté n° 71 CM du 26 janvier 1996.— Est rendue exécutoire la délibération n° 10-95 CMA du 21 décembre 1995 approuvant le compte financier du Centre des métiers d'art pour l'exercice 1994 et relative à l'affectation des résultats de l'exercice 1994 au 28 février 1995.

NOR : CMA9600046AC

Par arrêté n° 72 CM du 26 janvier 1996.— Est rendue exécutoire la délibération n° 11-95 CMA du 21 décembre 1995 adoptant le budget primitif du Centre des métiers d'art pour l'exercice 1996.

Délibération n° 11-95 CMA du 21 décembre 1995

Article 1er.— Le budget primitif du Centre des métiers d'art pour l'exercice 1996 est arrêté en recettes et en dépenses à 67.231.000 F CFP.

- <i>Section fonctionnement</i>	
Recettes	61.931.000 F CFP
Dépenses	67.231.000 F CFP
- <i>Opérations en capital</i>	
Recettes	5.300.000 F CFP
Dépenses	0 F CFP
- <i>Virements entre sections</i>	5.300.000 F CFP

NOR : CMA9600047AC

Par arrêté n° 73 CM du 26 janvier 1996.— Sont rendues exécutoires les délibérations suivantes :

- délibération n° 12-95 CMA du 21 décembre 1995 accordant une indemnité mensuelle de sujétion au directeur et au gestionnaire du Centre des métiers d'art ;
- délibération n° 13-95 CMA du 21 décembre 1995 fixant le montant d'une indemnité de sujétion au directeur et au gestionnaire du Centre des métiers d'art pour l'année 1996.

NOR : CMA9600048AC

Par arrêté n° 74 CM du 26 janvier 1996.— Est rendue exécutoire la délibération n° 14-95 CMA du 21 décembre 1995 fixant le montant des droits d'inscription pour l'année scolaire 1995-1996.

Délibération n° 14-95 CMA du 21 décembre 1995

Article 1er.— Les droits d'inscription au Centre des métiers d'art pour l'année scolaire 1995-1996 (du 4 septembre 1995 au 5 juillet 1996) sont fixés à 5.000 F CFP (*cinq mille francs CFP*).

NOR : SES9601574AC

Par arrêté n° 76 CM du 26 janvier 1996.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 2-95 du 30 mai 1995 adoptant le compte financier 1994 du conseil d'établissement du collège de Bora Bora.

NOR : SES9601575AC

Par arrêté n° 77 CM du 26 janvier 1996.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 3-95 du 30 mai 1995 portant affectation des résultats de la section de fonctionnement de l'exercice 1994 du conseil d'établissement du collège de Bora Bora.

NOR : CAE9600060AC

Par arrêté n° 79 CM du 29 janvier 1996.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 12-95 du 7 novembre 1995 de la Chambre d'agriculture et d'élevage portant approbation du compte financier de la C.A.E. de l'exercice 1994 et affectation du résultat de cet exercice.

NOR : CAE9600062AC

Par arrêté n° 80 CM du 29 janvier 1996.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 13-95 du 7 novembre 1995 de la Chambre d'agriculture et d'élevage attribuant une indemnité compensatrice journalière aux membres de la Chambre d'agriculture et d'élevage pour toute tournée, mission ou visite de terrain au service de l'organisme consulaire.

NOR : CAE9600063AC

Par arrêté n° 81 CM du 29 janvier 1996.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 20-95 du 7 novembre 1995 de la Chambre d'agriculture et d'élevage autorisant le rachat des cotisations de retraite de M. Teiva Tiniau.

NOR : ST0601791AC

Par arrêté n° 83 CM du 29 janvier 1996.— L'agrément au code des investissements de la Polynésie française institué par la délibération n° 91-98 AT du 29 août 1991 définissant les incitations à l'investissement sur le territoire est accordé à la S.A. "Kaina Village", au G.I.E. "Kaina", à la S.A.R.L. "Kainalo 17", à la S.A.R.L. "Kainalo 18", à la S.A.R.L. "Kainalo 19", à la S.A.R.L. "Kainalo 20", à la S.A.R.L. "Kainalo 21", à la S.A.R.L. "Kainalo 22", à la S.A.R.L. "Kainalo 23", à la S.A.R.L. "Kainalo 24", à la S.A.R.L. "Kainalo 25", à la S.A.R.L. "Kainalo 26", à la S.A.R.L. "Kainalo 27", à la S.A.R.L. "Kainalo 28", à la S.A.R.L. "Kainalo 29" et à la S.A.R.L. "Kainalo 30" au titre d'établissements hôteliers entrant dans la catégorie A3, pour le programme de rénovation - extension de l'hôtel Kaina Village à Manihi.

Le montant hors droits de l'investissement est de *quatre cent quatre-vingt-neuf millions six cent soixante-dix mille francs CFP* (489.670.000 F CFP).

Conformément à l'article 18 de la délibération n° 91-98 AT, la S.A. "Kaina Village", le G.I.E. "Kaina", la S.A.R.L. "Kainalo 17", la S.A.R.L. "Kainalo 18", la S.A.R.L. "Kainalo 19", la S.A.R.L. "Kainalo 20", la S.A.R.L. "Kainalo 21", la S.A.R.L. "Kainalo 22", la S.A.R.L. "Kainalo 23", la S.A.R.L. "Kainalo 24", la S.A.R.L. "Kainalo 25", la S.A.R.L. "Kainalo 26", la S.A.R.L. "Kainalo 27", la S.A.R.L. "Kainalo 28", la S.A.R.L. "Kainalo 29" et la S.A.R.L. "Kainalo 30" bénéficient d'un montant cumulé des exonérations fiscales et aides financières décrites ci-dessous, plafonné à hauteur de 104.330.002 F CFP, soit un taux de 21,31 % sur le montant hors droits de l'investissement.

Conformément à l'article 19 de la délibération n° 91-98 AT, le G.I.E. "Kaina", la S.A.R.L. "Kainalo 17", la S.A.R.L. "Kainalo 18", la S.A.R.L. "Kainalo 19", la S.A.R.L. "Kainalo 20", la S.A.R.L. "Kainalo 21", la S.A.R.L. "Kainalo 22", la S.A.R.L. "Kainalo 23", la S.A.R.L. "Kainalo 24", la S.A.R.L. "Kainalo 25", la S.A.R.L. "Kainalo 26", la S.A.R.L. "Kainalo 27", la S.A.R.L. "Kainalo 28", la S.A.R.L. "Kainalo 29" et la S.A.R.L. "Kainalo 30" bénéficient de l'exonération des droits d'enregistrement, de transcription et des taxes sur les formalités hypothécaires. Si ces actes ont déjà donné lieu à perception, le remboursement peut être accordé à condition que la perception des droits d'enregistrement ne soit pas antérieure de plus de douze mois à la date de dépôt de cette demande.

L'exonération pour la constitution de société et l'augmentation de capital est plafonnée à :

- G.I.E. Kaina :	50.000 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 17 :	41.430 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 18 :	41.430 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 19 :	41.430 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 20 :	41.430 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 21 :	41.430 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 22 :	41.430 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 23 :	41.430 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 24 :	41.430 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 25 :	41.430 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 26 :	41.430 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 27 :	41.430 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 28 :	41.430 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 29 :	41.430 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 30 :	41.430 F CFP

Le montant de cette exonération est plafonné à hauteur de *six cent trente mille vingt francs CFP* (630.020 F CFP).

Conformément à l'article 28 de la délibération n° 91-98 AT, la S.A. "Kaina Village" bénéficie de l'exonération du paiement du droit fiscal d'entrée.

Le montant de cette exonération est plafonné à *vingt-huit millions sept cent mille francs CFP* (28.700.000 F CFP).

Conformément à l'article 20 de la délibération n° 91-98 AT, la S.A. "Kaina Village", la S.A.R.L. "Kainalo 17", la S.A.R.L. "Kainalo 18", la S.A.R.L. "Kainalo 19", la S.A.R.L. "Kainalo 20", la S.A.R.L. "Kainalo 21", la S.A.R.L. "Kainalo 22", la S.A.R.L. "Kainalo 23", la S.A.R.L. "Kainalo 24", la S.A.R.L. "Kainalo 25", la S.A.R.L. "Kainalo 26", la S.A.R.L. "Kainalo 27", la S.A.R.L. "Kainalo 28", la S.A.R.L. "Kainalo 29" et la S.A.R.L. "Kainalo 30" bénéficient des exonérations fiscales suivantes :

- affranchissement de la contribution des patentes à l'exception des centimes additionnels communaux pour une durée de 8 ans :	
- S.A. Kaina Village :	2.500.000 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 17 :	678.570 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 18 :	678.570 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 19 :	678.570 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 20 :	678.570 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 21 :	678.570 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 22 :	678.570 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 23 :	678.570 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 24 :	678.570 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 25 :	678.570 F CFP

- S.A.R.L. Kainalo 26 :	678.570 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 27 :	678.570 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 28 :	678.570 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 29 :	678.570 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 30 :	678.570 F CFP

- exemption de l'impôt foncier sur les propriétés bâties pour une durée de 3 ans :

- S.A. Kaina Village :	2.500.000 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 17 :	107.143 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 18 :	107.143 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 19 :	107.143 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 20 :	107.143 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 21 :	107.143 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 22 :	107.143 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 23 :	107.143 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 24 :	107.143 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 25 :	107.143 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 26 :	107.143 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 27 :	107.143 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 28 :	107.143 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 29 :	107.143 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 30 :	107.143 F CFP

- affranchissement de l'impôt sur les sociétés ou transactions pour une durée de 7 ans :

- S.A. Kaina Village :	45.000.000 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 17 :	357.143 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 18 :	357.143 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 19 :	357.143 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 20 :	357.143 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 21 :	357.143 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 22 :	357.143 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 23 :	357.143 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 24 :	357.143 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 25 :	357.143 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 26 :	357.143 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 27 :	357.143 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 28 :	357.143 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 29 :	357.143 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 30 :	357.143 F CFP

- affranchissement de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers pour une durée de 7 ans :

- S.A.R.L. Kainalo 17 :	642.857 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 18 :	642.857 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 19 :	642.857 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 20 :	642.857 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 21 :	642.857 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 22 :	642.857 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 23 :	642.857 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 24 :	642.857 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 25 :	642.857 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 26 :	642.857 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 27 :	642.857 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 28 :	642.857 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 29 :	642.857 F CFP
- S.A.R.L. Kainalo 30 :	642.857 F CFP

Le montant global de ces exonérations est plafonné à *soixante-quatorze millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-deux francs CFP* (74.999.982 F CFP).

En contrepartie des avantages octroyés par le territoire, la S.A. "Kaina Village", le G.I.E. "Kaina", la S.A.R.L. "Kainalo 17", la S.A.R.L. "Kainalo 18", la S.A.R.L. "Kainalo 19", la S.A.R.L. "Kainalo 20", la S.A.R.L. "Kainalo 21", la S.A.R.L. "Kainalo 22", la S.A.R.L. "Kainalo 23", la S.A.R.L. "Kainalo 24", la S.A.R.L. "Kainalo 25", la S.A.R.L. "Kainalo 26", la S.A.R.L. "Kainalo 27", la S.A.R.L. "Kainalo 28", la S.A.R.L. "Kainalo 29" et la S.A.R.L. "Kainalo 30" sont tenues aux obligations prévues aux articles 17 à 21 de l'arrêté n° 1258 CM du 14 novembre 1991 pendant une durée fixée à 8 ans et ce, à compter de la date de parution du présent arrêté d'agrément.

Toutes contestations qui pourront surgir de l'application des dispositions ci-dessus devront être soumises à l'examen de la commission des investissements.

NOR : ST08600844C

Par arrêté n° 84 CM du 29 janvier 1996.— La convention relative à la subvention à hauteur de 15 (quinze) % de l'investissement plafonnée à 300.000 (trois cent mille) francs CFP consentie par le ministère du tourisme à l'association "I.D.E.E.S." pour l'activité de visite touristique du port de Papeete dénommée "Poti Tere" est approuvée.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française est habilité à la signer.

NOR : SMA96000944C

Par arrêté n° 85 CM du 29 janvier 1996.— Les conventions de prestations de services destinées au service de la mer et de l'aquaculture (Centre des métiers de la nacre et de la perliculture) sont approuvées.

Le conseil des ministres autorise le vice-président, ministre de la mer, du développement des archipels et des postes et télécommunications à signer ces conventions. Elles peuvent être consultées au service de la mer et de l'aquaculture (Fare Ute).

NOR : SMA96000864C

Par arrêté n° 86 CM du 29 janvier 1996.— La convention de prestation de service destinée au service de la mer et de l'aquaculture (Centre des métiers de la nacre et de la perliculture) est approuvée.

Le conseil des ministres autorise le vice-président, ministre de la mer, du développement des archipels et des postes et télécommunications et le ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports à signer cette convention. Elle peut être consultée au service de la mer et de l'aquaculture (Fare Ute).

NOR : EFA96000864C

Par arrêté n° 87 CM du 29 janvier 1996.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 10-95 EFAM du 22 décembre 1995 du conseil d'administration de l'école de formation et d'apprentissage maritime arrêtant le budget de l'établissement pour l'exercice 1996 à la somme de *cent seize millions neuf cent cinquante mille francs pacifiques* (116.950.000 F CFP) se décomposant comme suit, en recettes et en dépenses :

- section de fonctionnement	114.950.000 F CFP
- section d'investissement	2.000.000 F CFP

NOR : EFA960070AC

Par arrêté n° 88 CM du 29 janvier 1996.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 9-95 EFAM du 22 décembre 1995 portant adoption du compte financier et affectation du résultat de l'exercice 1994 de l'école de formation et d'apprentissage maritime.

NOR : EFA960071AC

Par arrêté n° 89 CM du 29 janvier 1996.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 12-95 EFAM du 22 décembre 1995 portant sur le recrutement d'un volontaire de l'aide technique, du conseil d'administration de l'école de formation et d'apprentissage maritime.

NOR : DIM960083AC

Par arrêté n° 90 CM du 29 janvier 1996.— Le délai de réalisation du programme d'investissement de la société Plastiserd agréé par l'arrêté n° 1092 CM du 1er octobre 1992 et relatif à la fabrication de divers produits en matière plastique est prorogé jusqu'au 1er octobre 1997.

NOR : STO960069AC

Par arrêté n° 96 CM du 29 janvier 1996.— Tout passager débarquant en Polynésie française d'un navire ou d'un aéronef en provenance de tout pays et qui n'est pas astreint à l'établissement d'une carte de débarquement par les règlements du contrôle de l'immigration doit remplir une fiche de renseignements permettant d'établir les statistiques de fréquentation touristique conforme au modèle ci-annexé (annexe n° 1).

Tout passager embarquant en Polynésie française sur un navire ou un aéronef à destination de tout pays et qui n'est pas astreint à l'établissement d'une carte d'embarquement par les règlements du contrôle de l'immigration doit remplir une fiche de renseignements permettant d'établir les statistiques de fréquentation touristique conforme au modèle ci-annexé (annexe n° 2).

- ANNEXE 1 -
(recto)

SERVICE DU TOURISME DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE	
FICHE DE RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES	
A remplir en lettres capitales (à l'arrivée)	
Par les ressortissants français	
Sexe : Masculin <input type="checkbox"/>	Année de naissance : ! ! ! ! !
Féminin <input type="checkbox"/>	
Profession : _____	
Domicile permanent : Ville _____	
Département _____	Pays _____
Port d'embarquement : _____	N° VOL : ! ! ! ! !
Port de débarquement après la Polynésie Frs : _____	
Lieu de séjour : Hôtel <input type="checkbox"/>	Autre <input type="checkbox"/>
Particulier <input type="checkbox"/>	A préciser _____
Durée de séjour en Polynésie ! ! ! ! !	
Je suis : Visiteur <input type="checkbox"/>	Transit <input type="checkbox"/>
Résident temporaire <input type="checkbox"/>	Résident permanent <input type="checkbox"/>
de Polynésie Française	de Polynésie Française
N° _____	Date d'arrivée : ! ! ! ! !
COUPON DE DEPART	
A CONSERVER PAR LE VISITEUR DANS LE PASSEPORT	
N° _____	→ Tournez S.V.P.

(verso)

FICHE DE RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES
A remplir seulement par les Visiteurs

Je Voyage :	J'ai préparé ce voyage avec :
1 <input type="checkbox"/> Seul(e)	1 <input type="checkbox"/> Une agence de voyage
2 <input type="checkbox"/> En couple	2 <input type="checkbox"/> Avec un transporteur
3 <input type="checkbox"/> En famille	3 <input type="checkbox"/> Autres
4 <input type="checkbox"/> Avec des amis	
Je voyage avec un forfait	Ceci est mon 1er voyage en P.F.
0 <input type="checkbox"/> Non	0 <input type="checkbox"/> Non
1 <input type="checkbox"/> Oui	1 <input type="checkbox"/> Oui
But principal de mon voyage	Je projette de séjourner à
1 <input type="checkbox"/> Vacances	1 <input type="checkbox"/> Tahiti _____ jours
2 <input type="checkbox"/> Affaires	2 <input type="checkbox"/> Moorea _____ jours
3 <input type="checkbox"/> Incentive	3 <input type="checkbox"/> Bora Bora _____ jours
4 <input type="checkbox"/> Lune de miel	4 <input type="checkbox"/> Huahine _____ jours
5 <input type="checkbox"/> Plongée	5 <input type="checkbox"/> Raiatea _____ jours
6 <input type="checkbox"/> Croisière-Voile	6 <input type="checkbox"/> Rangiroa _____ jours
7 <input type="checkbox"/> Sport	7 <input type="checkbox"/> Manihi _____ jours
8 <input type="checkbox"/> Congrès	8 <input type="checkbox"/> Marquises _____ jours
9 <input type="checkbox"/> Famille	9 <input type="checkbox"/> Autres _____ jours

Merci de votre collaboration

- MANAVA - IA ORA -

- MAURUURU -

Bienvenue en Polynésie Française et bon séjour dans nos îles

- ANNEXE 2 -

- Fiche de départ de Résidents -

SERVICE DU TOURISME DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE	
FICHE DE RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES	
A remplir en lettres capitales (au départ)	
Par les Résidents de nationalité française	
Sexe : Masculin <input type="checkbox"/>	Année de naissance : ! ! ! ! !
Féminin <input type="checkbox"/>	
Profession : _____	
Domicile permanent :	Commune : _____
	Ile : _____
Destination finale : Ville _____	Pays _____
Port de débarquement : _____	N° VOL : ! ! ! ! !
Je suis :	
Résident temporaire <input type="checkbox"/>	Résident permanent <input type="checkbox"/>
de Polynésie Française	de Polynésie Française
Départ définitif <input type="checkbox"/>	Départ temporaire <input type="checkbox"/>
Date de départ : ! ! ! ! !	Durée du voyage ! ! ! ! !
Merci de votre collaboration	
- MAURUURU -	
N° _____	N° _____

NOR : CAE9600147AC

Par arrêté n° 97 CM du 29 janvier 1996.— La délibération n° 14-95 du 7 novembre 1995 autorisant à titre rétroactif et exceptionnel le paiement des indemnités dues au 1er vice-président, M. Michel Lehartel, pour des missions au service de la Chambre d'agriculture et d'élevage de décembre 1994 à février 1995 et la délibération n° 15-95 du 7 novembre 1995 de la Chambre d'agriculture prenant en charge les factures téléphoniques de M. Tapu Metua, membre de la Chambre d'agriculture et d'élevage, seront renvoyées en seconde lecture de l'assemblée générale de la Chambre d'agriculture et d'élevage.

NOR : THS9600135AC

Par arrêté n° 99 CM du 29 janvier 1996.— Sont approuvées et rendues exécutoires les délibérations suivantes prises par le conseil d'administration de l'Office territorial de l'habitat social dans sa séance du 11 janvier 1996 :

- délibération n° 96-2 OTHS donnant mandat au président du conseil d'administration à l'effet d'engager l'O.T.H.S. en signant le contrat de travail de M. Paoletti, directeur général de l'office, et disposant du non-assujettissement de ce contrat de travail à la convention collective des A.N.F.A. ;
- délibération n° 96-4 OTHS reconduisant les indemnités de sujétion bénéficiant à certains agents de l'O.T.H.S.

NOR : DOM9600042AC

Par arrêté n° 102 CM du 31 janvier 1996.— M. Alain Pol est autorisé à occuper la servitude de curage d'un cours d'eau traversant sa propriété, la terre Nohohapuru à Mahina.

Et tel que le tout figure aux plans joints au dossier.

Cette occupation est destinée à l'implantation partielle d'un mur de clôture d'une hauteur de 1,80 m.

NOR : AAM9600075AC

Par arrêté n° 103 CM du 31 janvier 1996.— Sont admis au régime des mesures fiscales incitatives applicables aux investissements dans le secteur de la pêche hauturière semi-industrielle ou industrielle prévues par la délibération n° 90-48 AT du 10 avril 1990, modifiée, l'Armement coopératif polynésien (A.C.P.) et M. Georges Moarii pour leur projet d'acquisition et d'exploitation du navire de pêche hauturière Tehoro III.

Conformément à l'article 3 de la délibération n° 90-48 AT du 10 avril 1990 modifiée, la S.A. Armement coopératif polynésien (A.C.P.) et M. Georges Moarii bénéficient :

- de la suspension des droits et taxes, dont la liquidation incombe au service des douanes, à l'exclusion des redevances portuaires et aéroportuaires, frappant le navire de pêche hauturière, pour les équipements et matériels suivants :

Caractéristiques du navire :

- Nom du navire : Tehoro III
- Longueur hors tout : 24,80 m
- Largeur : 8 m
- Creux : 3,96 m
- Jauge brute : 155 tonneaux

- de l'exonération totale pendant une durée de trois ans à compter de la mise en exploitation du navire des impôts directs suivants : contribution des patentes et impôt sur les transactions. Cette exonération ne concerne que les éléments déclarés servant de base aux calculs des différents impôts.

Le total des exonérations se monte à *vingt et un millions sept cent cinquante-cinq mille cent trente et un francs Pacifique* (21.755.131 F CFP).

Le bénéfice des avantages ci-octroyés est subordonné à la passation d'une convention entre la S.A. Armement coopératif polynésien (A.C.P.), M. Georges Moarii et le territoire de la Polynésie française représenté par le ministre chargé de la mer selon le modèle prévu par l'arrêté n° 735 CM du 5 juillet 1990 modifié.

NOR : DOM9600018AC

Par arrêté n° 104 CM du 31 janvier 1996.— Est affectée au profit de l'Etablissement pour la valorisation des activités aquacoles et maritimes (E.V.A.A.M.) une parcelle de remblai d'une superficie de 1.725 m², détachée de la parcelle cadastrée AD n° 26 et dépendant du domaine public portuaire de Uturoa.

Telle que ladite parcelle figure sur le plan détenu par le service des domaines.

Cette affectation est destinée à l'implantation d'un complexe frigorifique.

NOR : DOM9600098AC

Par arrêté n° 105 CM du 31 janvier 1996.— Est autorisée, au profit du territoire, pour le compte de la Présidence du gouvernement (bureau des affaires polynésiennes), la prise à bail de locaux à usage de bureaux sis à Faaa et Patio, Tahaa, tels que décrits ci-après :

- un local d'une superficie de 70 m² situé au premier étage d'un immeuble sis au P.K. 5 à Faaa, appartenant à la S.C.I. Fanomai ;
- un local de 12,80 m² situé au sein de la mairie de Patio, appartenant à la commune de Tahaa.

La durée de ces baux est fixée à un an, renouvelable, sauf préavis de 2 mois. La date d'effet est fixée au 2 novembre 1995 pour le local de Faaa et au 1er novembre 1995 pour celui de Tahaa, moyennant les loyers mensuels de :

- 80.000 F CFP pour le local de Faaa ;
- 10.000 F CFP pour celui de Tahaa.

La dépense est imputable au budget du territoire, chapitre 933, sous-chapitre 933-01, article 630.

NOR : DOM9600092AC

Par arrêté n° 106 CM du 31 janvier 1996.— Est accordée, aux clauses et conditions du cahier des charges type, au profit de Mme Hélène Hamblin épouse Maamaatuaiahutapu, l'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime d'une superficie de 5 ha destiné au collectage,

à l'élevage de la nacre et à l'exploitation d'une ferme perlière, sis à 1.500 mètres environ de l'îlot Putehuc à Arutua, commune de Arutua, précédemment attribué à son fils M. Franky Tevane Maamaatuaiahutapu.

La redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse des domaines à Papeete, fixée à 52.500 F CFP, est réduite à 26.250 F CFP pendant 4 ans à compter du 19 décembre 1995.

Les dispositions de l'arrêté n° 1305 CM du 19 décembre 1994 portant autorisation d'occupation temporaire de divers emplacements du domaine public maritime sis dans les îles Tuamotu sont abrogées en ce qu'elles concernent M. Franky Tevane Maamaatuaiahutapu à Arutua.

NOR : DCM9600093AC

Par arrêté n° 107 CM du 31 janvier 1996.— L'arrêté modificatif n° 1146 CM du 14 novembre 1994 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à Manihi au profit de M. Rémi Tetauri Matarere et Mme Tumatairoro Mahine Tamariki son épouse, est modifié comme suit :

Au lieu de :

.....
1 emplacement maritime de 3 ha au secteur 3 au droit de la terre Piripiri 1, PV 7 à 1.200 mètres du rivage.

Lire :

.....
1 emplacement maritime de 500 m2 au secteur 3 au droit de la terre Piriri 1, PV 7 à 1.200 mètres du rivage, destiné au collectage et à l'élevage de la nacre : 5.000 F/an.

NOR : AAM9600219AC

Par arrêté n° 109 CM du 1er février 1996.— Est adoptée et rendue exécutoire la délibération désignée ci-après du conseil d'administration de l'Etablissement pour la valorisation des activités aquacoles et maritimes (E.V.A.A.M.) prise en sa séance du 19 décembre 1995 :

- n° 43-95 portant adoption de l'état prévisionnel des recettes et des dépenses du budget de l'Etablissement pour la valorisation des activités aquacoles et maritimes pour l'exercice 1996.

NOR : FEI9600176AC

Par arrêté n° 110 CM du 1er février 1996.— Sont approuvées et rendues exécutoires les délibérations suivantes du conseil d'administration du Fonds d'entraide aux îles (F.E.I.) :

- n° 55-95 CA/FEI du 20 décembre 1995 modifiant et complétant la liste des attributaires des lots du lotissement Arii Nui de Tiputa (Rangiroa) ;
- n° 56-95 CA/FEI du 20 décembre 1995 portant reversement à l'Electricité de Tahiti de taxes territoriales sur l'énergie électrique ;
- n° 57-95 CA/FEI du 20 décembre 1995 accordant des remises gracieuses ;

- n° 58-95 CA/FEI du 20 décembre 1995 portant confirmation de décisions prises par le président du conseil d'administration du Fonds d'entraide aux îles, exercice 1995 ;
- n° 59-95 CA/FEI du 20 décembre 1995 portant confirmation de décisions prises par le président du conseil d'administration du Fonds d'entraide aux îles, exercice 1995 ;
- n° 82-95 CA/FEI du 20 décembre 1995 portant approbation d'une convention de mise à disposition de matériel au profit de la commune de Tubuai et habilitant le directeur à la signer.

NOR : AAM9600174AC

Par arrêté n° 111 CM du 1er février 1996.— Sont adoptées et rendues exécutoires quatre délibérations désignées ci-après du conseil d'administration de l'Etablissement pour la valorisation des activités aquacoles et maritimes (E.V.A.A.M.) prises en sa séance du 19 décembre 1995 :

- n° 44-95 portant adoption de l'accord d'établissement instituant un dispositif relatif aux départs volontaires définitifs d'agents de l'E.V.A.A.M. ;
- n° 45-95 portant habilitation du directeur général de l'E.V.A.A.M. à signer la convention de départ de M. William Wong ;
- n° 46-95 portant adoption des indemnités de sujétion non cumulables de l'Etablissement pour la valorisation des activités aquacoles et maritimes pour l'année 1996 ;
- n° 47-95 portant abrogation de la délibération n° 14-91 du 18 novembre 1991 autorisant le directeur général de l'E.V.A.A.M. à rémunérer les heures supplémentaires du personnel dans la mesure des crédits disponibles.

NOR : FEI9600177AC

Par arrêté n° 112 CM du 1er février 1996.— Sont approuvées et rendues exécutoires les délibérations suivantes du conseil d'administration du Fonds d'entraide aux îles (F.E.I.) :

- n° 60-95 CA/FEI du 20 décembre 1995 portant attribution d'une aide à Mme Niva Olga pour la réalisation d'une petite unité hôtelière à Avatoru (Rangiroa) ;
- n° 61-95 CA/FEI du 20 décembre 1995 portant attribution d'une aide à M. Natua Kaivero pour la construction et l'armement d'un bateau de pêche à Makemo (Tuamotu) ;
- n° 63-95 CA/FEI du 20 décembre 1995 portant attribution d'une aide à M. James Ariiotima pour l'acquisition d'un bateau de pêche à Moerai (Rurutu) ;
- n° 64-95 CA/FEI du 20 décembre 1995 portant attribution d'une aide à l'Association pour la gestion des matériels agricoles de Tubuai (A.G.M.A.T.) pour la réalisation de travaux agricoles ;
- n° 65-95 CA/FEI du 20 décembre 1995 portant attribution d'une aide à M. Gabriel Heitaa pour l'implantation d'une station-service à Atuona (Hiva Oa) ;
- n° 67-95 CA/FEI du 20 décembre 1995 portant attribution d'une aide à Mme Brotherson Roselyne pour l'extension de sa petite unité hôtelière "Pension Manava" sise à Avera (Raïatea) ;
- n° 68-95 CA/FEI du 20 décembre 1995 portant attribution d'une aide à Mme Marcelle Flohr pour la création d'une petite unité hôtelière à Parea (Huahine) ;
- n° 69-95 CA/FEI du 20 décembre 1995 portant attribution d'une aide à M. Frédéric Girard pour la création d'une unité d'hébergement à Fare (Huahine) ;

- n° 73-95 CA/FEI du 20 décembre 1995 portant attribution d'une aide en matériaux à M. Bonno Henri pour l'aménagement de son logement à Atuona (Hiva Oa) ;
- n° 74-95 CA/FEI du 20 décembre 1995 portant attribution d'une aide à M. Utia Voirain pour la construction de son logement à Mutuaura (Rimatara).

NOR : AAM9600176AC

Par arrêté n° 113 CM du 1er février 1996.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération suivante du conseil d'administration de l'Etablissement pour la valorisation des activités aquacoles et maritimes :

- n° 37-95 EVAAM du 17 octobre 1995 portant désignation de la personne responsable en matière de marchés.

NOR : AAM9600178AC

Par arrêté n° 114 CM du 1er février 1996.— La délibération suivante est renvoyée en seconde lecture du conseil d'administration de l'Etablissement pour la valorisation des activités aquacoles et maritimes :

- n° 38-95 EVAAM du 17 octobre 1995 portant délégation à la commission permanente et financière.

NOR : FEI9600190AC

Par arrêté n° 115 CM du 1er février 1996.— Sont approuvées et rendues exécutoires les délibérations suivantes de la commission permanente du Fonds d'entraide aux îles (F.E.I.) :

- n° 264-95 CP/FEI du 28 décembre 1995 portant attribution d'une aide à Mme Huri Fina pour l'acquisition d'un moteur hors-bord et de matériaux destinés à la construction d'un bateau à Apataki (Tuamotu) ;
- n° 267-95 CP/FEI du 28 décembre 1995 portant attribution d'une aide à M. Tamarono Taputu pour l'acquisition d'un bateau à moteur à Taahuaia (Tubuai) ;
- n° 268-95 CP/FEI du 28 décembre 1995 portant attribution d'une aide à la commune de Tahuata (Marquises) pour l'acquisition d'un monitor ;
- n° 270-95 CP/FEI du 28 décembre 1995 portant attribution d'une aide en matériaux à Mme Maono Terava pour la construction de son logement à Faanui (Bora Bora).

NOR : SDR9600196AC

Par arrêté n° 117 CM du 1er février 1996.— Le Président du gouvernement est habilité à signer la convention de financement relatif à la formation d'un agent du service du développement rural de Pirae entre le territoire de la Polynésie française et l'Association nationale privée pour l'enseignement à distance (A.N.E.D.).

NOR : TT9600193AC

Par arrêté n° 118 CM du 1er février 1996.— Une licence d'armateur est accordée à la Société de transports insulaires maritimes (S.T.I.M.), pour l'exploitation du navire Nuku Hau sur la desserte maritime régulière des Tuamotu du Centre, de l'Est et des Gambier.

Les caractéristiques du navire sont les suivantes :

- Nom : Nuku Hau (ex-Morgan) ;
- Date et lieu de construction : 1979 au Danemark ;
- Type : Cargo ;
- Classification : Deep sea Ice III ;
- Longueur : 62,90 m ;
- Largeur : 11,20 m ;
- Tirant d'eau : 3,61 m ;
- Port en lourd : 1200 tonnes ;
- Jauge brute : 397 tonneaux ;
- Moteurs : 1 x 900 cv/400 tr/mn + 3 auxiliaires ;
- Vitesse : 10 - 10,5 nœuds ;
- Consommation : 3500 litres ;
- Capacités de transport : passagers 12, fret (non communiqué) ;
- Franc-bord délivré par : Bureau Véritas.

Et tel que le tout figure dans le dossier détenu par le service territorial des transports interinsulaires.

Les îles et atolls de desserte sont les suivants :

Tuamotu-Centre : Anaa, Hikueru, Marokau, Hao, Amanu.

Tuamotu-Est : Hereheretue, Nukutavake, Tatakoto, Nukutepipi, Ahunui, Tematangi, Vahitahi, Nego Nego, Vanavana, Paraoa, Tureia, Reao, Anuanuraro, Pinaki, Manuhangi, Vairaatea, Pukarua, Anuanurunga, Aki Aki.

Gambier : Rikitea (Mangareva), Matureivavao, Tenarunga, Vahanga, Marutea-Sud, Tenararo.

Le périple général de la desserte s'effectue de sorte que les atolls de Anaa, Hikueru, Marokau, Nego Nego, Hao, Amanu, Vairaatea, Nukutavake, Vahitahi, Tureia, Tatakoto, Pukarua, Reao, Marutea-Sud et Rikitea soient touchés à chaque voyage. Les atolls de Tematangi et Hereheretue seront desservis un voyage sur deux. Les autres atolls feront l'objet d'une desserte à la demande, principalement pour le ramassage de coprah.

1 - La desserte a lieu en 11 voyages par an.

2 - Lors des voyages impairs (voyages 1, 3, 5, 7, 9 et 11), les îles suivantes sont desservies à chaque voyage, dans l'ordre indiqué : Papeete, Anaa, Hikueru, Marokau, Nego Nego, Hao, Amanu, Tatakoto, Reao, Pukarua, Vahitahi, Vairaatea, Nukutavake, Tureia, Marutea-Sud, Rikitea, Tureia, Tematangi, Hereheretue (*), Papeete.

Les autres atolls feront l'objet d'une desserte à la demande.

3 - Lors des voyages pairs (voyages 2, 4, 6, 8 et 10), les îles suivantes sont desservies à chaque voyage, dans l'ordre indiqué : Papeete, Anaa, Hikueru, Marokau, Nego Nego, Hao, Vahitahi, Vairaatea, Nukutavake, Tureia, Marutea, Rikitea, Reao, Pukarua, Tatakoto, Amanu, Marokau, Hereheretue (*), Papeete.

(*) La desserte de Hereheretue devra se faire au départ de Papeete une fois tous les 4 mois.

La vente à l'aventure ne peut être pratiquée que dans les îles dépourvues de magasins ou de tous autres réseaux de distribution régulièrement patentés.

L'activité de transport se fera aux risques et périls de l'armateur, le territoire déclinant toute responsabilité en cas de déficit d'exploitation.

L'armateur s'engage à exercer son activité en conformité avec la réglementation tarifaire en vigueur.

A peine de caducité de la présente licence d'armateur, la mise en exploitation du navire Nuku Hau devra intervenir avant le 31 décembre 1996.

Le capital social de la société (S.T.I.M.) devra représenter au moins 10 % du montant total de l'investissement soit au minimum 17.000.000 F CFP.

NOR : TT19900194AC

Par arrêté n° 119 CM du 1er février 1996.— Il est ajouté au périple du navire Kura Ora de la société Compagnie de transports maritimes des îles Tuamotu (C.T.M.I.T.), les îles de Marutea-Sud et Rikitea de l'archipel des Gambier qui seront touchées une fois toutes les quatre semaines.

L'activité de transport s'effectue aux risques et périls de l'armateur, le territoire déclinant toute responsabilité en cas de déficit d'exploitation. Toute fréquence du navire Kura Ora ou d'un autre navire affrété par la C.T.M.I.T. supérieure à celle mentionnée ci-dessus entraînera l'abrogation du présent arrêté.

La validité de cet arrêté sera caduque dès la mise en service du navire Nuku Hau (ex-Morgan) de la Société de transports interinsulaires maritimes sur la desserte maritime régulière des Tuamotu-Centre, Est et des Gambier.

L'armateur s'engage à se conformer à la réglementation tarifaire en vigueur sur la desserte accordée.

NOR : TT19900173AC

Par arrêté n° 120 CM du 1er février 1996.— Une licence d'armateur est accordée à la société "Service transport Raromatai" pour l'exploitation du navire à passagers "Tamarii Tahaa", sur la desserte maritime régulière Tahaa-Raiatea.

Les caractéristiques du navire sont les suivantes :

- Nom : Tamarii Tahaa ;
- Date de construction : 1996 aux chantiers Marinalu à Raiatea ;
- Type : Chagos 14 - Thalassa - vedette rapide ;
- Jauge brute : 20 tonneaux ;
- Longueur : 14,50 m ;
- Largeur : 5 m ;
- Tirant d'eau : 1,35 m ;
- Port en lourd : 17 tonnes ;
- Moteurs : 500 cv x 2 ;
- Vitesse : 25 nœuds ;
- Consommation : 150 litres/heure (pour les 2 moteurs) ;
- Capacités de transport : 62 en 3e catégorie et 82 en 4e catégorie ;
- Franc-bord délivré par : Bureau Véritas.

Et tel que le tout figure dans le dossier détenu par le service territorial des transports interinsulaires.

Le navire sera basé à Patio (Tahaa).

a) S'agissant du transport de passagers : deux rotations par jour sont prévues du lundi au samedi :

- 1) un départ de Patio, le matin et l'après-midi en passant par Tapuamu, Tiva, Patii, Poutoru, Apu, Vaitoare, Haamene, Uturoa ;
- 2) un retour de Uturoa le midi et le soir en trajet inverse du 1) jusqu'à Patio.

b) S'agissant du transport scolaire : deux trajets sont prévus le vendredi (à partir de Uturoa) et le dimanche (à partir de Patio). Les districts desservis sont les mêmes que ceux visés ci-dessus.

L'activité de transport se fera aux risques et périls de l'armateur, le territoire déclinant toute responsabilité en cas de déficit d'exploitation.

Dès la mise en service du navire "Tamarii Tahaa", les licences d'armateur au commerce accordées par arrêté n° 847 CM du 24 juillet 1992 à MM. Raymond Taerea (navire Purauti 2, PY 1093) et Patrick Mousson (navire Tiare Tipanie 2, PY 1089) seront caduques.

Dès la mise en service du navire "Tamarii Tahaa", les bénéfices de détaxation du gazole et des huiles lubrifiantes au profit du navire Purauti 2 figurant dans l'arrêté n° 254 CM du 6 mars 1995 seront annulés.

Cette licence est accordée sous les réserves suivantes :

- 1) Le navire devra être mis en service au plus tard le 31 décembre 1996 à peine de caducité de sa licence ;
- 2) L'armateur devra justifier d'un capital social supérieur ou égal à 10 % du montant total de l'investissement, soit au moins 4,6 millions F CFP.

NOR : SAU9900196AC

Par arrêté n° 121 CM du 1er février 1996.— Des dérogations aux dispositions des articles 3 H (nature des constructions) et 12 H (hauteur absolue des constructions) sont accordées en ce qui concerne le projet de mise en place d'une unité de traitement des déchets hospitaliers sur le site de Mamao, en secteur B du règlement d'urbanisme, ceci relevant de mesures de salubrité publique visant l'intérêt général.

La hauteur de la cheminée d'incinération sera déterminée par l'étude d'impact en fonction des caractéristiques de site de manière à satisfaire aux mesures de protection de l'environnement ; elle pourra dépasser la hauteur absolue des constructions fixées à 11 m + 1 étage en retrait selon H = L.

Les conditions actuelles de traitement des déchets hospitaliers ne pouvant perdurer, l'installation d'un incinérateur sur le site de Mamao répond à une urgence et correspond à une mesure transitoire en attente de la réalisation d'un centre d'enfouissement technique d'envergure territoriale.

Le présent arrêté ne fait pas échec aux dispositions réglementaires de construction, d'hygiène et de sécurité, et de protection de l'environnement dont l'application sera vérifiée dans le cadre de la procédure d'autorisation des travaux immobiliers et de celle relative aux installations classées.

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

PRESIDENCE

Par arrêté n° 45 PR du 30 janvier 1996.— Une licence de navigation charter "professionnelle" est attribuée à la société Moorings pour les navires :

- M 353 LP/29 ;
- M 353 LP/30 ;
- M 405 LP/111 ;
- M 405 LP/112.

La licence de navigation charter "professionnelle" du navire Princesse Reata précédemment attribuée à Polynésie Yachting est transférée à M. André Bride.

MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DE L'ENERGIE ET DES PORTS

ARRETE n° 380 MEP du 31 janvier 1996 portant délégation de signature aux agents de la direction de l'équipement.

Le ministre de l'équipement, de l'énergie et des ports,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 629 PR du 9 avril 1991 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'énergie et des ports ;

Vu l'arrêté n° 468 SG du 3 juin 1932 portant réglementation sur la grande voirie dans les E.F.O. modifié par l'arrêté n° 246 TP du 11 février 1952 ;

Vu l'arrêté n° 1317 TP du 20 septembre 1955 instituant une servitude aux abords des ouvrages de voirie ;

Vu la délibération n° 78-128 du 3 août 1978 portant réglementation en matière d'occupation du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 3826 AA du 2 mars 1981 rendant exécutoire la délibération n° 81-17 du 5 février 1981 portant règlement général des polices des ports maritimes et des rades en Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 45-2122 du 15 septembre 1945 relative à la réorganisation des services chargés de la signalisation maritime aux colonies ;

Vu la délibération n° 77-142 du 19 décembre 1977 modifiée par celle du 16 septembre 1982 n° 82-92 portant réglementation des carrières à Tahiti, Moorea et Raiatea avec interdiction d'extraction dans les lits des rivières et des bords de mer ;

Vu la délibération n° 80-27 du 3 mars 1980 portant création d'une redevance sur les prélèvements de matériaux de toute nature extraits des terrains privés ;

Vu l'arrêté n° 858 AA du 27 mars 1984 rendant exécutoire la délibération n° 84-20 du 1er mars 1984 portant approbation du code des marchés publics de toute nature passés au nom du territoire de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 835 CG du 3 mai 1984 portant établissement du cahier des clauses administratives générales concernant les marchés publics ;

Vu l'arrêté n° 2 CM du 19 septembre 1984 modifié par l'arrêté n° 38 CM du 31 octobre 1984 autorisant les ministres à déléguer leur signature ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 du Président du gouvernement concernant la signature du courrier ;

Vu la délibération n° 88-142 AT du 13 octobre 1988 portant création du service dénommé direction de l'équipement ;

Vu la délibération n° 94-60 AT du 9 juin 1994 incluant l'infrastructure aéronautique parmi les missions assurées par la direction de l'équipement ;

Vu l'arrêté n° 69 CM du 17 janvier 1992 modifié par l'arrêté n° 635 CM du 30 juin 1994 portant organisation interne du service dénommé direction de l'équipement ;

Vu l'arrêté n° 361 CM du 3 avril 1992 fixant les différents seuils et plafonds en matière de marchés publics ;

Vu l'arrêté n° 1139 CM du 14 novembre 1994 portant nomination de M. Georges Lan Ah Loi, directeur de l'équipement par intérim ;

Vu l'arrêté n° 36 MAE du 6 janvier 1994 portant délégation de signature aux agents de la direction de l'équipement des pièces relatives aux marchés publics ;

Vu l'arrêté n° 1843 MEP du 25 avril 1995 portant délégation de signature aux agents de la direction de l'équipement,

Arrête :

Article 1er.— M. Georges Lan Ah Loi, directeur de l'équipement par intérim, est habilité à signer "pour le ministre et par délégation" dans la limite de ses attributions, tous les actes et correspondances définis aux paragraphes n° 1-1, 1-2, 1-3, 1-5 et 2-1 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984, à l'exception toutefois pour le paragraphe 2-1 des avis d'appels d'offres.

Art. 2.— En particulier, M. Georges Lan Ah Loi est habilité à signer les actes ci-après détaillés :

1°) - En matière de gestion du personnel

- 1-1 Ordres de déplacement à l'intérieur du territoire n'excédant pas six jours pour les agents placés sous son autorité à l'exception des chefs d'arrondissement, de groupe et de parc, ainsi que des subdivisions des Australes, des Marquises, des îles Sous-le-Vent et des Tuamotu-Gambier, sauf pour ces derniers en cas d'empêchement de l'administrateur territorial compétent ;
- 1-2 Réquisitions de passage et de bagages relatives aux ordres de déplacement à l'intérieur du territoire ;
- 1-3 Contrats de travail à durée déterminée d'agents temporaires de 5e catégorie n'excédant pas trois mois ;
- 1-4 Certificats de travail et attestations de salaires ou autres prévus par la réglementation sociale ;
- 1-5 Notation définitive des agents placés sous son autorité à l'exception des chefs de secteur et du personnel de 1re et 2e catégorie ;
- 1-6 Sanctions disciplinaires : avertissements et blâmes ;
- 1-7 Permissions exceptionnelles prévues par la convention collective ;
- 1-8 Congés annuels, congés de maternité et de maladie ;

2°) - En matière de gestion de crédits

- 2-1 Engagement, certification du service fait et liquidation des dépenses imputées sur le budget local, la section locale du F.I.D.E.S. dans les matières relevant de la compétence de la direction de l'équipement ;
- 2-2 Tous marchés dont le montant n'excède pas 15 millions de francs CFP ;
Pour ces types de marchés simplifiés qui se substituent aux lettres de commande, lorsqu'il est nécessaire de prévoir des paiements fractionnés et par dérogation à l'article 48 du titre 2 de la délibération n° 84-20 du 1er mars 1984, il peut ne pas être exigé de cautionnement.

3°) - En matière de gestion du domaine public

- 3-1 Délivrance des alignements ;
- 3-2 Autorisations ou permissions de voirie ;
- 3-3 Autorisations d'organisation de manifestations sportives sur la voie publique ;
- 3-4 Autorisations de transports ou de convois exceptionnels.

4°) - En matière d'extractions

- 4-1 Autorisations de toutes extractions sans limitation de volume.

5°) - En matière de réglementation sur les explosifs

- 5-1 Autorisations d'importation des substances explosives ;
- 5-2 Autorisations de transport des substances explosives ;
- 5-3 Autorisations d'entreposage des substances explosives ;
- 5-4 Autorisations relatives aux tirs et à l'emploi des poudres et substances explosives dans les chantiers de bâtiment et de travaux publics.

6°) - En matière de gestion portuaire

- 6-1 Notes d'informations nautiques ;
- 6-2 Autorisations d'organisation de manifestations sportives et culturelles sur le domaine public portuaire ;

6-3 Autorisations ou permissions de voirie sur le domaine public portuaire.

7°) - En matière de balisage maritime

- 7-1 Avis aux navigateurs ;
- 7-2 Avis urgents aux navigateurs.

Art. 3.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Georges Lan Ah Loi, directeur de l'équipement par intérim, la suppléance sera assurée par MM. les chefs d'arrondissement, de groupe, de subdivision ou de bureau (arrondissement bâtiment, arrondissement infrastructure, arrondissement maritime, G.A.C., G.E.G.D.P., parc à matériel, subdivision des îles Sous-le-Vent, subdivision des Australes, subdivision des Marquises, bureau des marchés et bureau foncier) dans le cadre de leurs attributions respectives.

A cet effet, MM. les chefs d'arrondissement, de groupe, de subdivision ou de bureau reçoivent les mêmes délégations de signature que celles accordées au directeur.

Tous les dossiers, avant expédition au destinataire, continueront à être enregistrés par le bureau du courrier après passage au secrétariat de la direction. Le circuit "arrivée" du courrier reste inchangé.

Art. 4.— En matière de gestion du personnel, les actes visés aux paragraphes 1-1, 1-2, 1-3 et 1-4 de l'article 2 ci-dessus pourront être signés en outre, dans la limite de leurs attributions et à l'exclusion des déplacements pour mission, par :

- M. Alberto Clark, chef de la subdivision des Marquises,
- M. Yves Kernivinen, chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Gaston Louis, adjoint au chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Loïc Lemoigne, chef de la subdivision des Australes ;
- M. Marcel Ahini, chef de la subdivision des phares et balises de l'arrondissement maritime,

pour les tournées dont la durée est inférieure à six (6) jours consécutifs effectuées par les agents de catégorie CC5, CC4, CC3 ou assimilés placés sous leur autorité.

- M. Ronald Cheneson, chef du groupe administratif central ;
- M. Christian Mariotti, chef de l'arrondissement bâtiment ;
- M. François Durgeat, chef de l'arrondissement infrastructure ;
- M. Corentin Le Moan, chef de l'arrondissement maritime par intérim et chef de la subdivision travaux maritimes de l'arrondissement maritime ;
- M. Jacky Tefaatau, chef du parc à matériel ;
- M. René Villot, chef du groupement études et gestion du domaine public,

pour les tournées dont la durée est inférieure à six (6) jours consécutifs effectuées par les agents placés sous leur autorité à l'exception des agents de 1re et de 2e catégorie et des agents du cadre métropolitain de grades similaires.

Art. 5.— Les opérations d'engagement, et de liquidation des dépenses imputées sur le budget local et la section locale du F.I.D.E.S. visées au 2-1 de l'article 2 ci-dessus, et jusqu'à concurrence de *cinq cent mille francs CFP* (500.000 F.CFP) seront exercées en outre, dans la limite de leurs attributions, par :

- M. Augustin Cadousteau, chef d'équipe d'exploitation des T.P.E.-C.E.A.P.F. à la subdivision territoriale de Tahiti ;
- M. Daniel Vahapata, chef de secteur de Huahine ;
- M. Charles Ebb, chef de secteur de Raiatea ;
- M. Georges Huioutu, chef de secteur de Tahaa ;
- M. Robert Lo Yat, chef de secteur de Bora Bora ;
- M. Jean Saucourt, chef de secteur de Hiva Oa ;
- M. Yvon Utia, chef de secteur de Rimatara ;
- M. Tamatoa Teinaore, chef de secteur de Raivavae ;
- M. Jacques Tematua, assistant technique T.P.E.-C.E.A.P.F. au groupement études et gestion du domaine public.

Art. 6.— Les opérations d'engagement et de liquidation des dépenses imputées sur le budget local et la section locale du F.I.D.E.S. visées au 2-1 de l'article 2 ci-dessus, seront exercées en outre, dans la limite de leurs attributions, en particulier pour les travaux sur mémoire et achats sur factures visées par l'article 47 du code des marchés publics, par :

- M. Ronald Cheneson, chef du groupe administratif central ;
- M. Viky Hunter, chargé du personnel au groupe administratif central ;
- M. Jacques Lo You, comptable au groupe administratif central ;
- Mme Chantal Tokoragi, responsable de la cellule informatique gestion au groupe administratif central ;
- M. Christian Mariotti, chef de l'arrondissement bâtiment ;
- M. Daniel Marchal, chef de la cellule assistance technique à l'arrondissement bâtiment ;
- M. Jean-Pierre Carlotti, chef du bureau d'études architecture ;
- M. Jean-Jacques Chanteau, chef de la subdivision travaux bâtiment ;
- M. Sine Wan Phook, chef de la subdivision des travaux bâtiment entretien ;
- M. François Durgeat, chef de l'arrondissement infrastructure ;
- M. Tehei Taiore, adjoint au chef de l'arrondissement infrastructure et chef du bureau d'études génie civil ;
- M. Hervé Coulomb, chef de la subdivision des aérodromes territoriaux ;
- M. Pierre Goyet, chef de la subdivision génie civil ;
- M. Nicky Maire, chef de la subdivision de Moorea ;
- M. Jonas Tahuaitu, chef de la subdivision territoriale de Tahiti ;
- M. Alberto Clark, chef de la subdivision des Marquises ;
- M. Corentin Le Moan, chef de l'arrondissement maritime par intérim et chef de la subdivision travaux maritimes de l'arrondissement maritime ;
- M. Eric Chapuis, chef du bureau d'études de l'arrondissement maritime ;
- M. Marcel Ahini, chef de la subdivision des phares et balises de l'arrondissement maritime ;
- M. Rudolphe Tumahai, adjoint au chef de la subdivision des phares et balises de l'arrondissement maritime ;
- M. Henri Grand, chef du bureau des expéditions ;
- M. Léonard Puputauki, chef du bureau de l'armement ;

- M. Fleury Guilloux, comptable et adjoint au chef du bureau de l'armement ;
- M. Yves Kernivinen, chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Gaston Louis, adjoint au chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Loïc Lemoigne, chef de la subdivision des îles Australes ;
- M. Jean-Marie Paofai, chef de la subdivision des Tuamotu-Gambier ;
- M. René Villot, chef du groupement études et gestion du domaine public ;
- M. Gilles Faana, directeur de l'école d'application des travaux publics par intérim ;
- M. Jacky Tefaata, chef du parc à matériel ;
- M. Patrick Mulliez, adjoint administratif au chef du parc à matériel.

Art. 7.— Les délivrances d'alignements visées au 3-1 de l'article 2 ci-dessus pourront être signées en outre, dans la limite de leurs attributions, par :

- M. François Durgeat, chef de l'arrondissement infrastructure ;
- M. Tehei Taiore, adjoint au chef de l'arrondissement infrastructure et chef du bureau d'études génie civil ;
- M. Gilbert Guido, chef de la cellule topographique ;
- M. Loïc Lemoigne, chef de la subdivision des îles Australes ;
- M. Yves Kernivinen, chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Gaston Louis, adjoint au chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Jean-Marie Paofai, chef de la subdivision des Tuamotu-Gambier ;
- M. Alberto Clark, chef de la subdivision des Marquises.

Art. 8.— Les autorisations ou permissions de voirie visées au 3-2 de l'article 2 ci-dessus pourront être signées en outre, dans la limite de leurs attributions, par :

- M. François Durgeat, chef de l'arrondissement infrastructure ;
- M. Tehei Taiore, adjoint au chef de l'arrondissement infrastructure et chef du bureau d'études génie civil ;
- M. Alberto Clark, chef de la subdivision des Marquises ;
- M. Loïc Lemoigne, chef de la subdivision des îles Australes ;
- M. Yves Kernivinen, chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Gaston Louis, adjoint au chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Jean-Marie Paofai, chef de la subdivision des Tuamotu-Gambier.

Art. 9.— Les autorisations d'organisation de manifestations sportives sur la voie publique visées au 3-3 et les autorisations de transports ou convois exceptionnels visés au 3-4 de l'article 2 ci-dessus pourront être signées en outre, dans la limite de leurs attributions, par :

- M. François Durgeat, chef de l'arrondissement infrastructure ;
- M. Tehei Taiore, adjoint au chef de l'arrondissement infrastructure et chef du bureau d'études génie civil ;
- M. Alberto Clark, chef de la subdivision des Marquises ;
- M. Loïc Lemoigne, chef de la subdivision des îles Australes ;
- M. Yves Kernivinen, chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Gaston Louis, adjoint au chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Jean-Marie Paofai, chef de la subdivision des Tuamotu-Gambier.

Art. 10.— Les autorisations d'extractions de sable, visées et définies au 4-1 de l'article 2 ci-dessus pourront être signées en outre pour des quantités inférieures ou égales à douze (12) mètres cubes, prélevées manuellement et à condition que ces matériaux soient utilisés exclusivement pour la construction de maisons individuelles, dans la limite de leurs attributions, par :

- M. René Villot, chef du groupement études et gestion du domaine public ;
- M. Alberto Clark, chef de la subdivision des Marquises ;
- M. Loïc Lemoigne, chef de la subdivision des îles Australes ;
- M. Yves Kernivinen, chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Gaston Louis, adjoint au chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Robert Lo Yat, chef de secteur de Bora Bora ;
- M. Daniel Vahapata, chef de secteur de Huahine ;
- M. Charles Ebb, chef de secteur de Raiatea ;
- M. Georges Huioutu, chef de secteur de Tahaa ;
- M. Jean Saucourt, chef de secteur de Hiva Oa ;
- M. Yvon Utia, chef de secteur de Rimatara ;
- M. Jean-Marie Paofai, chef de la subdivision des Tuamotu-Gambier ;
- M. Tamatoa Teinaore, chef de secteur de Raivavae.

Art. 11.— Les autorisations en matière de réglementation sur les explosifs visées et définies au 5° de l'article 2 ci-dessus pourront être signées en outre, dans la limite de leurs attributions, par :

- M. François Durgeat, chef de l'arrondissement infrastructure ;
- M. Tehei Taiore, adjoint au chef de l'arrondissement infrastructure et chef du bureau d'études génie civil.

Art. 12.— Les autorisations en matière de gestion portuaire visées au 6° et de balisage maritime visées au 7° de l'article 2 ci-dessus pourront être signées en outre, dans la limite de leurs attributions, par :

- M. Corentin Le Moan, chef de l'arrondissement maritime par intérim et chef de la subdivision des travaux maritimes de l'arrondissement maritime.

Art. 13.— Les autorisations en matière de balisage maritime visées au 7° de l'article 2 ci-dessus pourront être signées en outre, dans la limite de leurs attributions, par :

- M. Marcel Ahini, chef de la subdivision des phares et balises ;
- M. Rudolphe Tumahai, adjoint au chef de la subdivision des phares et balises.

Art. 14.— Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 1843 MEP du 25 avril 1995 portant délégation de signature aux agents de la direction de l'équipement.

Art. 15.— Le directeur de l'équipement par intérim est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 janvier 1996.
Gaston TONG SANG.

Par arrêté n° 427 MEP du 1er février 1996.— Est déconsignée, au profit de Mme Eriia Hareuta agissant comme mandataire de Mme Tirta Hareuta, une indemnité d'expropriation relative au lot n° 5 de la terre Hauverovero, d'un montant de 74.250 F CFP.

L'indemnité déconsignée sera versée au compte bancaire ouvert au nom de la bénéficiaire.

Par arrêté n° 428 MEP du 1er février 1996.— L'arrêté n° 5093 SEQ du 22 mai 1980 relatif à la déconsignation des indemnités accordées aux copropriétaires des terres Tunaiti 1, lot 1 et Tunaiti 2, lot 2 est complété comme suit :

Bénéficiaire	Montant F CFP
- M. Amota, Alexandre Hiriga.....	3.750

MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT, DE L'URBANISME ET DES TRANSPORTS

ARRETE n° 320 MAT du 29 janvier 1996 approuvant le modificatif du cahier des charges du lotissement Mahina Tahua Iti III correspondant au morcellement du lot n° 85 du lotissement à Mahina.

Le ministre de l'aménagement, de l'urbanisme et des transports,

.....
Arrête :

Article 1er.— Est autorisé, sous réserve des dispositions de l'article 3 ci-après, le morcellement du lot n° 85 du lotissement Mahina Tahua Iti III sis à Mahina.

Le lot n° 8 sera désormais composé de deux parcelles à usage privatif destinées à l'habitation :

- lot 85 A cadastré n° 188, section N, pour une superficie de 821 m² ;
- lot 85 B cadastré n° 189, section N, pour une superficie de 927 m².

Art. 2.— Le dossier modificatif enregistré au service de l'urbanisme (section "urbanisme opérationnel et construction") le 29 novembre 1995 sous le n° L/95-30 et composé comme suit :

- projet modificatif du cahier des charges du lotissement Mahina Tahua Iti III sous forme de courrier en date du 29 novembre 1995 ;
- plan de délimitation du lot 85 dressé par la S.C.P. Grand le 2 août 1995,

est approuvé.

Art. 3.— Après formalités de transcription à la conservation des hypothèques, un exemplaire du modificatif du cahier des charges du lotissement Mahina Tahua Iti III est déposé aux secrétariats :

- de la mairie de Mahina ;
- du service de l'urbanisme (section urbanisme opérationnel et construction).

Art. 4.— *Communication au public*

Le présent arrêté et le dossier correspondant sont mis à la disposition du public, conformément aux dispositions de l'article D 141-7 du code de l'aménagement de la Polynésie française, aux secrétariats :

- de la mairie de Mahina ;
- du service de l'urbanisme (section urbanisme opérationnel et construction).

Art. 5.— Le chef du service de l'urbanisme est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française, et notifié à l'intéressé.

Fait à Papeete, le 29 janvier 1996.
Patrick BORDET.

Par arrêté n° 426 MAT du 31 janvier 1996.— A titre exceptionnel et par dérogation aux dispositions de l'arrêté n° 36 CM du 14 janvier 1994 complété et modifié, le navire Kura Ora, affrété par la société Tahiti Perles, est autorisé à desservir les îles de Marutea Sud et Rikitea du 31 janvier au 15 février 1996.

ACTES MUNICIPAUX

COMMUNE DE PAEA

ARRETE MUNICIPAL n° 30-95 du 20 décembre 1995 fixant la limitation de vitesse sur les voies communales de Tiapa et Papehue.

Le maire de la commune de Paea, île de Tahiti,

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création de communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 portant notamment application de la loi n° 77-1460 susvisée ;

Vu l'article L. 131-3 du code des communes de Polynésie française ;

Vu le code de la route ;

Considérant : compte tenu de la faible largeur de ces voies, de leur encombrement, de leur fréquentation par de nombreux piétons, etc., de fixer la limitation de vitesse ;

Que cette limitation doit affecter tous les engins à moteur,

Arrête :

Article 1er.— Les véhicules énumérés ci-après :

- engins à moteur à deux roues ;
- véhicules touristes ou utilitaires d'un poids total en charge de moins de 3,500 kg ;
- véhicules poids lourds ou de transport en commun,

ne devront pas, sur les voies communales ci-après : route de Tiapa et route de Papehue, circuler à une vitesse supérieure à 30 km/h.

Art. 2.— En vue d'assurer l'exécution du présent arrêté, les mesures de signalisation nécessaires seront prises par le service technique de la voirie en conformité avec le code de la route.

Art. 3.— Les panneaux de signalisation nécessaires seront apposés pour permettre l'application des présentes dispositions.

Art. 4.— La police municipale et la gendarmerie seront chargées de faire respecter le présent arrêté qui sera publié et affiché partout où besoin sera.

Fait à Paea, le 20 décembre 1995.
Jacquie GRAFFE.

Subdivision des îles du Vent.

Vu le 26 janvier 1996.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le chef de subdivision,

Jean-François DELAGE.

ARRETE MUNICIPAL n° 31-95 du 20 décembre 1995 implantant des panneaux "Stop" aux routes de Tiapa et de Papehue.

Le maire de la commune de Paea, île de Tahiti,

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création de communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 portant notamment application de la loi n° 77-1460 susvisée ;

Vu l'article L. 131-3 du code des communes de Polynésie française ;

Vu le code de la route ;

Considérant que pour améliorer la sécurité des routes de Tiapa et Papehue à leurs intersections avec la route de ceinture, il y a lieu de faire marquer un temps d'arrêt à ces carrefours aux véhicules circulant sur les voies de Tiapa et de Papehue,

Arrête :

Article 1er.— Tous les véhicules empruntant les routes de Tiapa et de Papehue devront, à l'intersection de ces voies, marquer un temps d'arrêt et céder le passage aux véhicules circulant sur la route de ceinture.

Art. 2.— Un panneau "Stop", type A-B 4, sera implanté sur les routes de Tiapa et de Papehue à leurs intersections avec la route de ceinture. Il sera également placé sur les routes de Tiapa et Papehue un signal avancé, type A-B 5, pour prévenir les usagers de l'obligation de l'arrêt à l'intersection.

Art. 3.— Les panneaux de signalisation nécessaires seront apposés pour permettre l'application des présentes dispositions.

Art. 4.— La police municipale ainsi que la gendarmerie seront chargées de faire respecter le présent arrêté qui sera publié, enregistré et affiché partout où besoin sera.

Fait à Paea, le 20 décembre 1995.
Jacquie GRAFFE.

Subdivision des îles du Vent.

Vu le 26 janvier 1996.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le chef de subdivision,
Jean-François DELAGE.

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRETE MINISTERIEL du 19 décembre 1995 portant modification de l'arrêté du 23 novembre 1987 relatif à la sécurité des navires.

Le ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme,

Vu la convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, faite à Londres le 1er novembre 1974, telle qu'amendée le 24 mai 1994, et plus particulièrement ses chapitres IX et XI ;

Vu la directive 94/57/CE du 22 novembre 1994 établissant des règles et normes communes concernant les organismes habilités à effectuer l'inspection et la visite des navires et les activités pertinentes des administrations maritimes ;

Vu le décret n° 84-810 du 30 août 1984 modifié relatif à la sauvegarde de la vie humaine en mer, à l'habitabilité à bord des navires et à la prévention de la pollution ;

Vu l'arrêté du 23 novembre 1987 modifié relatif à la sécurité des navires ;

Vu les avis de la Commission centrale de sécurité en date des 5 septembre et 7 novembre 1995,

Arrête :

Article 1er.— Pour permettre, dans l'arrêté du 23 novembre 1987 modifié susvisé, la mise en conformité des fonctions d'inspection et de visite des navires imparties aux sociétés de classification agréées ou reconnues, y compris en ce qui concerne la mise en œuvre du code international de gestion de la sécurité, avec les prescriptions de la directive 94/57/CE du 22 novembre 1994, les divisions 110, 120, 130 et 221 sont amendées et une division 250 « Gestion pour la sécurité de l'exploitation des navires et la prévention de la pollution » est ajoutée. Ces modifications ainsi que diverses mesures concernant ces divisions figurent dans l'annexe (I) au présent arrêté.

Art. 2.— Les dispositions prévues dans la division 250 concernant l'application du code international de gestion de la sécurité n'auront force obligatoire qu'aux dates et conditions qui seront fixées respectivement dans le règlement (CE) du Conseil concernant la gestion de la sécurité des transbordeurs rouliers à passagers et le chapitre IX de la convention Solas.

Néanmoins, sur une base volontaire, les compagnies pourront demander à l'administration la délivrance des attestations de conformité et des certificats de gestion de la sécurité par application de ces dispositions à partir :

- de la publication du présent arrêté pour les compagnies exploitant des navires qui devraient en être munis au plus tard le 1er juillet 1996 par application du règlement (CE) du Conseil concernant la gestion de la sécurité des transbordeurs rouliers à passagers ;
- du 1er juillet 1996 pour les compagnies exploitant des navires qui devraient en être munis au plus tard le 1er juillet 1998 par application du chapitre IX de la convention Solas ;
- du 1er juillet 1998 pour les compagnies exploitant des navires qui devraient en être munis au plus tard le 1er juillet 2002 par application du chapitre IX de la convention Solas.

Art. 3.— Le texte de l'article 2 de l'arrêté du 2 mai 1995 portant modification de l'arrêté du 23 novembre 1987 est remplacé par :

« Les articles 140-0.03 et 140-0.04 de l'ancienne division 140 relative aux sociétés de classification restent en application jusqu'au 31 décembre 1996. »

Art. 4.— Toutes dispositions contraires au présent arrêté sont abrogées.

Art. 5.— Le directeur des ports et de la navigation maritimes est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 décembre 1995.

Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur des ports
et de la navigation maritimes :
L'ingénieur en chef de l'armement,
G. CADET.

(1) D'ici à la parution d'une nouvelle édition du règlement sur la sécurité des navires, l'annexe pourra être obtenue auprès du ministère de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme (bibliothèque), 3, place de Fontenoy, 75700 Paris 07 SP (téléphone : 44.49.82.23).

ARRETE MINISTERIEL du 20 décembre 1995 portant modification de l'arrêté du 23 novembre 1987 relatif à la sécurité des navires.

Le ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme,

Vu la directive 93/103/CE du 23 novembre 1993 concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé au travail à bord des navires de pêche ;

Vu le décret n° 84-810 du 30 août 1984 modifié relatif à la sauvegarde de la vie humaine en mer, à l'habitabilité à bord des navires et à la prévention de la pollution ;

Vu l'arrêté du 23 novembre 1987 modifié relatif à la sécurité des navires ;

Vu les avis de la Commission centrale de sécurité en date des 5 septembre et 7 novembre 1995,

Arrête :

Article 1er.— Les divisions 214, 226 et 227 du règlement annexé à l'arrêté du 23 novembre 1987 susvisé sont modifiées comme indiqué dans les annexes (1) I et II au présent arrêté.

Art. 2.— Les modifications fixées par l'annexe I sont applicables aux navires construits le 23 novembre 1995 ou après cette date.

Art. 3.— Les dispositions de l'annexe II prennent effet à compter du 1er janvier 1996.

Art. 4.— Avant le 23 novembre 2002, tout navire de pêche d'une longueur entre perpendiculaires égale ou supérieure à 18 mètres, construit avant le 23 novembre 1995, doit répondre aux dispositions de l'annexe I, à l'exception de l'article 214-2.16 (§ 1), qui n'est applicable que dans la mesure du possible, et des articles 214-2.18 et 226-2.27 (§ 2).

Art. 5.— Avant le 23 novembre 2002, tout navire de pêche d'une longueur entre perpendiculaires égale ou supérieure à 18 mètres, construit avant le 1er octobre 1990, doit, en outre, répondre aux articles suivants : 226-2.19, 226-2.21 à 226-2.24, 226-2.26, 226-4.12, 226-4.32, 226-4.33, 226-5.01, 226-5.03 et 226-6.18.

Art. 6.— Toutes dispositions contraires au présent arrêté sont abrogées.

Art. 7.— Le directeur des ports et de la navigation maritimes est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 décembre 1995.

Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur des ports
et de la navigation maritimes :
L'ingénieur en chef de l'armement,
G. CADET.

(1) D'ici à la parution d'une nouvelle édition du règlement sur la sécurité des navires, les annexes pourront être obtenues auprès du ministère de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme (bibliothèque), 3, place de Fontenoy, 75700 Paris 07 SP (téléphone : 44.49.82.23).

ARRETE MINISTERIEL du 28 décembre 1995 portant approbation du programme d'enquêtes statistiques des services publics pour 1996.

Le ministre de l'économie et des finances,

Vu la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 modifiée sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistique ;

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu le décret n° 84-628 du 17 juillet 1984 modifié fixant les attributions, la composition et le fonctionnement du Conseil national de l'information statistique et portant application de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 modifiée sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistique ;

Vu le décret n° 92-1129 du 2 octobre 1992 portant approbation des nomenclatures d'activités et de produits ;

Vu l'arrêté du 10 janvier 1994 modifié portant création au sein du Conseil national de l'information statistique d'un comité du label des enquêtes statistiques ;

Vu l'avis du comité du label ;

Sur proposition du Conseil national de l'information statistique,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvé le programme d'enquêtes statistiques des services publics et des autres services producteurs d'information statistique pour 1996, établi comme suit par le Conseil national de l'information statistique :

Programme d'enquêtes statistiques
des services publics pour 1996

1. Enquêtes d'intérêt général et obligatoires
*Ministère de l'intérieur, ministère de l'outre-mer,
ministère de l'économie et des finances,*

*Institut national de la statistique et des études économiques
et Institut territorial de statistique de la Polynésie française*

* Recensement général de la population du territoire de Polynésie française.

Recensement exhaustif, par enquêteurs, de la population et des logements. Avril 1996. (1)

* Enquête nouvelle, renouvelée ou enquête de périodicité supérieure à l'année.

(1) Les activités sont précisées par référence à la Nomenclature d'activité française (N.A.F.).

Art. 2.— Le directeur général de l'Institut national de la statistique et des études économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 28 décembre 1995.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur général de l'Institut national de la statistique
et des études économiques,
P. CHAMPSAUR.*

ARRETE INTERMINISTERIEL du 29 décembre 1995 modifiant l'arrêté du 9 mars 1990 fixant les conditions d'établissement et de perception de la redevance pour services terminaux de la circulation aérienne.

Le ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme et le ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement,

Vu le code de l'aviation civile, et notamment ses articles R. 134-4 à R.134-6 ;

Vu la loi n° 84-1208 du 29 décembre 1984 portant loi de finances pour 1985, notamment son article 57 ;

Vu la loi n° 90-1168 du 29 décembre 1990 portant loi de finances pour 1991, notamment son article 125 ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 86-620 du 14 mars 1986 relatif aux créances de l'Etat mentionnées à l'article 80 du décret du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu l'arrêté du 9 mars 1990 modifié fixant les conditions d'établissement et de perception de la redevance pour services terminaux de la circulation aérienne,

Arrêtent :

Article 1er.— Le premier alinéa de l'article 5 de l'arrêté du 9 mars 1990 susvisé est modifié comme suit :

« Taux unitaire applicable aux vols au départ des aérodromes de Fort-de-France - Le Lamentin, Pointe-à-Pitre - Le Raizet, Cayenne-Rochambeau, Saint-Denis - Gillot, Nouméa-La Tontouta et Tahiti-Faaa : 36,68 F par unité de service ;

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 décembre 1995.

*Le ministre de l'équipement, du logement,
des transports et du tourisme,
Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur général
de l'aviation civile :
Le directeur de la navigation aérienne,
P. JAUQUARD.*

*Le ministre délégué au budget,
porte-parole du Gouvernement,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur du budget,
C. BLANCHARD-DIGNAC.*

ARRETE INTERMINISTERIEL du 29 décembre 1995 portant institution d'une régie de recettes et d'une régie d'avances auprès du centre pénitentiaire de Faaa Nuutania (Polynésie française).

Le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement,

Vu la loi organique, n° 94-499 du 21 juin 1994 relative au transfert à l'Etat des compétences du territoire de la Polynésie française en matière pénitentiaire ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment l'article 18 ;

Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976 ;

Vu le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies d'avances et aux régies de recettes des organismes publics ;

Vu l'arrêté du 20 juillet 1992 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;

Vu l'arrêté du 20 juillet 1992 relatif au montant par opération des dépenses de matériel et de fonctionnement payables par l'intermédiaire d'un régisseur d'avances ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu la convention du 30 décembre 1994 entre l'Etat français et le territoire de la Polynésie française relative au transfert des compétences en matière pénitentiaire,

Arrêtent :

TITRE I^{er}

RÉGIE DE RECETTES

Art. 1^{er}. — Il est institué auprès du centre pénitentiaire de Nuutania (Polynésie française) une régie de recettes pour l'encaissement des produits suivants :

Remboursement de services rendus (concession MOP), produits du restaurant administratif du personnel et des télécartes (point phone), ventes de la cantine, fonds remis à l'incarcération par les détenus, aides financières par des tiers, produit de la main-d'œuvre pénale, pensions de retraite, indemnités diverses des détenus.

Art. 2. — Les recettes prévues à l'article qui précède sont encaissées par le régisseur et versées au trésorier-payeur général de la Polynésie française, dans les conditions prévues aux articles 7 et 9 du décret du 20 juillet 1992 susvisé, sous réserve de l'application des dispositions de l'article 7 ci-après.

Elles sont imputées au compte : « Reversements de fonds sur dépenses des ministères à annuler ».

TITRE II

RÉGIE D'AVANCES

Art. 3. — Il est institué auprès du centre pénitentiaire de Nuutania une régie d'avances pour le paiement des dépenses suivantes :

Achats de la cantine, secours aux familles, frais d'études, frais de justice, rémunération des personnels payés sur une base horaire et charges afférentes, hors du champ d'application du décret n° 65-845 du 4 octobre 1965, secours urgents et exceptionnels, frais de mission et de stage, y compris les avances sur ces frais.

Le montant maximum des menues dépenses de matériel susceptibles d'être payées par la régie d'avances est fixé à 90 000 F CFP par opération.

Art. 4. — Le montant de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 6 300 000 F CFP.

Art. 5. — Le régisseur remet à l'ordonnateur les pièces justificatives des dépenses payées dans le délai maximum de quinze jours à compter de la date de paiement.

TITRE III

DISPOSITIONS COMMUNES

Art. 6. — Les fonctions de régisseur de recettes et de régisseur d'avances peuvent être confiées à un même agent.

Art. 7. — Le montant maximum autorisé de l'encaisse est fixé à 600 000 F CFP.

Art. 8. — Le régisseur est nommé par arrêté ministériel du garde des sceaux, ministre de la justice. Cette décision de nomination sera notifiée à l'ordonnateur dont relève le régisseur ainsi qu'au comptable assignataire.

Le régisseur est tenu de constituer un cautionnement pour le montant fixé dans son arrêté de nomination. Il pourra prétendre au bénéfice de l'indemnité de responsabilité fixée par l'arrêté du 28 mai 1993 susvisé.

Art. 9. — Le chef d'établissement de Taohae îles Marquises est désigné sous-régisseur et dispose d'une caisse d'avance de 50 000 F CFP.

Art. 10. — Toutes dispositions contraires au présent arrêté sont abrogées.

Art. 11. — Le directeur de l'administration pénitentiaire au ministère de la justice et le directeur de la comptabilité publique au ministère de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 décembre 1995.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du chef de service
à la direction de l'administration pénitentiaire :

Le sous-directeur,
J.-L. PÉROL.

Le ministre délégué au budget,
porte-parole du Gouvernement,
Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur
de la comptabilité publique :
Le sous-directeur,
P.-L. MARIEL.

ARRETE INTERMINISTERIEL du 29 décembre 1995 portant institution d'une régie de recettes et d'une régie d'avances auprès de la maison d'arrêt de Uturoa Raiatea (Polynésie française).

Le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement,

Vu la loi organique n° 94-499 du 21 juin 1994 relative au transfert à l'Etat des compétences du territoire de la Polynésie française en matière pénitentiaire ;

Vu la loi n° 84 820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 62 1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment l'article 18 ;

Vu le décret n° 66 850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976 ;

Vu le décret n° 92 681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies d'avances et aux régies de recettes des organismes publics ;

Vu l'arrêté du 20 juillet 1992 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;

Vu l'arrêté du 20 juillet 1992 relatif au montant par opération des dépenses de matériel et de fonctionnement payables par l'intermédiaire d'un régisseur d'avances ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu la convention du 30 décembre 1994 entre l'Etat français et le territoire de la Polynésie française relative au transfert des compétences en matière pénitentiaire,

Arrêtent :

TITRE I^{er}

RÉGIE DE RECETTES

Art. 1^{er}. — Il est institué auprès de la maison d'arrêt de Uturoa Raiatea (Polynésie française) une régie de recettes pour l'encaissement des produits suivants :

Remboursement de services rendus (concessions MOP), produits du restaurant administratif du personnel et des télécartes (point phone), ventes de la cantine, fonds remis à l'incarcération par les détenus, aides financières par des tiers, produit de la main-d'œuvre pénale, pensions de retraite, indemnités diverses des détenus.

Art. 2. — Les recettes prévues à l'article qui précède sont encaissées par le régisseur et versées au trésorier-payeur général de la Polynésie française, dans les conditions prévues aux articles 7 et 9 du décret du 20 juillet 1992 susvisé, sous réserve de l'application des dispositions de l'article 7 ci-après.

Elles sont imputées au compte : « Reversements de fonds sur dépenses des ministères à annuler ».

TITRE II

RÉGIE D'AVANCES

Art. 3. — Il est institué auprès de la maison d'arrêt de Uturoa Raiatea une régie d'avances pour le paiement des dépenses suivantes :

Achats de la cantine, secours aux familles, frais d'études, frais de justice, rémunération des personnels payés sur une base horaire et charges afférentes, hors du champ d'application du décret n° 65-845 du 4 octobre 1965, secours urgents et exceptionnels, frais de mission et de stage, y compris les avances sur ces frais.

Le montant maximum des menues dépenses de matériel susceptibles d'être payées par la régie d'avances est fixé à 90 000 F CFP par opération.

Art. 4. — Le montant de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 670 000 F CFP.

Art. 5. — Le régisseur remet à l'ordonnateur les pièces justificatives des dépenses payées dans le délai maximum de quinze jours à compter de la date de paiement.

TITRE III

DISPOSITIONS COMMUNES

Art. 6. - Les fonctions de régisseur de recettes et de régisseur d'avances peuvent être confiées à un même agent.

Art. 7. - Le montant maximum autorisé de l'encaisse est fixé à 200 000 F CFP.

Art. 8. - Le régisseur est nommé par arrêté ministériel du garde des sceaux, ministre de la justice. Cette décision de nomination sera notifiée à l'ordonnateur dont relève le régisseur ainsi qu'au comptable assignataire.

Le régisseur est tenu de constituer un cautionnement pour le montant fixé dans son arrêté de nomination. Il pourra prétendre au bénéfice de l'indemnité de responsabilité fixée par l'arrêté du 28 mai 1993 susvisé.

Art. 9. - Toutes dispositions contraires au présent arrêté sont abrogées.

Art. 10. - Le directeur de l'administration pénitentiaire au ministère de la justice et le directeur de la comptabilité publique au ministère de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 décembre 1995,

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du chef de service
à la direction de l'administration pénitentiaire :

Le sous-directeur,
J.-L. PÉROL

Le ministre délégué au budget,
porte-parole du Gouvernement,
Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur
de la comptabilité publique :

Le sous-directeur,
P.-L. MARIEL

ARRETE MINISTERIEL du 8 janvier 1996 portant modification de l'arrêté du 23 novembre 1987 relatif à la sécurité des navires.

Le ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme,

Vu le décret n° 84-810 du 30 août 1984 modifié relatif à la sauvegarde de la vie humaine en mer, à l'habitabilité à bord des navires et à la prévention de la pollution ;

Vu l'arrêté du 23 novembre 1987 modifié relatif à la sécurité des navires ;

Vu les avis de la commission centrale de sécurité en dates des 10 mai 1994, 7 juin 1994 et 7 février 1995,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Les navires naviguant sous pavillon français et effectuant des transports de combustible nucléaire irradié, de plutonium ou de déchets fortement radioactifs en fûts doivent satisfaire aux dispositions du Recueil de règles pratiques pour la sécurité du transport de combustible nucléaire irradié, de plutonium et de déchets fortement radioactifs en fûts à bord des navires, adopté le 4 novembre 1993 par la résolution A 748(18) de l'Organisation maritime internationale (1).

Art. 2. - Les divisions 221 (Navires de jauge brute égale ou supérieure à 500), 222 (Navires de charge de jauge brute inférieure à 500) et 223 (Navires à passagers de jauge brute inférieure à 500) du règlement annexé à l'arrêté du 23 novembre 1987 modifié relatif à la sécurité des navires sont modifiées comme suit :

1. L'alinéa suivant est ajouté en fin du paragraphe 1 de l'article 221-8.1 S :

« De plus, pour les navires effectuant des transports de combustible nucléaire irradié, de plutonium ou de déchets fortement radioactifs en fûts, il est fait application du Recueil de règles pratiques pour la sécurité du transport de combustible nucléaire irradié, de plutonium et de déchets fortement radioactifs en fûts à bord des navires, adopté le 4 novembre 1993 par la résolution A 748(18) de l'O.M.I. »

2. Il est ajouté les articles 222-1.06 et 222-4.16 suivants :

« Article 222-1.06

« *Transport de marchandises dangereuses*

« Tous les navires neufs et existants effectuant des transports de marchandises dangereuses sont soumis aux dispositions du chapitre 221-8. »

« Article 222-4.16

« *Transport de marchandises dangereuses*

« Tous les navires neufs construits à partir du 1^{er} février 1992 et effectuant des transports de marchandises dangereuses doivent satisfaire aux dispositions pertinentes de l'article 221-4.54 S. »

3. Il est ajouté les articles 223-1.05 et 223-4.12 suivants :

« Article 223-1.05

« *Transport de marchandises dangereuses*

« Tous les navires neufs et existants effectuant des transports de marchandises dangereuses sont soumis aux dispositions du chapitre 221-8. »

« Article 223-4.12

« *Transport de marchandises dangereuses*

« Tous les navires neufs et existants effectuant des transports de marchandises dangereuses doivent satisfaire aux dispositions pertinentes de l'article 221-4.54 S dans les conditions fixées à l'article 221-4.01 S. »

Art. 3. - Toutes dispositions contraires au présent arrêté sont abrogées.

Art. 4. - Le directeur des ports et de la navigation maritimes est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 8 janvier 1996.

Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur des ports
et de la navigation maritimes :
L'ingénieur en chef de l'armement,
G. CADET

(1) Le Recueil de règles pratiques pour la sécurité du transport de combustible nucléaire irradié, de plutonium et de déchets fortement radioactifs en fûts à bord des navires annexé à la résolution A 748(18) de l'Organisation maritime internationale peut être obtenu sur demande adressée au ministère de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme (bibliothèque), 3, place de Fontenoy, 75700 Paris 07 SP (téléphone : 44-49-82-23).

ORDONNANCE n° 1 ORD/PPI du 19 janvier 1996.

Nous, Jean-Pierre Pierangeli, président du tribunal de première instance de Papeete (Tahiti),

Vu le décret n° 66-862 du 22 novembre 1966 relatif à la révision des listes électorales dans les territoires d'outre-mer ;

Vu les dispositions des articles L. 16 et L. 17 du code électoral ;

Vu les dispositions de l'ordonnance n° 30 ORD/PPI du 19 septembre 1995, notamment dans la désignation de M. Tetauru Faremata, pour nous représenter à Amanu, commune de Hao ;

Vu le décès de ce dernier ;

Vu la proposition de M. l'administrateur des îles Tuamotu-Gambier en date du 12 janvier 1996 de la candidature de M. Tetauru François, né le 11 octobre 1967 à Hao, cultivateur, en remplacement de celle de M. Tetauru Faremata, décédé,

Désignons M. Tetauru François, en qualité de représentant du président du tribunal de première instance de Papeete au sein de la commission administrative, chargée de la révision des listes électorales dans la subdivision administrative des îles Tuamotu-Gambier, bureau de vote de Amanu, commune de Hao, en remplacement de M. Tetauru Faremata, décédé.

Fait en notre cabinet, à Papeete, le 19 janvier 1996.

Le président,
Jean-Pierre PIERANGELI.

Avis d'ouverture du concours d'admission en première année des cinq écoles de la banque d'épreuves Ecrimage (session de 1996)

CONCOURS D'ADMISSION EN PREMIÈRE ANNÉE SUR PROGRAMMES DES CLASSES PRÉPARATOIRES AU HAUT ENSEIGNEMENT COMMERCIAL ET CLASSES PRÉPARATOIRES LITTÉRAIRES

Les épreuves écrites du concours d'admission aux E.S.C. de Bordeaux, Marseille, Reims, Rouen et à l'I.C.N. de Nancy auront lieu les 20 mai, 21 mai et 22 mai 1996 dans les centres suivants : Amiens, Annecy, Besançon, Bordeaux, Brest, Caen, Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble, Le Havre, Lille, Limoges, Lyon, Marseille, Metz, Montpellier, Mulhouse, Nancy, Nantes, Nice, Orléans, Papeete (Tahiti), Paris, Pau, Pointe-à-Pitre (Guadeloupe), Poitiers, Rabat (Maroc), Reims, Rennes, Rouen, Saint-Denis (Réunion), Saint-Etienne, Strasbourg, Toulon, Toulouse, Tours, Versailles.

Selon les circonstances, certains centres pourront être fermés, d'autres ouverts.

Les épreuves orales d'entretien auront lieu du 18 juin au 13 juillet 1996 au siège de chaque école :

Ecole supérieure de commerce de Bordeaux, 680, cours de la Libération, 33405 Talence ;

Ecole supérieure de commerce de Marseille-Provence, domaine de Luminy, B.P. 911, 13288 Marseille Cedex 9 ;

Ecole supérieure de commerce de Reims, 59, rue Pierre-Taittinger, B.P. 302, 51061 Reims Cedex ;

Ecole supérieure de commerce de Rouen, boulevard André-Siegfried, B.P. 188, 76136 Mont-Saint-Aignan Cedex ;

Institut commercial de Nancy, pôle lorrain de gestion, 13, rue Michel-Ney, 54037 Nancy Cedex.

Les épreuves orales de langues auront lieu dans les centres suivants : Bordeaux, Marseille, Nancy, Paris, Reims et Rouen.

Le nombre des places mises au concours de 1996 est fixé à :

Bordeaux : 170 ;

Marseille : 170 ;

Reims : 220 ;

Rouen : 200 ;

Nancy : 150.

Les dossiers d'inscription seront reçus au siège de chaque école ou au siège administratif d'Ecrimage, 74, avenue Marceau, 75008 Paris, jusqu'au 9 février 1996, dernier délai.

**DECRET du 30 décembre 1995
portant promotion et nomination.**

Par décret du Président de la République en date du 30 décembre 1995, pris sur le rapport du Premier ministre et

des ministres et visé pour son exécution par le grand chancelier de la Légion d'honneur, vu les déclarations du conseil de l'ordre portant que les présentes promotions et nominations sont faites en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, sont promus ou nommés, pour prendre rang à compter de la date de leur réception dans leur grade :

Grande chancellerie de la Légion d'honneur

.....
Outre-mer

Au grade d'officier

.....
M. Perès (Jean), secrétaire général du Gouvernement de la Polynésie française. Chevalier du 17 avril 1987.

.....
Ministère de la justice

.....
Au grade de chevalier

.....
M. Couret (Pierre, Jean-Baptiste, Jules), procureur général près la cour d'appel de Papeete ; 26 ans de services civils et militaires.

ARRETE MINISTERIEL du 7 décembre 1995 fixant les dates des épreuves écrites des premier et deuxième concours d'entrée à l'Ecole normale supérieure en 1996.

Par arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche en date du 7 décembre 1995, les épreuves écrites des concours d'entrée à l'Ecole normale supérieure sont fixées en 1996 aux dates et heures ci-après :

PREMIER CONCOURS

Section des lettres

Groupe Lettres A/L

Epreuves communes

Le 20 mai :

De 9 heures à 15 heures. - Composition de philosophie.

Le 21 mai :

De 9 heures à 13 heures. - Version latine ou version grecque.

Le 22 mai :

De 9 heures à 15 heures. - Composition de français.

Le 23 mai :

De 9 heures à 13 heures. - Version de langue vivante étrangère.

Le 28 mai :

De 9 heures à 15 heures. - Composition d'histoire contemporaine.

Epreuve à option au choix du candidat

Le 29 mai :

De 9 heures à 14 heures. - Version latine et court thème ;

De 9 heures à 13 heures. - Commentaire d'un texte philosophique ;

De 9 heures à 15 heures. - Version de langue vivante étrangère et court thème ;

De 9 heures à 13 heures. - Commentaire d'un texte français ;

DEUXIÈME CONCOURS

Groupe des disciplines scientifiques F/S

Epreuves communes avec le deuxième concours d'entrée à l'Ecole normale supérieure de Lyon.

Le 22 mai :

De 14 heures à 17 heures. – Mathématiques.

Le 23 mai :

De 9 heures à 12 heures. – Physique ;

De 14 heures à 17 heures. – Chimie.

Le 24 mai :

De 9 heures à 12 heures. – Biologie-Biochimie ;

De 14 heures à 17 heures. – Géosciences.

Les candidats au premier concours subiront les épreuves écrites au siège de l'académie où ils se seront fait inscrire. En outre, des centres d'épreuves écrites seront organisés à Angers, La Flèche, Brest, Papeete, Pointe-à-Pitre, Rabat, Saint-Etienne, Tours et Tunis.

Les candidats au deuxième concours subiront les épreuves écrites au centre unique de Paris.

(1) Epreuve commune avec le concours d'entrée à l'Ecole normale supérieure de Lyon.

(2) Epreuve commune avec le concours d'entrée à l'Ecole normale supérieure de Cachan.

(3) Epreuve commune avec les concours d'entrée aux écoles normales supérieures de Lyon et de Cachan.

(4) Epreuve commune avec les concours d'entrée aux écoles normales supérieures de Fontenay - Saint-Cloud et de Cachan.

(5) Epreuve commune avec le concours d'entrée à l'Ecole normale supérieure de Fontenay - Saint-Cloud.

ARRETES MINISTERIELS du 29 décembre 1995 portant nomination (régisseurs d'avances et de recettes).

Par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice, en date du 29 décembre 1995, est désignée en qualité de régisseur d'avances et de recettes au centre pénitentiaire de Fa'a Nuuatania (Polynésie française) : Mme Cheung (Ilda), adjoint administratif.

Par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice, en date du 29 décembre 1995, est désigné en qualité de régisseur d'avances et de recettes à la maison d'arrêt de Uturoa Raiatea (îles Sous-le-Vent) (Polynésie française) : M. Tinorua (Salhin), premier surveillant.

ARRETE MINISTERIEL du 9 janvier 1996 fixant les dates des élections au conseil central de la section F de l'ordre national des pharmaciens (territoires d'outre-mer).

Par arrêté du ministre délégué à l'outre-mer en date du 9 janvier 1996, les élections en vue du renouvellement partiel des membres du conseil central de la section F de l'ordre national des pharmaciens auront lieu le 26 mars 1996 pour les représentants métropolitains des deux sous-sections géographiques de ladite section.

Il sera tenu compte pour l'établissement de la liste électorale des pharmaciens inscrits au tableau de la section F à la date du 1er février 1996.

ARRETE INTERMINISTERIEL du 18 janvier 1996 autorisant au titre de l'année 1995 l'ouverture de concours pour le recrutement de greffiers du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française (femmes et hommes).

Par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation en date du 18 janvier 1996, est autorisée au

titre de l'année 1995 l'ouverture de deux concours pour le recrutement de greffiers du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française (femmes et hommes).

Le nombre total des places offertes aux concours est fixé à sept.

Ces places sont réparties de la manière suivante :

- concours externe prévu à l'article 5 (1°) du décret n° 95-720 du 9 mai 1995 modifiant le décret n° 92-414 du 30 avril 1992 portant statut de ces agents : quatre places ;
- concours interne prévu à l'article 5 (2°) du même décret : trois places.

Les dossiers seront retirés puis déposés ou envoyés par pli recommandé jusqu'au 16 février 1996 inclus, délai de rigueur, le cachet de la poste faisant foi, auprès des services du procureur général de la cour d'appel de Papeete.

La date des épreuves, la désignation des membres du jury ainsi que la liste des candidats admis à concourir feront l'objet d'arrêtés du garde des sceaux, ministre de la justice.

Liste d'aptitude spéciale aux fonctions de conseiller de cour d'appel du second grade du 1er janvier 1996.

M. Robail (Franck), juge (Papeete).

Arrêtée le 21 novembre 1995.

*Le premier président de la Cour de cassation,
président de la commission d'avancement,
P. DRAL.*

ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES

SERVICE DE L'URBANISME

AVIS OFFICIEL N° L/96-2 MAT.AU

Le service de l'urbanisme a été saisi par Mme Marie-Paule Rauzy, épouse Galenon Patrick, d'une demande d'autorisation de lotir en 23 lots sur la terre Atimutimu, cadastrée n° 883, section A2, sise dans la commune de Rangiroa.

Conformément aux prescriptions de l'arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961 déterminant les modalités d'application du titre II de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961, en ce qui concerne les groupes d'habitations et les lotissements et, en particulier, en son article 5, tout propriétaire riverain pourra déposer ou adresser ses observations au service de l'urbanisme (section "urbanisme opérationnel et construction", téléphone : 46.80.28) où les dossiers peuvent être consultés.

Les observations et avis seront reçus pendant un mois à compter de la date de la présente publication.

Fait à Papeete, le 26 janvier 1996.
Pour le ministre et par délégation :
*Le chef du service de l'urbanisme,
Paul DANTU.*

**ETAT RECAPITULATIF
DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS
DE LA COMMUNE DE ARUE
POUR LE MOIS DE JANVIER 1996**

Travaux autorisés le 2 janvier 1996

N° 95-1245-1, M. et Mme Bernard Meret, parcelle cadastrée 137, section H (lot 196 du lotissement Erima, îlot A), 1 maison d'habitation.

**ETAT RECAPITULATIF
DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS
DE LA COMMUNE DE PIRAE
POUR LE MOIS DE JANVIER 1996**

Travaux autorisés le 2 janvier 1996

N° 95-1130-1, M. Henri Sangué, lot 3 du lotissement "Les Vinis", 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 8 janvier 1996

N° 95-1111-2, commune de Pirae, école primaire et maternelle du Taaone, rénovation de la charpente et de la couverture ;

N° 95-1231-1, succession de Mme Marthe Servant, veuve Coppenrath, parcelle cadastrée 273, section D (parcelle terre Vaiaa I, partie), en face du stade de Fautaua, 1 maison d'habitation ;

N° 95-1305-1, Mlle Marie Line Temarii, parcelle cadastrée 21, section N (parcelle lot 1, terre Purua), route de l'Hyppodrome, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 26 janvier 1996

N° 95-1181-2, M. et Mme Benjamin Tchang, parcelle cadastrée 17, section N (lot 2, terre Purua), près du cimetière, extension et ajout 1 étage d'1 bâtiment d'habitation ;

N° 95-1298-1, M. Nicolas Papata et Mlle Nathalie Sommers, parcelle cadastrée 59, section M (parcelle B, lot 1, terre Niuaroa), Hamuta, 1 maison d'habitation.

INSPECTION DU TRAVAIL

**RECTIFICATIF à l'avenant n° 1272 DIR/IT/SCT du 7 décembre 1995 à la convention collective
du secteur du commerce pour l'année 1996, publié au J.O.P.F. du 4 janvier 1996, page 26.**

**SALAIRES CONVENTIONNELS APPLICABLES DANS LE SECTEUR DU COMMERCE
A COMPTER DU 1er JANVIER 1996**

I - OUVRIERS ET EMPLOYES

Catégorie professionnelle	Salaire mensuel plancher au 01.07.95	Au 01.01.96		Au 01.06.96	
		Salaire mensuel	Salaire horaire	Salaire mensuel	Salaire horaire
CATEGORIE 1 : Echelon A	S.M.I.G.	92.725 F	548,67 F	92.725 F	548,67 F
Echelon B	99.065 F	100.155 F	592,63 F	100.455 F	594,41 F
CATEGORIE 2	100.507 F	101.613 F	601,26 F	101.917 F	603,06 F
CATEGORIE 3	104.626 F	105.777 F	625,90 F	106.094 F	627,78 F
CATEGORIE 4	108.860 F	110.057 F	651,23 F	110.388 F	653,18 F
CATEGORIE 5	115.913 F	117.188 F	693,42 F	117.540 F	695,50 F
CATEGORIE 6	122.967 F	124.320 F	735,62 F	124.693 F	737,83 F
CATEGORIE 7	134.252 F	135.729 F	803,13 F	136.136 F	805,54 F
CATEGORIE 8	158.239 F	159.980 F	946,63 F	160.460 F	949,46 F

II - AGENTS DE MAITRISE ET CADRES

Catégorie professionnelle	Salaire mensuel plancher au 01.07.95	Au 01.01.96		Au 01.06.96	
		Salaire mensuel	Salaire horaire	Salaire mensuel	Salaire horaire
CATEGORIE 1	128.611 F	130.026 F	769,38 F	130.416 F	771,69 F
CATEGORIE 2	144.130 F	145.715 F	862,22 F	146.153 F	864,81 F
CATEGORIE 3	152.593 F	154.272 F	912,85 F	154.734 F	915,59 F
CATEGORIE 4	165.291 F	167.109 F	988,81 F	167.611 F	991,78 F
CATEGORIE 5	179.400 F	181.373 F	1.073,22 F	181.918 F	1.076,44 F
CATEGORIE 6	186.453 F	188.504 F	1.115,41 F	189.069 F	1.118,75 F

**RECTIFICATIF à l'accord de salaires du secteur du bâtiment et des travaux publics pour l'année 1996,
publié au J.O.P.F. du 18 janvier 1996, page 102.**

Au lieu de : "Article 1er.— Salaire mensuel plancher au 1er janvier 1995" ;

Lire : "Article 1er.— Salaire mensuel plancher au 1er octobre 1995".

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

RECTIFICATIF

Rectificatif à l'annonce parue au *Journal officiel* n° 4 du 25 janvier 1996 à la page 135 relative à la Résiliation Location-Gérance.

Au lieu de : Suivant acte notarié à l'Etude CORMIER en date du.....

Lire : Suivant acte sous seing privé en date du.....

Pour avis.

Me Eric DIENER, Avocat à la Cour

HOMOLOGATION DE CHANGEMENT DE REGIME MATRIMONIAL

Par jugement n° 1714-1500 en date du 13 décembre 1995, le tribunal de première instance de Papeete a homologué l'acte authentique reçu par Me Bernard LANÇON, notaire à Bordeaux, 9, cours Pasteur, le 25 octobre 1994, au terme duquel M. Claude Francis DAVID, technicien, et Mme Anne Fernande VIELOTTE, son épouse, sans profession, demeurant ensemble à Papeete (Tahiti), ont déclaré renoncer au régime de la communauté de biens réduite aux acquêts qui était le leur pour adopter le régime de la communauté universelle, tel qu'il est établi par l'article 1526 du code civil.

Pour extrait,
Me Eric DIENER.

Etude de Me Alexandre CORMIER, notaire à Papeete

AEROMER POLYNESIE

Société à responsabilité au capital de 400.000 F CFP

Siège social : Faa'a, P.K. 4,800

R.C.S. : Papeete n° 4438-B - N° TAHITI : 247288

AVIS DE DISSOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire des associés de la société AEROMER POLYNESIE réunie le 18 décembre 1995 a décidé de dissoudre la société par anticipation à compter du 31 décembre 1995.

Elle a nommé comme liquidateur M. Didier Baudoux, demeurant 14, rue de Bretagne, 95330 Domont, avec les pouvoirs les plus étendus afin de mener à bonne fin les opérations de liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci.

Le siège de la liquidation est fixé à Faa'a, B.P. 6152 Faa'a, au siège social de la société, adresse à laquelle toute correspondance devra être adressée et les actes et documents notifiés à la société en liquidation.

Pour avis,
Le liquidateur.

AUDIT PACIFIQUE

Société à Responsabilité Limitée

au capital de 1.000.000 F CFP

Siège social : Immeuble Dexter - Pont-de-l'Est

PAPEETE - TAHITI

R.C.S. : Papeete n° 3821-B

Au cours de l'assemblée générale mixte du 3 janvier 1996, les associés ont procédé à la nomination d'un troisième gérant en la personne de M. Marc VAYSSIE et ce, pour une durée indéterminée.

Ancienne mention :

- M. Johnny ROTH, cogérant ;
- M. Christian LAURENT, cogérant.

Nouvelle mention :

- M. Johnny ROTH, cogérant ;
- M. Christian LAURENT, cogérant ;
- M. Marc VAYSSIE, cogérant.

La gérance.

**Etude de Mes GIAU-LAU-JACQUET
Avocats à Papeete**

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 29 janvier 1996, enregistré au service des domaines le 30 janvier 1996, folio 97, bordereau 2681/5, il a été constitué une société dont les caractéristiques sont les suivantes :

- *Dénomination sociale* : la société est dénommée "E.P.C." ;
- *Forme sociale* : la société est une société civile régie par les articles 1832 et suivants du code civil ;
- *Capital social* : le capital social s'élève à deux cent mille francs Pacifique (200.000 F CFP) constitué en des apports en numéraire ;
- *Objet social* : l'acquisition, l'administration et la gestion par location ou autrement de tous immeubles et biens immobiliers et toute autre opération se rattachant à son objet ;

- *Parts sociales* : les parts sociales sont librement cessibles entre associés et au profit des conjoints, ascendants ou descendants d'associés. Elles ne peuvent être cédées à des tiers étrangers qu'avec le consentement préalable des associés se prononçant par décision extraordinaire ;
- *Immatriculation au registre du commerce et des sociétés* : la société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete, île de Tahiti ;
- *Gérant* : M. Patrick CHANSIN est nommé premier gérant statutaire de la société. Les fonctions du gérant ont une durée non limitée.

Fait à Papeete, le 1er février 1996.
Mc J. LAU.

**Etude de Me Bernard BRUGGMANN,
notaire à Papeete, 11, avenue Bruat**

Avis est donné de la constitution, aux termes d'un acte reçu par Me Bernard BRUGGMANN, notaire à Papeete, le 31 janvier 1996, de la société civile immobilière dont les caractéristiques sont énoncées ci-dessous :

- *Forme* : société civile ;
- *Dénomination* : Société immobilière de développement de Rangiroa ;
- *Siège* : Tiputa (Rangiroa), B.P. 1 ;
- *Durée* : 99 années ;
- *Objet* : la propriété, la gestion, l'administration et la disposition de tous biens meubles et immeubles dont elle pourra devenir propriétaire par voie d'acquisition, échange, apport ou autrement ;
- *Capital social* : 100.000 F CFP, divisé en 100 parts de 1.000 F CFP chacune, entièrement libérées, attribuées aux associés en proportion de leurs apports respectifs en numéraire ;
- *Gérant* : M. Jean-François DEBON, demeurant à Rangiroa, époux de Mme Sutiia, dite Tina, VEA ;
- *Parts sociales* : Aux termes de l'article 12 des statuts, les cessions de parts à des tiers étrangers à la société doivent être autorisées par la gérance.

Restant toutefois libres, les cessions intervenant au profit du conjoint, d'un ascendant ou d'un descendant de l'associé cédant.

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés tenu par le greffe du tribunal mixte de commerce de Papeete.

Pour avis,
Bernard BRUGGMANN, notaire.

"S.C.P. Philippe CLEMENCET"
Titulaire d'un office notarial
60, rue Dumont-d'Urville, Papeete (TAHITI)

Suivant acte reçu aux minutes de la société civile professionnelle "Philippe CLEMENCET", titulaire d'un office notarial à la Résidence de PAPEETE (Tahiti), 60, rue Dumont-d'Urville, le vingt-cinq janvier mil neuf cent quatre-vingt-seize, enregistré à Papeete le 29 janvier 1996, folio 96, bordereau 2679/1,

la société S.N.C. WANG et LAU, société en nom collectif au capital de 150.000 F CFP ayant son siège social à Faaa, P.K. 5,5, face MEAMA, côté mer, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le numéro 3349-B et sous le n° TAHITI 167239,

a vendu à M. VANDAL Jean et Mme YAO MOUR KEE Vahine Pauline, son épouse, demeurant ensemble à Faaa, P.K. 4, côté montagne, un fonds de commerce de snack-salon de pâtisserie-plats à emporter, dénommé Snack TIPANIE, sis et exploité dans la commune de Faaa (île de Tahiti), P.K. 5,5 côté mer, face Meama, ledit fonds comprenant :

I - Eléments incorporels :

- la clientèle et l'achalandage y attaché ;
- l'enseigne et le nom commercial ;
- le droit au bail des locaux dans lesquels ledit fonds est exploité,

Pour l'exploitation duquel "le vendeur" est immatriculé au registre du commerce et des sociétés de Papeete, sous le numéro 3349-B et sous le n° TAHITI 167239.

Prix : six millions de francs CFP (6.000.000 F CFP), prise de possession le 25 janvier 1996.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues dans les 10 jours de la dernière en date des publications légales, à Papeete (Tahiti), 60, rue Dumont-d'Urville, en l'office notarial où domicile a été élu.

Pour premier avis.

"S.C.P. Claude VANHAECKE et Philippe CLEMENCET"
60, rue Dumont-d'Urville, Papeete (Tahiti)
R.C.S. PAPEETE n° 3869 C

Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 15 janvier 1996, il est décidé :

- 1) que la dénomination sociale de la société est désormais "S.C.P. Philippe CLEMENCET", en conséquence l'article 3 des statuts est modifié ;
- 2) et que M. Philippe CLEMENCET, demeurant à Punaauia, résidence Le Lotus, n° 181, exerce seul les fonctions de gérant à compter du même jour.

Mention des présentes sera faite au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,
Le gérant.

ANNONCES DIVERSES

ASSOCIATION LES AMIS DU CENTRE LOCAL DE DOCUMENTATION DES ILES SOUS-LE-VENT

Rectificatif à l'annonce parue au J.O.P.F. du 22 juin 1995 à la page 1299 :

Au lieu de : Président : RICHMOND Michel ;
Lire : Président : RICHMOND Marcel.

ASSOCIATION SPORTIVE RAUTERE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(11 décembre 1995)

Président : GALENON Jean-Marie
Vice-présidente : BOUKANSA Gréta
Secrétaire : TERIIPAIA Hinano
Secrétaire adjoint : TARAIHAU Stéphane
Trésorier : HIU Michel
Trésorière adjointe : WONG Juliette
Commissaires aux comptes : OOPA Hubert
BAUER Maeva
Responsable du matériel : WONG Michel

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES
DE L'ECOLE DE HAAPITI-MOOREA**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(7 décembre 1995)

Président d'honneur : NEHEMIA Marama
Président : ITAIA Ropa
Vice-présidente : MARAMA Faimano
Secrétaire : TEVERO Angéline
Secrétaire adjointe : PAQUIER Albertine
Trésorier : TETUAITERAI Moetu
Trésorier adjoint : AITAMAI Thierry

ASSOCIATION PUNA RAU TIARE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(15 janvier 1996)

Présidente d'honneur : OOPA Yvette
Président : TUPUAI Taaroa
Vice-présidente : COPPENRATH Jeanette
Secrétaire : CUMMINGS Sybille
Secrétaire adjointe : PITA Suzanne
Trésorière : HATITIO Irène
Trésorier adjoint : YAO Woun Loy
Commissaire aux comptes : CHAUSSIN Paiao

**COOPERATIVE SCOLAIRE
DE L'ECOLE MATERNELLE AHIATA-AVERA**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(27 novembre 1995)

Présidente : HAMELIN Bella
Vice-Présidente : SINJOUX Vahine
Secrétaire : ADAMS Nicole
Secrétaire adjointe : EXCOFFIER Agnès
Trésorière : EBB Elsa
Trésorier adjoint : TARATI Milton
Commissaires aux comptes : TUIHANI Véronique
TIMOTEO Clémentine

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES
DES ECOLES MATERNELLE ET PRIMAIRE
DE TIAMA'O-PAPARA**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(23 septembre 1995)

Présidente : TEHETIA Simone
Vice-présidente : TUPAI Léa
Secrétaire : TEISSIER Chantal
Secrétaire adjointe : TEHEI Moeana
Trésorière : NAHENAHE Moea
Trésorière adjointe : PIERE Mariska
Assesseur : ATEO Eugène

**ASSOCIATION SPORTIVE DE L'INSTITUT MALARDE
DEVENUE AMICALE DU PESONNEL
DE L'INSTITUT MALARDE**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(25 janvier 1996)

Présidente : TEMAURI Iris
Vice-présidente : TSONG Laeticia
Secrétaire : MARUHI Nicole
Secrétaire adjointe : CARDINES Vanina
Trésorière : LAUSAN Moeata
Trésorière adjointe : CHINAIN Mireille

**ASSOCIATION PROFESSIONNELLE
DE LA CIRCULATION AERIEENNE
DE POLYNESIE FRANÇAISE
(A.P.C.A.P.F.)**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(16 janvier 1996)

Président : LE MARCHAND André
Secrétaire : HUI Henrich
Trésorier : RENAUT Alain
Trésorière adjointe : FERRAND Véronique

ASSOCIATION VAI HI HI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(12 septembre 1995)

Présidente : LE GAYIC Béatrice
Vice-présidente : TEINAORE Frédérique
Secrétaire : TEIPOARII Hinano
Secrétaire adjointe : IOTUA Louise
Trésorière : TIHATA Marcelline
Trésorier adjoint : FLORES Manix
Commissaire aux comptes : TAHARIA Eric
Assesseur : TAAVIRI Romylda

ASSOCIATION SPORTIVE KUATAU

MODIFICATION DU BUREAU :
(7 novembre 1995)

M. François TEIKITUTOUA est nommé trésorier en remplacement de M. Ferdinand BRUNEAU, démissionnaire.

Le reste sans changement.

ASSOCIATION SPORTIVE TEVA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(16 décembre 1995)

Président	: BERNADINO Philippe
Vice-président	: TETUANUI Jean-Clément
Secrétaire	: STEPHENSON Sandro
Secrétaire adjoint	: TEPA Samuel
Trésorier	: MAOPI Joël
Trésorier adjoint	: FAUA Teamo

ASSOCIATION SPORTIVE TAMARII HAOROAGAI**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(11 septembre 1995)

Président	: FOSTER Temauri
Vice-présidents	: TERIRERE Teiho TUAHINE Daniel TETUAHITI Eriera
Secrétaire	: TAHIATA Roger
Secrétaire adjoint	: TCHONG Bernard
Trésorier	: LIU André
Trésorier adjoint	: KAVERA Eric
Asseseurs	: TEUIRA-HIOE Liliane METUA Maratino ROOPINIA Didier

DISTRICT DE FOOTBALL

Président	: PANSI Roméo
Vice-président	: PRIOTUA Léon
Secrétaire	: PUTATOUTAKI Hina
Trésorier	: METUA Maratino

DISTRICT DE VOLLEY-BALL

Président	: TUAHINE Daniel
Vice-président	: ROOPINIA Didier
Secrétaire	: TEUIRA-HIOE Liliane
Trésorier	: TETUAHITI Eriera

DISTRICT DE BASKET-BALL

Président	: TCHONG Bernard
Vice-présidente	: EMILÉ Rosalie
Secrétaire	: UTIA Corinne
Trésorière	: FOSTER Nadine

DISTRICT DE TAE KWON DO

Président	: FOSTER Toni
Vice-président	: ROOPINIA Didier
Secrétaire	: TAGAROA Nicole
Trésorière	: FOSTER Valentine

DISTRICT DE VOILE

Présidente	: FOSTER Nadine
Vice-président	: TEIEFITU Hubert
Secrétaire	: PAVAOUAU John
Trésorier	: MAERE Tamatoa

DISTRICT DE LAWN-TENNIS

Président	: FOSTER Temauri
Vice-président	: KAVERA Eric
Secrétaire	: VOIRIN Jacqueline
Trésorière	: TAEREA Armelle

**RÉSULTATS DE LA TOMBOLA
DE L'ASSOCIATION SPORTIVE AORAI**
(Tirage effectué le 28 janvier 1996)

1er lot :	N° 158.768	5.000.000 F
2e lot :	N° 149.569	1.000.000 F
3e lot :	N° 165.781	500.000 F
4e lot :	N° 13.099	500.000 F
5e lot :	N° 175.956	500.000 F
6e lot :	N° 192.261	100.000 F
7e lot :	N° 25.610	100.000 F
8e lot :	N° 193.256	100.000 F
9e lot :	N° 164.714	100.000 F
10e lot :	N° 124.721	100.000 F

ASSOCIATION TA AVEA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(13 janvier 1996)

Président	: MAIRAU Tauatomo
Vice-présidents	: MAIRAU Atai PITO Titipa
Secrétaire	: TEUIAU Dellie
Secrétaire adjoint	: TAUHIRO Hito
Trésorière	: ATAPO Tupaupoo
Trésorière adjointe	: TETUAIRIA Terena

ASSOCIATION MUSIQUES D'AILLEURS**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(20 janvier 1996)

Président	: RAGACHE Jean-Pascal
Vice-président	: MOAL Hervé
Secrétaire	: AUBRY-RIVIERE Françoise
Trésorière	: BOUTEILLER Catherine

COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE DE VAIATU**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(12 décembre 1995)

Président	: DEXTER Maire
Vice-présidente	: TEHANI Edmée
Secrétaire	: DIB Amel
Secrétaire adjointe	: HUMMER Gisèle
Trésorière	: TOROMONA Leota
Trésorière adjointe	: LI Angéline
Commissaires aux comptes	: PICARD Mere PONTET Jacky
Contrôleurs	: BAYLE Patrick TERAIMANA Rudolphe

ASSOCIATION O'CLOCK**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(19 janvier 1996)

Président	:	CLAVEAU Teva
Vice-président	:	PENI Terahitarii
Secrétaire	:	LY KUI Steeve
Secrétaire adjointe	:	PEA SIOU Ina
Trésorier	:	LAILLE Laurie
Trésorière adjointe	:	FLOREAL Corinne
Logistique matériel informatique	:	AMARU June
Logistique matériel des actions	:	ALVAREZ Emitterio
Logistique matériel de vidéo	:	MANUTAHU Tanetua

FEDERATION DES ŒUVRES LAIQUES (F.O.L.)**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(18 décembre 1995)

Président	:	ATGER Benjamin
Vice-présidente	:	JONC Rose
Secrétaire	:	MAURIN Bernard
Secrétaire adjoint	:	MATHEL Joël
Trésorier	:	TUIRA Robert
Trésorier adjoint	:	OTCENASEK Jean-Marie
Membres	:	BLARD Benoît
	:	CHIN MEUN Pierre
	:	FEVRE Marc
	:	LUCAS Edouard

**COOPERATIVE SCOLAIRE
DE L'ECOLE MATERNELLE FAUTAU****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(15 septembre 1995)

Présidente	:	AMARU Andrée
Secrétaire	:	JAMET Marie
Trésorière	:	ALLAIN Irea
Trésorière adjointe	:	AMARU Hany
Membres	:	LIAO Yela
	:	ROOPINIA Anne-Lise
	:	DOOM Moea
	:	BENETEAU Vaca
	:	SALMON Marie
	:	WALKER Maud

**ASSOCIATION SPORTIVE TEFANA
SECTION FOOTBALL****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(4 janvier 1996)

Président	:	MIKLUS Denis
Vice-président	:	AJONC Félix
Secrétaire-trésorier	:	REICHERT Pierre
Secrétaire-trésorière adjointe	:	TARAHU Cécile
Commissaires aux comptes	:	CHUNGALL Nestor
	:	JOUEN Simon

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES
DE L'ECOLE PRIMAIRE DE ANAU-BORA BORA
TE RIMA O FAETA****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(31 octobre 1995)

Présidente d'honneur	:	HAEREPO Hutia
Présidente	:	TIORI Esther
Vice-président	:	HEUREAUX Camille
Secrétaire	:	FAARAHIA Rota
Trésorière	:	TEHEIURA Ennette
Trésorière adjointe	:	REVA Narai
Membres	:	TAUARO Florida
	:	AUCH Evelyne
	:	BEAUSSIER Arlette
	:	TAPI Hutiti
	:	TEHEIURA Marurai
	:	TAPI Elisa
	:	AIHO Milady
	:	PUAITARA Mere

**ASSOCIATION SPORTIVE DE ERIMA
SECTION TENNIS****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(9 décembre 1995)

Président	:	RAIOHO Vetea
Vice-président	:	ATGER Manutea
Secrétaire	:	WARTEL Eric
Trésorier	:	LO YI YOCK Ah Yim

ASSOCIATION SPORTIVE FARE TARA TEAM**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(1er octobre 1995)

Présidente	:	GUILLOUX Virginia
Vice-président	:	GUILLOUX Rémy
Secrétaire	:	LEMAIRE Léonora
Secrétaire adjoint	:	GUILLOUX Mike
Trésorière	:	DEANE Alice
Trésorière adjointe	:	DELORT Chantal

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE BORA BORA
FREQUENTANT LE LYCEE D'ETAT
ET LE LYCEE PROFESSIONNEL DE UTUROA****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(30 octobre 1995)

Président d'honneur	:	TONG SANG Gaston
Présidente	:	WHEELER Marie-Claire
Vice-présidente	:	ELLACOTT Yolande
Secrétaire	:	HAHE Oona
Secrétaire adjointe	:	TINORUA Jacqueline
Trésorier	:	PUARAI Teihotu

ASSOCIATION DES PARENTS D'ÉLÈVES DE TAUTIRA*Démission*

L'association informe ses membres de la démission de Mme Hana MATAI, trésorière, et de la nomination de Mme MO TAM POO Mila en tant que nouvelle trésorière.

ASSOCIATION DES PARENTS D'ÉLÈVES DE TAUTIRA*Modifications statutaires**Article 1er.— Ajouté paragraphe 5*

Les parents d'élèves, dont les élèves ne fréquentent plus l'école, et ayant appartenu à l'A.P.E.L. peuvent être des membres adhérents et être par conséquent choisis pour être élus membres au scrutin secret par l'assemblée générale.

Chaque membre présent ne pourra être porteur de plus de 2 procurations. Un membre d'une catégorie ne peut être représenté que par un membre de sa catégorie, ou par un membre titulaire.

Art. 6.— Ajouté paragraphe 3

Le quorum est fixé à la moitié de l'ensemble de l'A.P.E.L. S'il n'est pas atteint, une seconde convocation sera faite à huitaine, ou la majorité relative est suffisante quelque soit le nombre de membres présents. Les procurations délivrées pour la première convocation sont valables pour la seconde.

Toutes les discussions d'ordre politique ou religieuse sont bannies des délibérations de l'assemblée générale.

L'association se doit être apolitique.

ASSOCIATION JEUNESSE EN MISSION

(Récépissé n° 135-96 MFR/AA du 25 janvier 1996)

Extraits de statuts

Il est fondé, entre les membres adhérant aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901.

Cette association a pour titre "JEUNESSE EN MISSION".

Sa durée est illimitée.

L'association n'a pas de but lucratif ; elle a pour but d'annoncer le message de l'Évangile, et, dans cette optique :

- elle favorise et encourage la collaboration et l'unité des chrétiens et envoie des équipes de jeunes chrétiens bénévoles aux églises qui en font la demande ;
- elle assure la formation spirituelle des jeunes chrétiens par des programmes d'enseignement ;
- elle organise des rassemblements pour les aider à grandir dans la plénitude de l'Évangile ;
- elle crée des moyens pour la réhabilitation des jeunes en difficulté (drogués, alcooliques, délinquants, mères célibataires, etc.) et elle est disponible pour répondre aux besoins des autres associations qui œuvrent dans ce domaine ;

- elle peut s'intéresser à tout autre domaine en relation directe ou indirecte avec son but principal et acquérir des biens mobiliers et immobiliers conformément à la loi.

Le siège social est fixé au lot 509, Puurai-Faaa, B.P. 4538 Papeete, Tahiti. Il pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: BETTS Richard
Vice-président	: DAUPHIN Narii
Secrétaire	: TAKAIO Joël
Trésorier	: LIU John

**ASSOCIATION COMITE MISS AUSTRALES
(TE VAHINE E TANE PURA NO TUHAA PAE)**

(Récépissé n° 152-96 MFR/AA du 30 janvier 1996)

Extraits de statuts

L'association dite Comité Miss Australes (Te Vahine e Tane pura no Tuhaa Pae), fondée le 20 janvier 1996, a pour objet :

- organiser l'élection annuelle de la Miss Australes (Te vahine e tane pura no Tuhaa Pae) ;
- promouvoir l'épanouissement culturel des îles Australes ;
- parrainer la Miss Australes à l'élection de Miss Tahiti ou toute autre manifestation nécessitant sa participation ;
- organiser des fêtes et manifestations culturelles et folkloriques.

Sa durée est illimitée.

Elle a son siège social à l'Immeuble Jardonnet, n° 7, magasin Manihi-Perles, Papeete, Tahiti.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	: HOWELL Patrick
Présidente	: BRETAGNON Florence
Vice-présidents	: BOURGEOIS Victorine DELDOR Etienne
Secrétaire	: TOPLEY Justine
Secrétaire adjointe	: DOERLER Léa
Trésorière	: TRAFTON Myrna
Trésorier adjoint	: BRETAGNON Jean-Claude

ASSOCIATION TE URA

(Récépissé n° 219-96 MFR/AA du 30 janvier 1996)

Extraits de statuts

L'association dite "TE URA", fondée le 12 novembre 1995, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet d'organiser, de représenter et de défendre les intérêts des artisans de la commune de Fare, Huahine :

- en aidant les autorités responsables à prendre des mesures de protection et de sauvegarde de l'artisanat traditionnel ;
- en encourageant le développement de l'artisanat traditionnel par la production et la vente d'objets d'artisanat local ;
- en facilitant l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice artisanal ;

- en aidant à la poursuite du progrès moral et professionnel de ses membres ;
- en organisant la formation à l'artisanat des personnes désœuvrées de la commune.

Elle a son siège social à Fare, Huahine, B.P. 373, I.S.L.V.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	TUARIHIONOA Puarai
Vice-présidente	:	WANG SOI PAN Jacqueline
Secrétaire	:	TUARIHIONOA Eliane
Secrétaire adjointe	:	TUARIHIONOA Béatrice
Trésorier	:	TUARIHIONOA Tini
Trésorière adjointe	:	NEHEMIA Teiho
Membres	:	TUARIHIONOA Ueateano TAUOTAHIA Eulalie

ASSOCIATION SPORTIVE MAITA'I SHELL

(Récépissé n° 182-96 MFR/AA du 30 janvier 1996)

Extraits de statuts

L'association dite "MAITA'I SHELL", fondée le 12 janvier 1996, a pour objet la pratique des activités physiques et sportives et en particulier la pratique de la pirogue, ainsi que l'organisation d'activités ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre les membres de l'association.

Sa durée est illimitée.

Elle a son siège social à Polypétrole et Shell. Il pourra être transféré par simple décision du comité directeur, la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	MOUX Patrick
Vice-président	:	TERE Tafai
Secrétaire	:	FAREMIRO Pascal
Secrétaire adjoint	:	APEANG Victor
Trésorier	:	MOUX Richel
Trésorier adjoint	:	TOKORAGI Lucien
Délégué entraîneur	:	MAINO Damien
Entraîneur adjoint	:	LAU TING MUI Vaiani

AMICALE DES PERSONNELS DE L'EDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

(Récépissé n° 176-96 MFR/AA du 26 janvier 1996)

Extraits de statuts

Il est fondé, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 dénommée AMICALE DES PERSONNELS DE L'EDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION (A.P.E.R.F.)-section de Polynésie française.

Sa durée est illimitée.

Cette association a pour but d'étudier les problèmes de structure et d'administration du service public de l'éducation, de la recherche et de la formation.

Ses moyens d'action sont, entre autres, études collectives, organisation de colloques, conférences, publication d'un bulletin d'information...

Le siège social est fixé à Papeete. Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	PAVAN Roland
Secrétaire	:	MICHELET Alain
Trésorier	:	CARREY Charles

ASSOCIATION ARTISANALE VAHINE VAI-ONAE

(Récépissé n° 231-96 MFR/AA du 31 janvier 1996)

Extraits de statuts

L'association dite VAHINE VAI-ONAE, fondée le 15 novembre 1995, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet d'organiser, de représenter et de défendre les intérêts des artisans de la commune de Avera, Rurutu :

- en aidant les autorités responsables à prendre des mesures de protection et de sauvegarde de l'artisanat traditionnel ;
- en encourageant le développement de l'artisanat traditionnel par la production et la vente d'objets d'artisanat local ;
- en facilitant l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice artisanal ;
- en aidant à la poursuite du progrès moral et professionnel de ses membres.

Elle a son siège social à Avera (Rurutu).

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	:	RIVETA Frédéric
Présidente	:	TEURUARI LÉontine
Vice-présidente	:	MOEAU Hérodiani
Secrétaire	:	TAPUTU Yolande
Secrétaire adjointe	:	OPUU Heiarii
Trésorière	:	VAEA Onoi
Trésorier adjoint	:	MOEAU Iareta

ASSOCIATION TE UPA NUI O TAHAA

(Récépissé n° 160-96 MFR/AA du 29 janvier 1996)

Extraits de statuts

Il est formé entre les personnes qui ont adhéré ou adhéreront aux présents statuts et remplissant les conditions ci-après fixées, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et par les présents statuts.

Cette association a pour but de :

- organiser, collaborer ou participer à l'organisation de fêtes, concours et autres manifestations à caractère folklorique et d'intérêt touristique, culturel et artisanal ;
- promouvoir, coordonner et encourager toutes actions à caractère sportif, culturel, artistique ou historique d'intérêt local ;
- rechercher, étudier et proposer aux instances communales, toutes réalisations propres à favoriser le développement économique, social et culturel de l'île de Tahaa.

La dénomination de l'association est : **TE UPA NUI O TAHAA.**

Son siège est à Patio, Iripau.

La durée de l'association est illimitée. Le bureau de l'association est renouvelable tous les trois ans.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	: TEURA Paul
Président	: TEHUITUA Paimore
Vice-président	: PUAHIO Marc
Secrétaire	: MARURAI Célestine
Secrétaire adjointe	: TAMAEHU Pascaline
Trésorière	: TAVAEARII Emma
Trésorier adjoint	: NUUPURE Epharaima
Commissaires aux comptes	: TAUIRA Chantal TEROROHAEPA Marie

ASSOCIATION SPORTIVE MAEVA-NUI

(Récépissé n° 204-96 MFR/AA du 5 février 1996)

Extraits de statuts

L'association dite "A.S. MAEVA-NUI", fondée le 24 janvier 1996, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet d'organiser des journées corporatives et récréatives, de participer à des courses de pirogues.

Elle a son siège social à l'hôtel Sofitel Maeva Beach, Punaauia, B.P. 6008 Faaa.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TEHEIURA Mataitai
Vice-président	: BRANDER Alexandre
Secrétaire	: ELLIS Loina
Secrétaire adjoint	: HIKUTINI Clovis
Trésorier	: MANA Didier
Trésorière adjointe	: TERIIPAIA Marie-José

TAMARII MAHINA VA'A CLUB

(Récépissé n° 245-96 MFR/AA du 2 février 1996)

Extraits de statuts

L'association dite "TAMARII MAHINA VA'A CLUB", fondée le 21 janvier 1996, a pour objet la pratique des activités

physiques et sportives et en particulier la pratique de la pirogue ainsi que l'organisation d'activités ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre les membres de l'association.

Sa durée est illimitée.

Elle a son siège social à Mahina, P.K. 10, Il pourra être transféré par simple décision du comité directeur, la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: AUMERAN Jean-Marie
Vice-président délégué	: TCHONG Norbert
Vice-président	: SANQUER Roland
Secrétaire	: TAVAEARII Gloria
Secrétaire adjointe	: AUMERAN Leslie
Trésorière	: TAURUA Lucienne
Trésorière adjointe	: AUMERAN Moea

ASSOCIATION AGRICOLE TE HOTU O TAPUAMU

(Récépissé n° 144-96 MFR/AA du 5 février 1996)

Extraits de statuts

Créée le 18 octobre 1995, l'association, dite "TE HOTU O TAPUAMU" a pour objet :

- d'encourager les hommes, femmes et enfants à travailler la terre, à cultiver et à planter en organisant des concours de cultures ;
- d'encourager la consommation des produits agricoles par une présentation ;
- de prévoir la commercialisation des produits agricoles ;
- de défendre les intérêts des agriculteurs.

L'association s'interdit toute discussion ou manifestation présentant un caractère politique ou confessionnel.

Sa durée est indéterminée.

Son siège social est fixé à TAPUAMU-TAHAA.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: PATU Pierson
Vice-président	: TEHAHE Taau
Secrétaire	: TERIITUAU Annie
Secrétaire adjointe	: TEHAHE Dolorès
Trésorier	: TUAHU Moïse
Trésorière adjointe	: FAATAU Monique
Membre	: TEITI Tetuaura

ASSOCIATION ARTISANALE TIARE RAUPA

(Récépissé n° 205-96 MFR/AA du 5 février 1996)

Extraits de statuts

Il est constitué, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée TIARE RAUPA.

D'une durée illimitée, elle a pour but d'organiser, de représenter et de défendre les intérêts des artisans de la commune de Hauti, Rurutu :

- en aidant les autorités responsables à prendre des mesures de protection et de sauvegarde de l'artisanat traditionnel ;
- en encourageant le développement de l'artisanat traditionnel par la production et la vente d'objets d'artisanat local ;
- en facilitant l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice artisanal ;
- en aidant à la poursuite du progrès moral et professionnel de ses membres.

Son siège social est fixé à Hauti. Il pourra être transféré par simple décision du bureau ; la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente d'honneur	:	ROOINO Aamaura
Présidente	:	MAIRAU Irène
Vice-présidente	:	RIVETA Marie
Secrétaire	:	TAPUTU Angéline
Secrétaire adjointe	:	TAPUTU Lydie
Trésorière	:	MAROANUI Diana
Trésorière adjointe	:	MANATE Ritia
Assesseurs	:	TINOMOE Marie-Laure
		PAIA Paméla
		PAIA Roti

REGLEMENT DU JEU INSTANTANE DENOMME "MILLIONNAIRE" POLYNESIE FRANÇAISE

ADDITIF

Article 1er

Les dispositions du règlement du jeu instantané de la Loterie Nationale dénommé "MILLIONNAIRE" fait le 2 août 1994 et publié au *Journal officiel* du 11 août 1994, s'appliquent à l'émission n° 2 du jeu "MILLIONNAIRE", dont la diffusion sera effectuée, en principe, à partir du 12 février 1996.

Article 2

Le présent règlement sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 février 1996.

*Le Président-Directeur Général
de la Française des Jeux,
Bertrand de GALLE.*

*Le Président
de la Pacifique des Jeux,
Bertrand de GALLE.*

LOTO NATIONAL N° 5

Premier tirage du mercredi 31 janvier 1996 :

6 7 12 17 34 44

Numéro complémentaire : **39**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 20 F CFP)
6 bons numéros.....	3	17.375.727
5 bons numéros et numéro complémentaire....	13	2.060.363
5 bons numéros.....	904	104.727
4 bons numéros.....	52.942	1.872
3 bons numéros.....	1.010.653	127

Deuxième tirage du mercredi 31 janvier 1996 :

12 20 37 40 42 47

Numéro complémentaire : **4**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 20 F CFP)
6 bons numéros.....	1	116.630.818
5 bons numéros et numéro complémentaire....	10	2.452.727
5 bons numéros.....	527	163.181
4 bons numéros.....	31.434	2.927
3 bons numéros.....	659.403	200

Premier tirage du samedi 3 février 1996 :

5 20 24 27 37 45

Numéro complémentaire : **8**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	2	90.768.090
5 bons numéros et numéro complémentaire....	8	2.165.454
5 bons numéros.....	523	115.545
4 bons numéros.....	29.124	2.636
3 bons numéros.....	541.032	272

Deuxième tirage du samedi 3 février 1996 :

6 9 12 34 42 43

Numéro complémentaire : **14**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	3	121.473.454
5 bons numéros et numéro complémentaire....	8	2.100.909
5 bons numéros.....	589	100.000
4 bons numéros.....	33.438	2.218
3 bons numéros.....	604.385	236

EN VENTE A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE*(Liste non limitative)***STATUT GENERAL DE LA FONCTION PUBLIQUE
du territoire de la Polynésie française**

(Edition 1996)

Prix broché : 2.250 francs

BUDGET DU TERRITOIRE — Année 1996

Prix : 1.990 francs

AFFICHE "Accident du travail"

Prix : 150 francs

AFFICHE "Défense de consommer"

Prix : 150 francs

AFFICHE "Loi sur l'ivresse"

Prix : 230 francs

BUDGET DU TERRITOIRE — Année 1995

Prix : 1.950 francs

COLLECTION RELIEES**JOURNAL OFFICIEL de la Polynésie française**

Années : 1990 - 1991 - 1992

(Quantité limitée)

Prix : 21.860 francs les 2 tomes

CARTE DES COMMUNES

Prix : 680 francs

CODE DE LA MER en tahitien

Prix : 760 francs

CODE DE LA ROUTE

Prix : 1.800 francs

**CODE DE PROCEDURE CIVILE
DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**

Prix : 1.490 francs

CODE DU TRAVAIL

(J.O.P.F. n° 3 NS du 22 février 1991)

Prix broché : 1.500 francs

CODE DE L'AMENAGEMENT

Edition 1994

Prix : 2.850 francs

CODE DES MARCHES PUBLICS

Prix : 985 francs

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALES

Prix : 985 francs

**CONVENTION COLLECTIVE
DES AGENTS NON FONCTIONNAIRES
DE L'ADMINISTRATION DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**

Réédition 1989

Prix : 770 francs

**PROCES-VERBAL TYPE DES ELECTIONS
DES DELEGUES DU PERSONNEL**

Prix : 120 francs

**PROCES-VERBAL TYPE DES ELECTIONS
DES MEMBRES DU COMITE D'ENTREPRISE**

Prix : 120 francs

**REGLEMENTATION DES LOYERS
DES LOCAUX A USAGE D'HABITATION**

Prix : 690 francs

TARIF DES DOUANES — Edition Juillet 1991

Prix : 5.750 francs

**TEXTES RELATIFS A L'INTEGRATION
DANS LA FONCTION PUBLIQUE METROPOLITAINE
(Corps de l'Etat pour l'administration
de la Polynésie française)**

Prix : 380 francs

VIENT DE PARAÎTRE

- Statut général de la fonction publique du territoire de la Polynésie française (édition 1996).....	2.250 FCP
- Budget du territoire (année 1996).....	1.990 FCP
- Code des impôts directs (mise à jour au 1er janvier 1995)	3.500 FCP
- Statut du territoire de la Polynésie française. Loi n° 84-820 modifiée (édition 1995).....	940 FCP

Sont également disponibles :

- Code de l'Aménagement (édition 1994).....	2.850 FCP
- Code de procédure civile de la Polynésie française (édition 93).....	1.490 FCP
- Code du travail (J.O.P.F. n° 3 N.S. du 22 février 1991) - broché.....	1.500 FCP
- Nomenclature douanière (sans classeur).....	5.750 FCP
Modificatifs depuis l'édition 1991 également disponibles (la feuille).....	50 FCP
- Recueil du Tribunal administratif (année 1993).....	1.380 FCP
- Répertoire chronologique des actes promulgués de 1842 à 1993	2.860 FCP
- Répertoire chronologique des textes publiés à titre d'information de 1882 à 1993.....	910 FCP
- Table analytique et chronologique (année 1993).....	1.290 FCP

Consulter l'Imprimerie Officielle pour les autres ouvrages

43, rue des Poilus-Tahitiens — B.P. 117, Papeete — Tél. : 42.50.67 - Fax : 42.52.61

Lundi à Jeudi : 7 h à 15 h et Vendredi : 7 h à 14 h

TARIFS

des Abonnements, Insertions (annonces et avis) de l'Imprimerie Officielle
à compter du 25 janvier 1996 (en francs Pacifique)

I - ABONNEMENTS - INSERTIONS

	Polynésie française	Nouvelle- Calédonie	France	Hawaii	U.S.A.	Nouvelle- Zélande	Europe Allemagne
		Voie aérienne					
Numéro.....	190*	265	325	315	345	335	420
Abonnement 6 mois.....	3.865	5.935	7.880	7.530	8.505	8.255	10.495
Abonnement 1 an.....	7.015	10.785	14.225	13.680	15.465	14.660	19.080

ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires, commerciales, diverses :

- la ligne	250 F
- les mêmes renouvelées.....	105 F

Publications des associations sportives, syndicales, coopératives, etc. :

- la ligne	180 F
------------------	-------

* Frais d'expédition non inclus pour les îles.